interrogations

revue internationale de recherche anarchiste
rivista internazionale di ricerche anarchiche
revista internacional de investigación anarquista
international review of anarchist research

Déc. 1974

1

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro	) (×)	10	francs français
el número	)	1 000	lire
single copy	)	80	cents UK
un numero	)	2	dollars U.S.

Abonnement 1 an	) (××)		fois le prix
Suscripción 1 año	)	4	veces el precio
Subscription 1 year	)		times the price
Abbonamento annuale	)		volte il prezzo

Administration et versements)
Administración y pagos)
Amministrazione e pagamenti)
Management and payments)

Georges Yvernel,
32, passage du Désir,
75010 Paris
Compte chèque postal
Paris 72 4369

Rédaction)
Redacción)
Editing)
Redazione)

Louis Mercier Vega
3, rue de Valenciennes
75010 Paris

(×)) ou l'équivalent en monnaie nationale.
) o su équivalencia en moneda nacional.
(××)) or the equivalent in the country currency.
) o l'equivalente in moneta nazionale.

INTERROGATIONS

Décembre/December
Dicembre/Dicembro
1974

N° 1

Dans ses tout prochains numéros

En sus muy proximos números

In the very next issues

Nei suoi prossimi numeri

INTERROGATIONS

publiera
publicara
will publish
pubblicara

Jean Barrué : **Actualité de Saint-Simon**

To open a debate

Murray Bookchin : **Technology and libertarian civilization**

Pour ouvrir une discussion

Carlos Semprun Maura : **La récupération de Mai 1968**

Horacio Rodriguez : **Las izquierdas armadas en Argentina**

Nico Berti : **Gli anarchici e la storia**

Santiago Parane : **Dossier sur le Chili**

René Fugler : **Minorités ethniques et nationalismes**

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y rédacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione et redazione sono benèvole

POURQUOI CETTE REVUE ? *

En clair, le mouvement anarchiste se montre inférieur à ses possibilités.

Comme mouvement, c'est-à-dire comme facteur conscient intervenant dans l'évolution des sociétés, il a perdu la puissance qu'il avait démontré posséder en Espagne, en Italie, en France, en Bulgarie, en Ukraine, en Amérique latine. Comme courant d'idées, il ne bénéficie pas de cette omniprésence dont jouit la phraséologie marxiste. Et comme foyer de recherches et d'initiatives, il n'offre plus la même richesse bouillonnante de ses années fastes.

Par contre, les thèmes qui lui assurèrent son originalité pendant un bon siècle, au passage du XIXe au XXe, en pleine révolution industrielle, refleurissent et hantent ce qui reste d'inquiet, de lucide dans le socialisme. Plus encore, les questions banales que soulève la vie quotidienne ramènent à l'actualité nombre de prévisions, de mises en garde qui portent la marque ancienne des avertissements libertaires.

Les expériences récentes, celles des totalitarismes comme celles des impuissances de la démocratie verbale, ont ramené l'angoisse ou la désespérance dans les rangs socialistes. Et les réactions, ouvrières ou intellectuelles, contre ces démonstrations d'échec, ont pris le plus souvent un tour antiautoritaire, ont mis en évidence une volonté, ou du moins un désir, de concevoir un socialisme sans Etat.

De même, la marche aveugle d'une économie mue par la soif de puissance ou d'hégémonie conduit à des situations intenables et indéfendables qui appellent à leur tour une nécessaire refonte de la production et de la distribution au bénéfice des besoins des hommes. Alors que le capitalisme n'offre plus de justification que sa propre existence, et que les nouvelles catégories dirigeantes ne prévoient que la systématisation de l'absurde.

Ce décalage entre l'actualité des avertissements anarchistes et la faiblesse du mouvement s'explique en grande partie par la mue des sociétés industrielles, dans la période de formation desquelles — contrairement à une légende soigneusement entretenue par ses détracteurs — l'anarchisme avait trouvé ses opportunités d'action. En fait, il était le porte-parole d'un prolétariat conquérant, volontariste, se considérant capable de combattre une bourgeoisie

---

(*) Ce texte a servi de point de départ pour la discussion qui a précédé la décision d'éditer la revue.

— révolutionnaire sur le plan économique et réactionnaire par sa volonté de renforcer les hiérarchies sociales — et de l'éliminer.

A présent, l'anarchisme ne peut plus miser sur un avenir caractérisé par cette possible conquête. Il doit se concevoir, agir, se manifester dans une réalité autrement conditionnée. Il ne peut plus se contenter de répéter ce qui fut vrai hier. Il doit inventer ce qui correspond à sa mission aujourd'hui.

Définir ce que la revue entend comme tâche propre revient donc à énumérer ce qui manque en cette fin du XX[e] siècle à la pensée libertaire, ce qui fait cruellement défaut à ses militants engagés dans la mêlée sociale.

Il s'agit d'un douloureux effort de lucidité. Effort qui doit porter en premier lieu sur la vérification et le prolongement des thèses anarchistes sur le rôle de l'Etat et sur la formation d'une classe dirigeante nouvelle, les deux phénomènes étant étroitement associés. Cette mise à jour ne peut se concevoir sans des études parallèles portant sur les mutations sociétaires, la diversification des classes salariées, l'évolution des pouvoirs d'argent et de fonction.

Une autre phase de notre pauvreté est l'absence de matériel d'information propre sur les grands centres — moteurs ou dépendants — de la vie internationale. Nous vivons — et notre presse en offre trop souvent l'illustration — sur une difficile exploitation d'une masse de nouvelles volontairement ou inconsciemment tronquées et truquées dès l'origine, et reproduites au gré des intérêts et des propagandes. Ce qui nous manque, c'est un réseau de correspondants, objectifs et dépassionnés quant à l'observation, attentifs aux faits et aux phénomènes plus qu'aux mots, et capables de suivre ce qui nous apparaît comme questions essentielles, à savoir les mécanismes d'exploitation et de pouvoir, ainsi que les manifestations de résistance.

C'est aussi, sur le plan international, le besoin impérieux de connaître les formes et les moyens d'intervention des jeux impérialistes, les divers aspects des luttes pour la suprématie, qui conditionnent en partie les politiques nationales, économiques ou partisanes. Non pas pour tomber dans le travers des interprétations simplistes ou mythiques, mais plus difficilement pour nous arracher au manichéisme journalistique et suivre les manifestations des impératifs géo-politiques, dans l'immédiat et à lointaine échéance.

Et enfin, c'est la connaissance et la mise en valeur des forces et organisations, expériences et tentatives qui, de par le monde, s'opposent à la marche vers la centralisation mobilisatrice, vers la réduction des êtres humains à l'état de matière première — main-d'œuvre ou combattants —, refusent la course folle vers la puissance et le pouvoir.

Un programme ambitieux, plus facile à énoncer qu'à mener à bien. Du moins, avec votre participation, tenterons-nous de l'entamer. Car nous ne concevons pas de mouvement sans lucidité. Et ce n'est pas résoudre les problèmes que de les nier.

Las ultimas semanas de la Republica española *

por Ignacio Iglesias

EL MITO DE LA RESISTENCIA

Existen mitos que disfrutan de larga existencia, tal vez porque son alimentados por una propaganda incesante e interesada. Uno de ellos es el de atribuir a Negrín y a los comunistas el atributo exclusivo de la resistencia durante toda la guerra civil. Una literatura abundante se ha empeñado en presentarlos como el símbolo de la oposición intransigente, de la resistencia activa e incansable —«con pan o sin pan», «con armas o sin armas», etc.— frente al general Franco y los suyos. Aún ahora, a estas alturas, se continúa propagando tal inepcia, siendo así que la realidad es harto diferente. A decir verdad, la política de resistencia no era otra cosa que una máscara que ocultaba otros propósitos; en su nombre, pudieron los comunistas, bien secundados por Negrín, ir eliminando a todas las organizaciones y personalidades políticas que se oponían a sus designios hegemónicos. Así se liquidó al P.O.U.M., se dio de lado a la C.N.T., se apartó a la fracción de izquierda del Partido Socialista, se provocó la caída de Largo Caballero, primero, y de Indalecio Prieto, después. Mientras tanto, al mismo tiempo que se acusaba públicamente y de forma estruendosa al P.O.U.M. de connivencia con los hitlerianos, la Unión Soviética, patrocinadora del Partido Comunista de España, iniciaba su acercamiento a Hitler; y cuando se tildaba a Prieto de derrotista por buscar un entendimiento que pusiera fin a la guerra, Negrín mantenía tratos con el enemigo, según él mismo confesó más tarde.

(*) Las páginas que siguen corresponden a un libro en preparación, que estudiará el período comprendido entre la caída de Barcelona y el derrumbamiento de Madrid. (N. del A.)

En efecto, en una carta a Prieto, ya en el exilio, Negrín escribió: «¿Cómo iba yo a considerar indiscretas esas gestiones, si desde julio o agosto de 1937 he tenido contactos directos e indirectos con el enemigo: españoles, alemanes, italianos y neutrales adversarios?» (1). De algunos de esos contactos hablaron Prieto y Zugazagoitia, entre otros, por ser sin duda los mejores enterados. Según el primero, Negrín viajó a Zurich en 1938, con la excusa de concurrir a un Congreso internacional de fisiólogos, del cual se escabulló inmediatamente después de la sesión de apertura: «El Congreso de fisiólogos había sido un pretexto para encubrir la causa del viaje. Desde Zurich se trasladó Negrín a una recóndita aldea de la Suiza alemana, donde le aguardaban emisarios de Hitler...» (2). El segundo refirió: «Si predicaba la resistencia 'con pan o sin pan', no por ello dejaba de afanarse por encontrar el término de la guerra. Este trabajo, absolutamente secreto, lo hacía con la colaboración de algunos embajadores, que lo pueden acreditar documentalmente, y, a veces, a espaldas de ellos. [...] Negrín, según su propia confesión, celebró varias conferencias con el conde von Welczech [embajador de Alemania en París], con resultado negativo» (3). De otras entrevistas y de otros tejemanejes no se halla referencia escrita alguna, pero existieron, no todos muy claros. Contó asimismo Prieto otro hecho bastante sospechoso: «Emerita Esparza, cupletista española retirada de los escenarios, vivía en Berlín por la época de que hablo y realizaba viajes entre Berlín y Barcelona, sin que en la Alemania nazi ni en la España roja encontrase dificultad alguna, siendo muchas las de entonces para entrar y salir de uno o otro sitio. Pero lo más extraordinario era que en Barcelona alojábase en el palacio de Pedralbes, residencia de Negrín, bajo cuyo techo moraba otra artista, muy amiga de la viajera. Esto podía explicar las facilidades de pasaporte y visado en nuestra zona, ¿mas cómo explicar las facilidades análogas por parte de la policía hitleriana?» (4).

Negrín salió de Toulouse en avión para la zona Centro-Sur el 9 de febrero, a la noche, o sea unas cuantas horas después de haber abandonado tierra catalana. ¿Qué propósito le ani-

(1) **Epistolario Prieto Negrín.** Imprimerie Nouvelle, París, 1939.

(2) Indalecio Prieto: **Convulsiones de España,** volumen III. Ediciones Oasis, México, 1969, pág. 224.

(3) Julián Zugazagoitia: **Guerra y vicisitudes de los españoles,** tomo II. Librería Española, París, 1968, pág. 131.

(4) Obra citada, págs. 224-225.

maba? Sus declaraciones públicas continuaron siendo las mismas: resistir. ¿Lo creía sinceramente? En todo caso quería aparentar seguir siendo el de siempre, es decir, el hombre de la resistencia a ultranza, de la oposición intransigente al más mínimo compromiso, pero no cabe duda de que en su fuero interno pensaba otra cosa. Disponemos de testimonios irrecusables. Zugazagoitia, que entonces estaba a su lado como colaborador inmediato suyo, se refirió a Negrín mediante estas líneas: «¿Qué secreto propósito le anima a comenzar el viaje? Es el gobernante de la consigna de granito: resistir. Sus reacciones públicas consienten afirmar que no ha rectificado. Y, sin embargo, nadie conoce mejor que él lo inane de su divisa. Sabe que la derrota es irremediable. No establezco una suposición, proclamo una verdad, susceptible de prueba. Cuando finaliza el repliegue de nuestras fuerzas sobre Francia, pocas horas antes de nuestra propia retirada a las últimas casas españolas del Perthus, Negrín nos descubre, saliendo de un mutismo sobrio, su pensamiento: 'Esperemos que la segunda parte podamos llevarla a buen término con el mismo éxito.' Esa segunda parte es la evacuación de la zona Centro-Sur» (5). Más elocuente y revelador de conductas posteriores es el testimonio de Trifón Gómez, que era en aquella época Intendente general de Abastecimiento: «Yo recuerdo que cuando el día 9 de febrero me entrevisté con el jefe de Gobierno y el ministro de Hacienda en la casa número 22 del Perthus español, y le planteé la necesidad de continuar el abantecimiento de la zona Centro-Sur, Negrín, más discreto que Méndez Aspe, me dijo que, efectivamente, había que procurar abastecerla, pero cuidando de no hacer almacenamientos. Méndez Aspe fue más explícito; dijo, textualmente, que aquello iba a durar unos doce días, y que si había víveres en la zona Centro-Sur para ese tiempo, él no era partidario de enviar más. Posteriormente, en una entrevista que celebramos en París, y queriendo rechazar el cargo que yo le formulaba, recordándole sus palabras de Le Perthus, me dijo: 'Aquel criterio no era sólo mío; era del Gobierno.' Para mí no había duda, pero así lo afirmaba el propio ministro de Hacienda» (6).

---

(5) Obra citada, pág. 241.

(6) De una carta de Trifón Gómez a Fernando de los Ríos, del 24 de mayo de 1939. Se publicaron distintos fragmentos de esta carta en **Convulsiones políticas**, volumen II, de Indalecio Prieto; en **Julián Besteiro**, de Andrés Saborit (Impresiones Modernas, México, 1961), y en **La traición de Stalin. Cómo terminó la guerra de España**, de José García Pradas (Ed. Cultura Proletaria, Nueva York, 1939).

¿Y los comunistas? ¿Qué pensaban los comunistas españoles, si es que en puridad pensaban algo? Como es harto conocido, el Partido Comunista de España había estado siempre dirigido por los representantes de Moscú, mucho más estrechamente durante toda la guerra civil. El más destacado, a partir de 1937, fue el italiano Palmiro Togliatti, conocido en la dirección de la Internacional Comunista con el nombre de Ercole Ercoli, el cual en España se hacía llamar Alfredo; éste, pues, era el ojo que controlaba y la mano que dirigía, en relación directa con Stalin, la política de los comunistas españoles. Estos proseguían impertérrimos su campaña pública en favor de una resistencia numantina, heroica, pero una cosa era lo que proclamaban y otra lo que pensaban sus dirigentes, a los cuales no se les podía ocultar un hecho ya notorio: el abandono de la República por parte del Kremlin, iniciado en 1938 y premonitorio del pacto con Hitler. Fue necesario que se produjera años después, en el seno del Partido Comunista de España, la escisión que lo partió en dos mitades, una dirigida por Carrillo y otra capitaneada por Líster, para que nos enteráramos de algunos hechos relacionados con aquel período último de la guerra civil española. Líster publicó un libro en el que se descorre un poco el velo respecto a la actitud de su organización, que no debió ser otra que la «aconsejada» por los delegados de Stalin, cosa que Líster por lo visto jamás llegó a comprender. Este escribió: «Es claro que si aceptamos la tesis de que era imposible continuar la guerra después de la pérdida de Cataluña, todo lo que hizo la dirección del Partido en relación con esa cuestión fue correcto» (7). Luego añade: «Considero que tampoco fue correcto que, después de la pérdida de Cataluña, los miembros del Buró político y de la dirección de la Juventud Socialista Unificada más conocidos en la zona Centro-Sur, dirigentes de organizaciones cuyos militantes estaban en aquella zona, se quedasen en Francia, en vez de ir a ocupar los puestos donde les correspondía. Entre esos dirigentes estaban, precisamente, Carrillo, secretario general de la J.S.U., la inmensa mayoría de cuyos militantes se encontraban en la zona Centro-Sur; Mije, dirigente andaluz, Antón y Giorla, miembros del Comité provincial de Madrid, todos miembros del Buró político en esa época [...]. En el avión que salí de Toulouse para la zona Centro-Sur la noche del 13 al 14 de febrero, es decir, tres días después de haber salido de Cataluña, íbamos trece pasajeros a pesar de que el avión tenía

(7) Enrique Líster: ¡**Basta!** Sin pie de imprenta, posiblemente publicado en 1971, pág. 116.

treinta y tres plazas. Es decir, que veinte iban vacías. La cuestión es que esos miembros del Buró político y de la Comisión ejecutiva de la Juventud Socialista Unificada, hacían lo mismo que Azaña y Martínez Barrio, y daban la guerra por terminada y perdida al caer Cataluña» (8). ¡Hecho elocuente! Mas lo que todavía no llegó a comprender Líster es que si la dirección del Partido Comunista de España daba la guerra por terminada y perdida, era que así lo consideraban en Moscú. El mismo escribió las líneas siguientes, que lo demuestra: «En la primavera de 1939 se inició en Moscú, por parte de dirigentes de nuestro Partido, un examen de nuestra guerra, y, sobre todo, de su desenlace. Simultáneamente nos reunimos con el secretariado de la Internacional Comunista para examinar idéntico problema. Pero la discusión fue cortada poco después, lo mismo entre nosotros que con el secretariado de la Internacional Comunista» (9). Esto evidencia que a Stalin no le interesaba remover un asunto que prefería mantener archivado; también demuestra que la dirección del Partido Comunista de España había obrado «correctamente» —según la expresión de Líster—, en otras palabras: de acuerdo con las órdenes recibidas del Kremlin. En todo caso, lo expuesto pone de manifiesto lo que en realidad ocultaba la política de resistencia que pregonaban públicamente los comunistas.

Negrín, pues, cuando regresa a la zona Centro-Sur tiene sus planes, que son asimismo los de los comunistas. Saben que la guerra toca a su fin, mas tampoco ignoran que no lograrán del adversario una rendición honorable, rendición ineluctable pero que prefieren eludir en la medida de lo posible, para poder salvar sus responsabilidades y presentarse inmaculados ante la historia. A Negrín y a los comunistas no les queda —mejor dicho, no debiera quedarles— más que una misión a cumplir: aprovechar con premura los días o semanas que quedan para facilitar la salida de la zona Centro-Sur al mayor número posible de personas, en particular a los militares y a los militantes más comprometidos. ¿Es ese su propósito? Nada parece indicarlo. Si tales hubiesen sido los planes de Negrín, éste tendría que haberse preocupado ante todo, desde el primer instante, incluso desde antes de consumarse la pérdida total de Cataluña, de organizar los medios indispensables para llevar a cabo la evacuación de unos cuantos miles de antifranquistas. Esa evacuación sólo

(8) Ibídem, pág. 117.

(9) Ibídem, pág. 113.

podía efectuarse por los aires y, sobre todo, por vía marítima. Había, pues, que reunir en los puertos del Mediterráneo, todavía en poder de los republicanos, el mayor número posible de barcos. No lo hizo. Negrín podía disponer aún de la flota de doce buques de «France Navigation», compañía que se había creado con dinero facilitado por él y administrada por los comunistas frnaceses; de una flota con capacidad de carga superior a las 150.000 toneladas perteneciente a la «Mid Atlantic Shipping Co.», entidad de absoluta confianza del Gobierno republicano y a cuyo nombre fueron puestos los depósitos de mercancías de la «Campsa Géntibus» —agencia republicana encargada del comercio exterior durante la guerra civil—, al disolverse ésta legalmente tras el reconocimiento del régimen franquista por Francia; de barcos mercantes españoles que se hallaban en puertos franceses, como el «Darro» de 2.609 toneladas que estaba en Marsella, el «Escolano» de 3.058 toneladas que se encontraba en Port-Vendres, el «Motomayor» de 5.724 toneladas que fondeaba en El Havre y el «Saturno» de 3.450 toneladas que aguardaba en Casablanca, todos ellos recuperados luego por el gobierno del general Franco. Otros barcos de la flota mercante española —pertenecientes a la Compañía Ibarra, a la Transmediterránea, a la Naviera Pinillos, a la Sota y Aznar, etc.—, en lugar de recibir la orden de zarpar hacia los puertos mediterráneos en poder de la República, fueron dirigidos hacia puertos soviéticos; así, al terminar la guerra civil, quedaron una docena de esos barcos en Leningrado, algunos en Murmansk y varios en el Mar Negro, los cuales cambiaron en seguida de nombre y pasaron, pura y simplemente, a pertenecer a la marina soviética.

El plan de Negrín, secundado por los comunistas —sin la menor duda sus inspiradores—, era posiblemente otro: evacuar sólo a los suyos, a sus cuadros políticos y militares más importantes, para lo cual, naturalmente, no se precisaban grandes medios de transporte. Esto explica el que no diera la orden de concentrar en los puertos aún a su disposición, situados desde Valencia a Almería, a cuantos barcos pudieran hacerlo. El periodista cenetista García Pradas, que vivió apasionadamente los contecimientos de Madrid al final de la guerra, lanzó contra Negrín y los comunistas esta acusación: «El propósito, pues, era ambicioso y desaprensivo en igual medida: apoderarse de los medios de evacuación, asesinar y desprestigiar a los rivales políticos y pasar por haber sido los únicos que no arriaron la

(10) Obra citada, pág. 53.

enseña de la resistencia» (10). Para llevarlo a cabo, Negrín se apresuró a regresar a la zona Centro-Sur, al objeto de continuar reivindicando allí su condición de presidente del Gobierno, es decir, de disponer de todos los medios que ofrece el poder. Por eso tuvo interés en llevarse consigo a todos sus ministros, aunque éstos no le servían de gran cosa, salvo para aparentar que aún existía el Gobierno que él presidía y manejaba a su antojo.

NEGRIN EN LA ZONA CENTRO-SUR

Apenas en Madrid, Negrín reunió a los miembros de su fantasmagórico gabinete y lanzó con este motivo una proclama que publicaron algunos periódicos madrileños, entre otros, el 13 de febrero. Vale la pena reproducirla in extenso, puesto que evidencia sin tapujos dos cosas: la intención de Negrín de continuar disimulando sus verdaderas intenciones y su afán invariable de querer que toda la población de la zona Centro-Sur —militares y civiles— siguiese supeditada, sin la más mínima reserva, a su política, con la eterna cantinela de la resistencia. He aquí los principales párrafos de la proclama en cuestión:

«El gobierno español, al celebrar su primer Consejo de Ministros en Madrid, dirige desde la capital de la España no invadida un saludo fervoroso a las fuerzas de Tierra, Mar y Aire y a la población civil del territorio leal. Lo hace bajo la emoción de encontrarse de nuevo en la ciudad cuya resistencia a prueba de todas las adversidades ha sido en estos dos años y medio motivo constante de orgullo español y asombro y admiración de cuantos en el mundo sienten la grandeza y universalidad de nuestra causa.

»Una inmensa tarea aguarda al Gobierno, decidido a no ahorrar esfuerzo alguno para hacer cara a una situación que hoy más que nunca requiere la colaboración apasionada de todos, por encima de los intereses de partido, en un apretado y heroico frente nacional. Si la unidad de esfuerzo y la solidaridad española fue desde el comienzo de la lucha exigencia de guerra, a su realización de verdad, no a través de declaraciones de adhesión, sino a través de la conducta de cada uno y de cada hora, va unida en este momento decisivo la propia salvación de lo que nos queda de España y de los españoles que en nuestro territorio residen. No hay margen para otra política que la idenficación absoluta con este intento supremo a que el Gobierno se lanza a defender a la España no invadida mientras llega el momento de la paz en la independencia.

»O todos nos salvamos o todos nos hundimos en la exterminación y en el oprobio. Nuestra suerte está echada, y sólo depende de nosotros mismos el salir del trance difícil por nuestra voluntad y nuestra resolución común.

.. ..

»El Gobierno llama a todos los españoles al cumplimiento de su deber, y apela a la vez a su patriotismo y a su sentido de conservación. El Gobierno se dirige a la España no invadida diciéndola: Sólo si todos y cada uno de vosotros, Ejército, hombres, mujeres, organizaciones sindicales, partidos, Prensa, todos, os confundís en un común esfuerzo y dais de sí cuanto podéis dar, le será posible al Gobierno dirigir la resistencia hasta lograr los fines por los que viene luchando el pueblo español, y que no son otros que el de asegurar la independencia de España y el evitar que nuestro país se sumerja en un mar de sangre, de odio y de persecuciones que hagan imposible por muchas generaciones una patria española unida por algo más que la dominación extranjera, la violencia y el terror» (11).

Como puede comprobarse, la literatura negrinista no había cambiado. Ni una palabra sobre la entrega de Barcelona y la pérdida de Cataluña; ninguna referencia a la verdadera situación militar; ni una alusión a la necesidad de hallar la manera de poner fin a la guerra. Unicamente la exigencia de que todos —civiles y militares— se supediten al Gobierno, es decir, a Negrín. Y resistencia, hasta que llegue el momento «de la paz en la independencia», una frase más sin gran significación. Negrín, por lo demás, continuaba fingiendo al asegurar que «o todos nos salvamos o todos nos hundimos», pues sabía perfectamente que ni se salvarían todos ni se hundirían todos; los comunistas, en particular, sólo se proponían facilitar la evacuación de unos cuantos, de los suyos, no importándoles gran cosa la suerte de los demás, de la inmensa mayoría, como poco más tarde se puso de manifiesto. Además, para su política de «defender a la España no invadida» únicamente ofrecía como instrumento valedero algo que en realidad no existía: el Gobierno que él presidía. ¿Dónde estaba, qué hacía? Apenas terminada esa primera reunión en Madrid, los ministros se dispersaron apresuradamente; ni siquiera tenían un lugar de residencia fijo, ni disponían de la menor organización administrativa, ni establecieron Ministerio alguno. Escribió Zugazagoitia: «La existencia del Gobierno es precaria. Le falta el aparato administra-

---

(11) **Claridad**, en Madrid, 13 de febrero de 1939.

tivo; no tiene en qué apoyarse» (12). La descripción de García Pradas es todavía más gráfica: «El Gobierno no se atrevió a residir en Madrid, ni en Valencia, ni en ninguna parte. Anduvo de un lado para otro, reuniéndose en hoteles, comandancias militares o casas de campo, y gastando gasolina en huir de su propia sombra. Ahora bien; aquella inestabilidad, aquella inquietud, estaban perfectamente calculadas y coincidían con los secretos intentos de Negrín. No teniendo residencia fija, evitaba, por una parte, que el Frente Popular, cada organización o cada partido, le plantease reclamaciones, y por otra conseguía que todo el mundo se acostumbrase a las idas y venidas, a los extraños movimientos que un día le serían necesarios para organizar un golpe de fuerza contra el pueblo antifascista» (13). Los componentes de ese curioso Gobierno que no gobernaba deambulaban, pues, de ciudad en ciudad y de pueblo en pueblo sin tener nada que hacer, sin participar en nada, sin conocer la situación militar, sin enterarse de la evolución política, sin saber qué se proponía Negrín, al cual censuraban agriamente en privado para callar como cartujos en su presencia. Desairado papel el suyo, aceptado a regañadientes a causa de las incertidumbres que ofrecía el próximo exilio y que sólo Negrín podría remediar.

Perdida Cataluña, ¿qué podía hacerse en Madrid para proseguir la guerra? Nada o muy poco; en realidad, la capital estaba condenada, en tiempo breve, a convertirse en una verdadera ratonera, de la que resultaría dificilísimo salir. El propósito de «defender a la España no invadida» carecía de posibilidades y Negrín lo sabía, como lo sabían todos sus ministros. Según Prieto, Ramón González Peña, ministro de Justicia y presidente del Partido Socialista, manifestó el 16 de febrero, sólo tres o cuatro días después de haber lanzado el Gobierno su proclama: «Desde luego, el ambiente que se respira por estos contornos, tanto en el elemento militar como en el civil, es de liquidación, si bien algunos tratan de velarlo con el antifaz de la resistencia. Sin embargo, la gente más optimista está preocupadísima en cuanto al desenlace de esta situación. [...] A mi juicio, y conste que es un juicio personal, interesa que las personas influyentes de nuestro Partido y del movimiento obrero, tanto en Francia como en Inglaterra, sondeasen a los gobiernos respectivos para saber cuál es el criterio que acerca de la terminación de esto tienen; pues yo, al menos, espero con temor que aguarden a que inicien una nueva ofensiva los facciosos para, en presencia de

(12) Obra citada, pág. 244.
(13) Obra citada, pág. 25.

unos resultados que yo temo sean análogos a los de Cataluña, pidan nuestra entrega incondicional» (14). (Recordemos, entre paréntesis, que la respuesta de Francia e Inglaterra llegó once días después, mediante su reconocimiento oficial del Gobierno del general Franco.) Algunos historiadores, rarísimos, haciendo suya la tesis de los comunistas —tesis que, por otra parte, sólo defendían en su propaganda pública, puesto que sus objetivos reales eran otros—, han afirmado que la victoria de los franquistas no estaba asegurada por el hecho de haber perdido la República toda Cataluña. Uno de ellos, más conocido como economista, escribió: «El ejército leal del Centro se mantenía en sus posiciones en un amplio frente circular que aún contenía dentro de su contorno a 10 millones de españoles, con alrededor de 500.000 combatientes. Por otra parte, los envíos soviéticos de armamento [...] se vigorizaron de nuevo» (15). Argumento inaceptable, ya que no responde a la realidad. Digamos, por nuestra parte, que esos 10 millones de españoles eran otras tantas bocas que necesitaban comer y para los cuales no se disponían de los alimentos mínimos necesarios; en cuanto a los 500.000 combatientes —¡800.000 según Hernández!— únicamente existían en la imaginación de los que buscan excusas a todo trance, puesto que el Ejército del Centro, el mejor armado sólo disponía de 95.000 fusiles, 1.600 fusiles ametrallamores, 1.400 ametralladoras, 150 piezas de artillería, 50 morteros, 10 tanques y 40 aviones, siendo así que el general Franco contaba con treinta y dos Divisiones al sur de Madrid, con cantidades enormes de artillería, tanques y, por lo menos, 600 aviones (16).

Esta era la relación de fuerzas. Otro historiador, Tuñón de Lara, deseoso de defender la política de resistencia personificada, de acuerdo con el mito propagado, por Negrín y los comunistas, expuso otro razonamiento no menos endeble, también sacado a colación en su hora por los Alvarez del Vayo, Dolores Ibarruri y *tutti quanti*. Es el siguiente: «Había, pues, en primer lugar, la posibilidad de un cambio de la política mundial que parase en seco la carrera hacia la catástrofe iniciada por la

---

(14) Estos párrafos de González Peña los reprodujo Prieto en su carta del 3 de julio de 1939 a Negrín, que figura en su obra ya citada, vol. II, pág. 84.

(15) Ramón Tamames: **La República. La era de Franco.** Alianza Universidad-Alfaguara, Madrid, 1973, págs. 322-323. Jesús Hernández, durante la guerra uno de los más significados dirigentes del Partido Comunista de España, da en uno de sus libros (**La grande trahison,** Ed. Fasquelle, París, 1953, pág. 155) cifras aún más insólitas: 8 millones de habitantes y 800.000 combatientes.

(16) Hugh Thomas: **La guerra civil española.** Ed. Ruedo Ibérico, París, 1961, págs. 488 y 493.

guerra en España y China, seguida por la ocupación de Austria, impulsada decididamente en Munich. Hoy es fácil escribir la historia, cuando ya se conocen los resultados, pero en febrero de 1939 se podía pensar en que los países democráticos de Occidente pondrían punto final a sus claudicaciones. En segundo lugar, y si así no era, debía suceder lo contrario: la guerra mundial. En este caso, la situación debía cambiar totalmente a favor de los republicanos españoles» (17). Tratábase, como puede comprobarse, de dos supuestos que correspondían más a los deseos que a las realidades. A decir verdad, nadie pensaba —ni podía razonablemente pensar— en febrero de 1939 que Francia y Gran Bretaña pusieran término a sus claudicaciones ante Hitler y lo sucedido pocos meses antes en Munich perduraba en la memoria de todos; tampoco una guerra mundial, en caso de que se produjera —en efecto, se produjo—, iba a redundar en beneficio de la República española, puesto que el reconocimiento del Gobierno del general Franco por esos dos países, acaecido precisamente en ese mismo mes de febrero, evidenciaba sin duda alguna que ambos daban por liquidada la guerra civil y su único deseo era entenderse con el régimen franquista. Además, aun en el absurdo supuesto de haber podido resistir la zona Centro-Sur hasta el mes de septiembre de 1939, es decir, hasta la declaración de la guerra mundial, la República española se hubiese encontrado más desamparada, si cabe. En efecto, no hay que olvidar que poco antes se había firmado el pacto germano-soviético. ¿Qué ayuda encontrarían los republicanos españoles? La de la Unión Soviética, no; su tratado con Alemania significaba un cambio radical de orientación, como lo evidencia el hecho de que durante casi dos años, desde septiembre de 1939 a junio de 1941, la guerra de las democracias contra el hitlerismo fue para los comunistas del mundo entero —también para los españoles, claro está— una guerra imperialista. La de Francia y Gran Bretaña, tampoco; su preocupación era obtener la neutralidad de Franco a cambio de no pocas concesiones económicas y políticas. Por tanto, con resistencia o sin ella, durable o no, la República se encontraría sola, como sola se encontró durante los meses últimos de la guerra.

Se vive entonces en la zona Centro-Sur, particularmente en Madrid, unos días de preocupación y hasta de confusión extremas; nadie sabe a qué atenerse, qué es lo que se propone realmente Negrín, qué es lo que van a hacer las organizaciones y

(17) Manuel Tuñón de Lara: **La España del siglo XX.** Librería Española, Paris, 1966, págs. 649-650.

los militares. Estos han perdido por completo la confianza que antaño habían depositado en el hombre que dirigía la política del país y que aún se proponía continuar dirigiéndola, sin siquiera contar con su opinión en materia que les concernía directamente: la militar. También la van perdiendo los militantes socialistas y anarquistas, que no siempre se la habían otorgado sin ciertas restricciones; en todo caso, por lo que concierne a los militantes madrileños, parecen cada día más dispuestos a romper con el espíritu de permanente sumisión que venían mostrando los aparatos dirigentes, atados por mil lazos distintos a la política de Negrín. En suma, todos coinciden, militantes y militares, anarquistas, socialistas y hasta republicanos, en juzgar la situación gravísima y la conducta de Negrín y de los comunistas insoportable. Dolores Ibarruri, la Pasionaria, denostó esta reacción con su peculiar prosa florida: «Las comadrejas de la capitulación salían de sus agujeros y enseñaban sus dientes amarillos mordiendo donde podían. [...] Se desbordaban las cloacas políticas. Bandadas de ratas sarnosas salían a la luz del día» (18). Verdad es que todos se habían habituado a esta clase de literatura procaz, que no hacía mella en nadie. Zugazagoitia nos lo dijo: «Estas fulminaciones han perdido su fuerza. Ser denostado por los comunistas se ha convertido en un honor. Polarizan todos los odios, representan todas las derrotas, son, en definitiva, el enemigo» (19). No cabe duda de que los comunistas presienten claramente que en Madrid todo se les escapa de las manos. La Pasionaria lo confiesa en el libro que acabamos de citar, si bien trata de enmascarar las verdaderas causas: «Su influencia en Madrid [la del Partido Comunista] se había debilitado. El traslado de la dirección del Partido a Cataluña, cerca del Gobierno, si en algunos aspectos aparecía necesario, en general, más perjudicó que favoreció, porque con ello quedaba extraordinariamente debilitado todo el trabajo de organización y propaganda en la zona Centro-Sur, y especialmente en Madrid, de lo que se aprovecharon nuestros adversarios políticos para reforzar sus posiciones» (20). Tal vez, en el fondo, esta nueva situación favorecía la nueva táctica de los comunistas, dado que les permitía replegarse hacia las provincias mediterráneas, más aptas para la evacuación, dejando

---

(18) Dolores Ibarruri: **El único camino.** Ediciones Sociales, París, 1965, págs. 450 y 452.

(19) Obra citada, pág. 247.

(20) Obra citada, pág. 433.

Madrid en manos de sus «adversarios políticos» e incitándoles prácticamente a que se sublevaran y cargaran así con la responsabilidad de poner fin a la guerra.

LA DOBLE CONSPIRACION

En la segunda quincena de febrero de 1939, tan trascendental por muchos motivos, la táctica de los dos sectores —el formado por Negrín y los comunistas, y el integrado por algunos militares profesionales junto con las organizaciones sindicales y políticas madrileñas— se va perfilando nítidamente. En un artículo reciente (21), el historiador militar de la guerra civil española J. M. Martínez Bande estudió este período, centrándolo en «dos hombres y dos actitudes: el doctor Negrín, portavoz de los comunistas, y el coronel Casado, representante de los militares». El título del mismo es harto significativo: «La doble conspiración de Negrín y Casado». Pero considero que Martínez Bande olvida otro elemento importante, casi capital, que terminó por aparecer unido a Casado y que sin duda alguna jugó un papel más decisivo que el de los otros militares, hasta tal punto que fue el que permitió al coronel alzarse contra Negrín y los comunistas. Me refiero al movimiento libertario, en particular al de Madrid. No le falta razón a César M. Lorenzo, cuando escribe: «Los historiadores que han relatado estos acontecimientos, han insistido mucho en el papel de Casado, de Miaja y de otros jefes militares o dirigentes políticos. A nuestro parecer han olvidado insistir suficientemente sobre la composición de las tropas que ejecutaron el golpe de Estado antinegrinista. Estas tropas estaban controladas por la C.N.T., única organización que, aparte del Partido Comunista, poseía un número importante de combatientes. Fueron estos 150.000 soldados de la Confederación quienes decidieron el resultado de los combates y el triunfo del Consejo de Defensa. Casado no hubiera podido hacer nada sin Cipriano Mera y los libertarios» (22). En puridad puede afirmarse, pues, que esa doble conspiración personalizada en Negrín y Casado fue de hecho movida por dos fuerzas importantes y opuestas, claro está: las formadas por comunistas y libertarios, es decir, por el P.C. y por la C.N.T. Eran, respectivamente, la base de ambos adversarios y sin ellas ni uno ni otro podían hacer nada. Se impone, pues, analizar

---

(21) Revista **Historia y vida.** Barcelona, julio de 1973.

(22) César M. Lorenzo: **Los anarquistas españoles y el poder.** Ed. Ruedo Ibérico, París, 1969.

aunque sea a grandes rasgos, las actuaciones de comunistas y libertarios, además de la de los militares republicanos.

LOS COMUNISTAS.—Algunos de sus principales dirigentes —otros, como hemos visto, se quedaron en Francia tras la pérdida de Cataluña— regresaron a la zona Centro-Sur con un propósito bien definido: preparar a marchas forzadas la evacuación de sus mejores cuadros y, al mismo tiempo, hacer todo lo posible para que la responsabilidad de la liquidación de la guerra recayese sobre los demás. Su estancia en Madrid fue breve, pues el ambiente de la capital no les era propicio, ni tampoco resultaba lugar apropiado para sus planes. Prefirieron situar su cuartel general en la provincia de Murcia, mientras sus militares —los Modesto, Líster, Cordón, etc.— acompañaban a Negrín en su residencia de Elda. bautizada «Posición Yuste», quizá para darle un mayor aire guerrero. Días después se juntaron todos en este último lugar, que les ofrecía la gran ventaja estratégica de contar con un aeródromo y varios aviones dispuestos a partir en cualquier instante. Tagüeña dejó constancia del abandono de la capital de España por parte de los dirigentes comunistas: «Negrín, de visita a Madrid, nos reunió en su palacio de la Presidencia, en La Castellana, a los jefes militares y comisarios venidos de Cataluña. Agradeció que hubiéramos regresado y tuvo para nosotros palabras amables, pero nada concreto nos dijo sobre la forma en que pensaba utilizarnos. En seguida, dejó la capital para no volver más y pronto lo siguieron los dirigentes comunistas, excepto Pedro Checa. También se marcharon Modesto, Líster, Castro, López Iglesias y Rodríguez, para estar cerca del Gobierno. Tampoco estaban en la capital el delegado de la Internacional Comunista, Togliatti, Ercoli para nosotros, y su ayudante, el húngaro Stepanov. Madrid era como una trampa que todos trataban de dejar, mientras la puerta estuviera entreabierta» (23). Todos, o sea los comunistas. Líster, por su parte, es aún más explícito: «En las reuniones de la primavera y el verano 1939 en Moscú, yo sostuve que los miembros del Buró político que estaban en la zona Centro-Sur también habían dado la guerra por perdida al caer Cataluña. Sólo así puede explicarse que se encerraran en Elda y nos dieran a algunos jefes militares que habíamos ido de Francia la orden de encerrarnos también allí, lejos de los frentes, donde estaban las fuerzas militares, y de los grandes centros industriales donde estaban las masas obreras, y, sobre todo, lejos de Madrid, que

---

(23) Manuel Tagüeña: **Testimonio de dos guerras.** Ediciones Oasis, México, 1973, pág. 306.

había sido nuestra fortaleza y que en aquellos momentos era el centro de la conspiración contra la República» (24). Líster, cual puede colegirse, ni estaba en el secreto de los dioses, ni comprendía gran cosa.

Era evidente que para el Partido Comunista, para la Internacional y, sobre todo, para Stalin, ya no se trataba de luchar, sino de salvarse de la aventura española. Ese repliegue a Elda de los principales dirigentes lo pone de manifiesto. Pero no había únicamente que salvar a los mejores cuadros de la organización comunista, sino asimismo provocar de alguna forma a los otros sectores antifranquistas, en particular a los militares republicanos para que se levantaran contra el fantasmagórico Gobierno Negrín y cargaran con la culpa inexpiable de la capitulación final. Ese fue el sentido de su conspiración y no, como pudieran creer algunos, tratar de imponerse a todo el mundo para proseguir la resistencia contra viento y marea. Como querían atar y bien atar todos los cabos, sin dejar nada al azar, ya antes de abandonar Madrid una comisión del Buró político visitó a Negrín, para expresarle lo siguiente, según la Pasionaria: «Si el Gobierno estaba dispuesto a continuar la resistencia, el Partido Comunista le apoyaría. Si estaba dispuesto a entablar negociaciones de paz, el Partido Comunista no sería un obstáculo» (25). ¡Qué aparente abnegación! Tal parece que los comunistas se limitaban a supeditarse a la política que Negrín dictara, sin tratar de presionar sobre él y menos todavía en querer tomar todo el Poder en sus manos. La misma Pasionaria no duda en escribir: «El Partido Comunista en ningún momento se propuso tomar el Poder en España en el transcurso de la guerra» (26). Y no sin desfachatez, añade: «Durante nuestra guerra, el único intento serio y abierto de establecer la dictadura de un grupo político único fue el putsch trotskista-anarquista de mayo de 1937...» (27). Fiel a su táctica, el Partido Comunista quería aparentar ser fiel sostén de Negrín. Pero esa supuesta supeditación al jefe del Gobierno, no era óbice para que los comunistas señalaran a éste el camino a seguir y las medidas a adoptar, con lo que mostraban que eran conductores y no conducidos. Por ejemplo: «La dirección del Partido hizo llegar a Negrín su inquietud por la situación, y su opinión de que era necesario

---

(24) Obra citada, pág. 117.
(25) Obra citada, págs. 461-462.
(26) Ibídem, págs. 459-460.
(27) Ibídem, pág. 460.

realizar algunos cambios en el mando militar, incluso sustituyendo al general Miaja por otro hombre más dinámico; y al coronel Casado por no ofrecer demasiada confianza, a lo que Negrín se negó, argumentando que esto podría provocar actos de indisciplina» (28). Se negó de momento porque temía las consecuencias del «golpe» comunista, pero acabó por ceder, mostrando así quién era el que en realidad manejaba todos los hilos. Esos cambios propuestos por los comunistas, que eran más amplios aún, tuvieron su expresión oficial en los nombramientos efectuados por Negrín y publicados el día 3 de marzo en el *Diario Oficial del Ministerio de Defensa*. He aquí el tenor de los mismos: Modesto era ascendido a general, así como Cordón, Líster a coronel, junto con Galán y Márquez, siendo los dos primeros designados jefes de los Ejércitos del Centro y Levante, respectivamente, mientras «El Campesino» lo era del de Extremadura; el coronel Francisco Galán, los tenientes coroneles Etelvino Vega y Leocadio Mendiola, y el comandante Inocencio Curto, pasaban a mandar, por este orden, la Base Naval de Cartagena y las comandancias militares de Alicante, Murcia y Albacete; se disolvía el Grupo de Ejércitos de la Región Centro-Sur, quedando el general Matallana sin mando; el general Miaja era nombrado Inspector general del Ejército de Tierra, lo que en realidad suponía su jubilación; Cordón pasaba a ser secretario general del Ministerio de Defensa, y, finalmente, Casado era ascendido a general pero perdía la jefatura del Ejército del Centro. La maniobra era evidente. Ante ella, los militares y los libertarios, los dos principales adversarios en aquel momento de los comunistas, sólo podían reaccionar de dos maneras: o aceptaban esos nombramientos, lo que suponía dejar en manos del Partido Comunista los principales mandos en las provincias desde donde podía llevarse a cabo la evacuación, u oponerse abiertamente a ellos, lo que acarreaba la sublevación y la consiguiente responsabilidad de acabar la guerra en las peores condiciones posibles. En todo caso, los comunistas tenían que salir beneficiados de la operación.

LOS LIBERTARIOS.—Al contrario de lo que sucede con el Partido Comunista, no cabe juzgar el movimiento libertario como un todo único, o sea, como una organización centralizada, de férrea disciplina, con una política única impuesta de arriba abajo. En la C.N.T., principalmente, ha imperado siempre un sentido federalista, merced a lo cual ni siquiera las decisiones

(28) Ibídem, pág. 456.

adoptadas en los Congresos nacionales eran aplicadas de la misma manera en las distintas regiones españolas. Así se vio, por ejemplo, que mientras en 1934 la Regional asturiana formó parte activa de la Alianza Obrera, otras, la catalana, pongamos por caso, la rechazó y hasta la combatió no menos activamente. No puede sorprender, pues, que durante toda la guerra civil, no obstante los esfuerzos realizados por el Comité Nacional, la actuación de la C.N.T. difiriese según las regiones. No fue la misma, verbigracia, la acción del movimiento libertario en Cataluña y en el Centro; cierto es que su fuerza no era la misma en ambas regiones. César M. Lorenzo, en su discutido libro, señala: «En cierta manera se produjo en Madrid un fenómeno semejante al de Barcelona, pero de signo contrario. Mientras que en ésta el P.S.U.C. [Partido Socialista Unificado de Cataluña, filial catalana del Partido Comunista de España] saboteaba las iniciativas de los anarcosindicalistas y no cesaba de crecer a expensas suyas, en aquélla la C.N.T. minó la potencia del P.C., agrupó a su alrededor a los oponentes y terminó por vencer a los comunistas en 1939» (29). En efecto, en Cataluña el peso de la C.N.T. era tal que sufrió lo que paradójicamente pudiéramos denominar un complejo de superioridad; tan seguros estaban de su potencia que no dudaron en hacer concesiones desde el mismo 19 de julio, estimando que no mermarían su hegemonía. En el Centro, en Madrid particularmente, el anarcosindicalismo tuvo que desarrollarse a pulso, en lucha constante contra la U.G.T., el Partido Socialista y, sobre todo, el Partido Comunista; sus concesiones fueron infinitamente menores, porque no podían permitírselo sin jugar su propia existencia. La propia situación de la capital, en permanente pie de guerra, así como el hecho de que el Gobierno se había ido a Valencia con sus ministros, su burocracia y sus juegos políticos, para los cuales los libertarios no estaban preparados, por lo que resultaban víctimas propiciatorias, redundó en última instancia en beneficio del anarquismo en el Centro.

Las discrepancias en el seno del movimienlo libertario se acrecentaron con el tiempo, ante los avatares de la guerra. En el Pleno nacional de Regionales celebrado en Barcelona del 16 al 30 de octubre de 1938, se puso de manifiesto que las diferencias tendían a agudizarse, particularmente entre el Comité Nacional de la C.N.T. y el Comité Peninsular de la F.A.I., hasta tal extremo que aquél planteó su incompatibilidad con éste. Según

---

(29) Obra citada, pág. 174.

las actas de dicha reunión, que reproduce en parte José Peirats (30), el secretario del Comité Nacional de la C.N.T., Mariano R. Vázquez, dijo: «Afirma que existen dos interpretaciones: la de la F.A.I., que no quiere que estemos en el gobierno, y la nuestra, que no queremos estar en la oposición.» Aún más, Vázquez defendió al gobierno Negrín «por su enfrentamiento con el Partido Comunista y por sus éxitos militares», lo cual muestra hasta qué extremo se hallaba alucinado, tomando el rábano por las hojas, pues a nadie con un mínimo de sentido común se le podía ocurrir afirmar que, a últimos de octubre de 1938, Negrín se enfrentaba a los comunistas y lograba éxitos militares. Peirats comenta atinadamente: «La colaboración ministerial unció a la C.N.T. a su Comité Nacional y a éste al carro del presidente del Consejo» (31). Los máximos dirigentes de la C.N.T., a fuerza de esforzarse en ser realistas habían caído en el mayor de los irrealismos, que consiste en creer que las cosas son como se quiere que sean y no como son en realidad. Una prueba más de ese irrealismo lo tenemos en la declaración de un delegado de dicho Comité Nacional en otro Pleno que tuvo lugar en Valencia, los días 10 y 11 de febrero de 1939, que también transcribe Peirats: «Al caer Tarragona en manos del enemigo se pensó, por parte del Movimiento Libertario, en ampliar el actual Gobierno, incorporando a él personalidades políticas como Martínez Barrio, Companys y otros. Conviene hacer resaltar que este criterio era ostentado por Mariano Vázquez, Federica Montseny, García Oliver y otros. Pero los individuos afectados no aceptaron tal responsabilidad» (32). Indudablemente, los Martínez Barrio y Companys tenían mayor sentido político, incluso mayor sensatez, por lo que no podían prestarse a algo tan descabellado como uncir su destino a un Gobierno en plena derrota y en total descomposición. Todo incita a considerar que el máximo organismo de la C.N.T. había juntado su destino al del propio Negrín. Según Peirats, en los postreros meses de la guerra civil el movimiento libertario se hallaba dividido en dos tendencias: «La representada por el Comité Nacional de la C.N.T. era eminentemente fatalista; la del Comité Peninsular de la F.A.I. representaba una reacción tardía contra este fatalismo» (33). Toda-

(30) José Peirats: La C.N.T. en la revolución española, tomo III. Ruedo Ibérico, París, 1971, pág. 243.

(31) Ibídem, pág. 254.

(32) Ibídem, pág. 282.

(33) Ibídem, pág. 255.

vía añade otra: la encabezada por Horacio Prieto, antiguo secretario de la organización confederal, que propugnaba nada menos que convertir la F.A.I. en un partido político. Por nuestra parte, estimamos que cabe sumar una tendencia más, que habría de ser luego decisiva: la establecida en torno al Comité de Defensa del Centro.

Esta última tendencia, mientras las otras discutían interminablemente en una multiplicidad de organismos que asombra —Comité Nacional, Subcomité Nacional, Comité Peninsular, Subcomité Peninsular, Comité de enlace del Movimiento Libertario, Subcomité de enlace del Movimiento Libertario, Secretariado de Defensa del Movimiento Libertario, Sección de Defensa del Subcomité Nacional, etc.—, trabajaba sin descanso, con un objetivo bien concreto. Escribe César M. Lorenzo: «El Comité de Defensa de la C.N.T. del Centro, en manos de la *troika* Val-Salgado-García Pradas que funcionó hasta 1939, se preocupó de centralizar la acción y la administración confederales, de dictar sus consignas a los comités subalternos, de mantener una obediencia estricta y de desarrollar una política capaz de hacer frente al progreso indefinido del comunismo. Se convirtió en una especie de Estado mayor revolucionario todopoderoso dentro de la C.N.T., absorbió todas las funciones ejecutivas y relegó a segundo término el Comité regional del que en teoría era sólo un apéndice» (34). Prescindamos de lo que puede haber en estas líneas de pura pasión, ya que el autor no oculta su aversión hacia dicho organismo, pero indudablemente el Comité de Defensa de la C.N.T. madrileña fue el que «tomó la iniciativa de derribar a Negrín y quien tramó el complot en el mayor secreto, sin tener al corriente a los otros dirigentes libertarios, ni siquiera al ministro Segundo Blanco, ni al secretario general Mariano Vázquez, que permaneció en Francia, ni a los miembros del Comité Nacional todavía presentes en España» (35). No me parece que el secreto haya sido tan absoluto como afirma César M. Lorenzo, el cual hace al Comité de Defensa en cuestión el reproche pueril de no haber comunicado sus propósitos a quienes precisamente estaban francamente en contra, abrazados aún a Negrín y a su Gobierno de pacotilla. Prueba de que se sabía lo que estaba en preparación, es que el Comité de enlace del Movimiento Libertario convocó el 16 de febrero a Cipriano

(34) Obra citada, pág. 173.

(35) Ibídem, págs. 264-265.

Mera, anarquista jefe del IV Cuerpo de Ejército, para comunicarle que su actitud «podría tener derivaciones peligrosas y contraproducentes», que cabía agotar todos los recursos políticos y que no «era adecuado tomar medidas extremas», añadiendo: «Que se considera impropio de un militante confederal tenga o piense depender de otro elemento, que aunque sea Casado no es la Organización». Mera replicó: «Dice que él ha tomado una determinación surgida del análisis de la actual situación. Se refiere a la capacidad y a la confianza que merecen los Comités, los cuales no pueden asegurar que su gestión haya sido siempre efectiva. [...] Los hombres y las organizaciones tendrán que responder ante la historia de sus actos [...]; algunos Comités fracasados merecerían ser fusilados» (36). Por lo visto, el Comité de enlace del Movimiento Libertario había juzgado preferible ignorar al Comité de Defensa de la C.N.T. de Madrid y elegir como cabeza de turco a Mera, aunque sabían perfectamente que no era persona fácil de amedrantar.

No, repito, no existió tal secreto, por la sencilla razón que todo el mundo daba la guerra por perdida y ganaba terreno, a pasos agigantados, la idea de deshacerse previamente de Negrín y de los comunistas. Ya en la reunión del 25 de febrero del Comité Nacional de enlace del Movimiento Libertario, el representante de la F.A.I. afirmó: «Con este Gobierno no hay posibilidad de hacer una paz honrosa. Inevitablemente hay que formar un Gobierno o una Junta de Defensa que merezca tales garantías» (37). García Pradas, que jugó entonces un activo papel, escribió: «Nuestro Comité Regional de Defensa, del Centro, comprendiendo claramente que debía dedicar sus actividades, por una parte, a impedir que Negrín realizara sus propósitos, y por otra, a establecer las condiciones políticas y militares que nos permitieran ser dueños de nuestra propia voluntad frente al enemigo; de aquí que, al mismo tiempo que entraba en relaciones con Casado para estudiar el método de una sublevación cada día más precisa e inevitable, se pusiera al habla con varios sectores antifascistas» (38). Incluso se entrevistó con el Comité provincial del Partido Comunista. Refiere García Pradas: «El Partido Comunista y el Movimiento Libertario eran, por su cohesión y su fuerza, dos sectores decisivos en la zona;

---

(36) José Peirats: Obra citada, págs. 288-289.

(37) Ibídem, pág. 290.

(38) Obra citada, pág. 54.

o colaboraban con lealtad verdadera en una política de resistencia, o se estrellaban el uno contra el otro. Nosotros pedimos que se escogiera entre la paz o la guerra; advertimos que aplastaríamos a quien quisiera aplastarnos y francamente manifestamos nuestra oposición a Negrín. Ellos aceptaron la base de resistencia, sin querer indicar si la tomaban como medio o como fin, y asimismo la de Frente Popular, pero se negaron —sin contradecir nuestras acusaciones— a enfrentarse con el Gobierno. [...] Quedaron en convocarnos para una nueva reunión, pero ellos sabían qué nos proponíamos, y para nosotros resultaba claro lo que intentaban» (39). Las cosas, pues, estaban claras y nadie se llamaba a engaño. Pocos días después, el Comité de Defensa conoció las medidas adoptadas por Negrín en el orden militar y que verían la luz en el *Diario Oficial del Ministerio de Defensa* del día 3 de marzo. Era el detonante que ineluctablemente produciría la explosión. Añade García Pradas: «Amaneció el 5 de marzo [...]. Val y Salgado visitaban al jefe del Ejército del Centro, y a la vista de los acontecimientos, determinaban sublevarse aquel mismo día, porque al siguiente sería tarde» (40).

LOS MILITARES.—El general Rojo consideraba fatalmente perdida la guerra, antes incluso de la caída de Cataluña; insistió en su criterio al negarse más tarde a regresar a la zona Centro-Sur, afirmando que «no se encontraba dispuesto a presidir un nuevo desastre de mayores proporciones todavía que el de Cataluña». Es indudable que su criterio era ampliamente compartido entre sus compañeros de armas, los militares profesionales. En cuanto Negrín se presentó en Madrid, el 12 de febrero de 1939, el coronel Casado, jefe del Ejército del Centro, le expuso crudamente, en la entrevista que tuvieron, la situación: «La artillería es muy escasa y de mediana calidad. La cantidad de armas automáticas es tan reducida que la potencia de fuego de un batallón enemigo es equivalente a la de tres batallones nuestros. Los morteros brillan por su ausencia. Nuestras posibilidades en tanques, piezas antitanques y artillería antiaérea son sumamente reducidas. Nuestras fuerzas aéreas se reducen a tres escuadrillas de bombarderos Natacha, dos de Katiuskas y veinticinco aparatos de caza. [...] Nuestras tropas, tanto en las sierras como en las parameras de Cuenca y Guadalajara, están sufriendo los rigores de este crudo invierno en alpargatas, por-

(39) Ibídem, pág. 56.

(40) Ibídem, págs. 60-61.

que no ha sido posible proporcionarles calzado adecuado. No tienen prendas de abrigo y, a consecuencia de las heladas, sus capotes se han convertido en témpanos de hielo. [...] Durante toda la guerra el problema del abastecimiento de víveres ha sido grave. Ahora es gravísimo y sin esperanzas de alivio. [...] La población civil de Madrid, que durante treinta meses ha derrochado valor, abnegación y espíritu de sacrificio, no se recata en decir en voz alta que está harta de la guerra y quiere la paz. [...] En tales condiciones la caída de Madrid será inevitable, con grandes pérdidas en vidas humanas estérilmente sacrificadas» (41). Casado sugerió a Negrín la necesidad de que convocara a todos los altos jefes del Ejército, a los de las Fuerzas Aéreas y al almirante de la Flota, para que cada uno de ellos expusiera su criterio sobre la situación y lo que convenía hacer, sugerencia que fue aceptada.

Precisamente el mismo día que el jefe del Gobierno había descendido del avión que le condujo de Toulouse a Alicante, el almirante de la Flota celebró a bordo de su buque «Cervantes» una reunión del Estado mayor naval y de los jefes de las flotillas de destructores, en la cual les notificó el regreso a España de Negrín. He aquí el relato que nos dejó Zugazagoitia: «Añadió, sin embargo, que a pesar de la llegada de Negrín, teniendo en cuenta que éste no había cumplido ninguna de las promesas que había hecho y sí realizaba una política de engaño y burla de la verdad, el mando de la Flota (almirante y comisario político) iba a entrevistarse con él para pedirle que concretara lo que pensaba hacer, a fin de sacar el mejor partido posible de la crítica situación creada y exigirle pruebas de sus promesas, ya que de discursos vanos estaban hartos el pueblo y los combatientes... Negrín es, en concepto de sus subordinados, un impostor peligroso al que resulta necesario interpelar con dureza» (42). Si no con rudeza, sí con la máxima franqueza le interpeló el jefe del IV Cuerpo de Ejército, Cipriano Mera, en una entrevista que tuvo en su puesto de mando de Alcohete (Guadalajara) con el presidente del Gobierno el 23 de febrero; estaban asimismo presentes Feliciano Benito, comisario de dicho IV Cuerpo, y el coronel Casado, jefe del Ejército del Centro. Mera le recordó el informe que le había enviado en septiembre de 1938 denunciándole los manejos de los comunistas en los

(41) «Memorias», publicadas en el diario **Pueblo**, de Madrid, del 28 de octubre al 15 de noviembre de 1967.

(42) Obra citada, pág. 246.

frentes de guerra y entre las unidades en ellos estacionadas, del que no obtuvo respuesta; le expuso que esa clase de maniobras continuaban, ahora para apoderarse de todos los mandos militares; finalmente, le reprochó su política de resistencia, no obstante saber que no se cuenta con los medios necesarios. «Usted sabe muy bien que los combatientes que se encuentran en Francia después de la pérdida de Cataluña, no volverán, como tampoco volverán las armas que han quedado en poder de las autoridades francesas. Asimismo sabe que ningún gobierno nos ayudará, que no recibiremos armamento de parte alguna, que no encontraremos más que obstáculos por todas partes» (43). Y todavía agregó: «Usted sabe perfectamente que la guerra la tenemos perdida y que cabe buscar una salida airosa». ¿Qué le respondió Negrín, que según Mera «había escuchado sus palabras impasible, sin que produjeran en él la menor emoción o desasosiego»? Pues lo mismo que le dijo a Casado días antes: que había hecho todo lo posible para entablar negociaciones con el enemigo, sin conseguir nada, por lo que no quedaba otra política que la de la resistencia a ultranza. «Para llevarla a cabo —añadió— cuento con miles de cañones, ametralladoras y morteros, con más de quinientos aviones.» Mera, asombrado, le pregunta: «Y todo ese material, ¿dónde está?» Respuesta de Negrín: «Lo tengo en Francia» (44).

---

(43) De las «Memorias» de Cipriano Mera, aún inéditas.

(44) Vale la pena referirse a esta cuestión, puesto que cuantos han tratado de defender la política negrinista, estigmatizando la creación del Consejo Nacional de Defensa, han insistido en afirmar que en Francia había un valioso e importante depósito de material de guerra procedente de la Unión Soviética, que Negrín esperaba poder trasladar a la zona Centro-Sur; ésta, pues, contaba o podía contar con el armamento necesario para poder prolongar al menos la resistencia durante unos cuantos meses. Digamos, ante todo, que aunque tal material haya existido, su recuperación era pura ilusión, sobre todo a partir del 27 de febrero, fecha del reconocimiento por parte de Francia del Gobierno del general Franco. (Recordemos que según el apartado segundo de los acuerdos firmados entre ambos Gobiernos, el francés se comprometía a entregar al de Burgos «las armas y material de guerra de todas clases pertenecientes al gobierno enemigo o que le estaban destinadas». El Gobierno republicano pasaba a ser «Gobierno enemigo».) Pero, a decir verdad nos asalta una duda: ¿existía en realidad ese material procedente de la Unión Soviética? Bastantes historiadores de la guerra civil española no dicen nada a este particular; tampoco Zugazagoitia hace la menor alusión, no obstante estar al corriente de las adquisiciones que se efectuaban puesto que era entonces el secretario general del Ministerio de Defensa. En cambio Tamames (obra citada, págs. 323-324) afirma que después de la reunión de Munich, en septiembre de 1938, «los envíos soviéticos de armamento se vigorizaron de nuevo», dando además por buena, sin más ni más, la afirmación de Negrín de que contaba con mucho material, lo que le hace escribir: «en Marsella estaban acumulándose los mayores envíos que hasta entonces había realizado la U.R.S.S. en auxilio del Gobier-

Unos cuantos días antes se había celebrado en un pabellón del aeródromo de Los Llanos (Albacete) la reunión que Casado había sugerido a Negrín. Estuvieron presentes los altos mandos militares siguientes: el general Miaja, jefe del Grupo de Ejércitos; el general Matallana, jefe del Estado Mayor de dicho Grupo; el general Menéndez, jefe del Ejército de Levante; el general Escobar, jefe del Ejército de Extremadura; el coronel Moriones, jefe del Ejército de Andalucía; el coronel Casado, jefe del Ejército del Centro; el almirante Buiza, jefe de la Flota; el coronel Camacho, jefe de las Fuerzas Aéreas de la zona, y el

---

no: 600 aviones, 500 cañones y 10.000 ametralladoras». Tuñón de Lara (obra citada, pág. 640), por su parte, ofrece los detalles siguientes, sin duda para dar mayor verosimilitud a su afirmación: «En diciembre de 1938, la U.R.S.S. vendió al Gobierno republicano, mediante una operación de empréstito, gran cantidad de material de guerra, que fue embarcado en siete buques en Murmansk con dirección a Burdeos. La lentitud y las trabas opuestas por el Gobierno Daladier hicieron que aquel material no sirviese para nada. Cuenta Hidalgo de Cisneros que, cuando llegaron —en piezas— los primeros aviones, de los 250 que enviaba la U.R.S.S., ya no había en Cataluña aeródromos donde poder montarlos.» En efecto, refiere Ignacio Hidalgo de Cisneros (**Memorias**, volumen II, págs. 445-448) que en diciembre de 1938, «unos días antes de esta gran ofensiva fascista contra Cataluña» —atención: unos días antes y no unas semanas antes—, por tanto, hacia el 15 de diciembre, puesto que la ofensiva contra Cataluña se inició el 23, Negrín le ordenó salir para Moscú al objeto de pedir al gobierno soviético el envío a España de «250 aviones, 250 tanques, 4.000 ametralladoras, 650 piezas de artillería, y así sucesivamente en estas proporciones», relación que a Hidalgo de Cisneros le pareció «fantástica». (Recordemos que más fantásticas son todavía las cifras dadas luego por Negrín y reproducidas complacientemente por Tamames: 600 aviones y 10.000 ametralladoras.) Lo curioso del caso es que, por lo visto, Stalin aprobó sin titubeos el pedido en cuestión, cuyo importe total «era, si mal no recuerdo, 103 millones de dólares», no obstante quedarle al gobierno republicano, en sus cuentas con la Unión Soviética, un saldo que «no llegaba a los 100.000 dólares», según cuenta Hidalgo de Cisneros.

Ya va siendo hora de preguntar: ¿Cómo es posible que la U.R.S.S. decidiera enviar todo ese material a mediados de diciembre de 1938, es decir, cuando después de la batalla del Ebro la suerte de la República española ya estaba echada y cuando tras la reunión de Munich Stalin había sin duda acelerado sus negociaciones secretas que culminarían meses después con el tratado germano-soviético? ¿Y cómo es que habiendo suspendido prácticamente sus envíos desde hacía meses —según escribió Azaña «hubo un lapso de seis u ocho meses en que no entró en España ni un kilo de material ruso»—, se decide a hacerlo en diciembre, a última hora, cuando el Ejército republicano está casi con el agua al cuello? Todavía otro aspecto de la cuestión, que es necesario destacar: el jefe de la aviación de la República, Hidalgo de Cisneros, fue llamado por Negrín hacia el 15 de diciembre, como hemos visto; salió inmediatamente para Moscú, se entrevistó con Stalin y su petición de material fue aceptada; la relación del mismo habrá sido enviada luego a los organismos soviéticos competentes, los cuales tuvieron que reunir armamento y aviones; hubo, a continuación, que transportar todo hasta el puerto de Murmansk y embarcarlo «en siete buques»; una vez zarpados los barcos, tuvieron éstos que salir del Océano Glacial, navegar frente a las vastas costas noruegas hasta adentrarse en el Atlántico, descender después por el Mar del Norte, atravesar el Canal de la Mancha y bajar hasta Burdeos; desembarcar allí el material tras haber obtenido

general Bernal, jefe de la base naval de Cartagena. Refiere Tuñón de Lara: «Negrín les explicó que el Gobierno había tomado las medidas adecuadas para que llegase el material de guerra ya comprado que estaba en otros países. Había más: en previsión de que las grandes potencias reconociesen al Gobierno de Burgos, se había transferido ese material a países cuyos Gobiernos eran amigos (Méjico, Colombia, China) con objeto de que

---

el correspondiente permiso del gobierno francés —que opuso «lentitud y trabas», señaló Tuñón de Lara—, llevarlo por ferrocarril, atravesando toda Francia, hasta Marsella, donde terminó por ser depositado. Como se ha dicho y repetido que ese material llegó poco antes de la pérdida de Cataluña, cabe aceptar que todo lo narrado, desde la orden de Negrín a Hidalgo de Cisneros hasta la llegada de ese materia a Marsella, se efectuó en el tiempo récord de menos de mes y medio, lo cual se nos antoja poco menos que imposible. Me inclino a creer que posiblemente había en Francia algo de armamento, pero no en la cantidad que se ha propagado y ni tan siquiera procedente todo de la U.R.S.S. El comandante Jesús Salas Larrazábal, que ha contado con amplia información procedente de los archivos militares franquistas, escribió en su obra **La guerra de España desde el aire** (Ed. Ariel, Barcelona, 1972, pág. 423) lo que sigue: «Negrín aseguró a Casado que había en Francia, preparado para pasar a España, 600 aviones de procedencia rusa, pero eso no puede ser creído; es cierto que se esperaban unos sesenta Ratas, y que se habían comprado en Estados Unidos unos cuantos Seversky y Bellanca, y otro material en diversos países, pero este material no podía llegar a tiempo, ya que sólo podía venir por barco, pues no podía esperarse el paso en vuelo, desde Francia o Argelia, cuando el Gobierno Daladier ya estaba en negociaciones con el Gobierno de Franco.»

Veamos, por último, este asunto en su aspecto económico. Hidalgo de Cirneros dice que el material obtenido merced a su gestión tenía un valor de 103 millones de dólares y que el Gobierno republicano, en sus cuentas con la U.R.S.S. sólo contaba con un saldo que no llegaba a los 100.000 dólares; hubo, pues, que considerar esos 103 millones de dólares como una operación de empréstito. Ahora bien, Marcelino Pascua, que fue embajador de la República en Moscú afirmó (**Cuadernos para el Diálogo**, Madrid, junio-julio de 1970) que Negrín le pidió gestionase de la U.R.S.S. «la concesión de toda urgencia de un empréstito por monta de unos 60 millones de dólares, puesto que la situación económica era (verano 1938), según me dijo, muy crítica, y las disponibilidades de Hacienda para hacer frente a los elevados gastos de material de guerra y otros abastecimientos estaban a punto de extinguirse». Tal empréstito fue finalmente concedido. Por tanto sirviesen o no esos 60 millones de dólares para pagar parte de los 103 millones a que ascendía el costo del material negociado por Hidalgo de Cisneros, el caso es que la República, que únicamente contaba con un saldo inferior a 100.000 dólares, quedó adeudando a la Unión Soviética 163 millones de dólares, suma de ambos empréstitos. Sin embargo, **Pravda** del 4 de abril de 1957 publicó una información afirmando que el oro que había depositado en Moscú el gobierno republicano había sido totalmente utilizado, por lo que la U.R.S.S. otorgó a éste un crédito de 85 millones de dólares, de los cuales habían sido pagados 35 millones, quedando, pues, una deuda del gobierno español de 50 millones de dólares. ¿Sería ese crédito de 85 millones el que el embajador Pascua había negociado por un valor de 60 millones? En todo caso, **Pravda** no alude para nada a ese otro empréstito de 103 millones de dólares, importe del material en cuestión. ¿No será que, en realidad, no hubo tal venta de material de guerra, no obstante lo que nos ha contado el comunista Hidalgo de Cisneros? Es lo más probable.

el enemigo no pudiera incautarlo» (45). Los asistentes a la reunión debieron escuchar a Negrín con estupor y contenida indignación. Nadie creía en sus palabras y menos aún en sus promesas. Resultado: todos los jefes militares presentes en la reunión coincidieron en la imposibilidad material de proseguir la guerra, mostrándose partidarios de acabarla lo antes posible, antes que se produjera un derrumbamiento que consideraban inevitable; el almirante Buiza fue todavía más explícito, puesto que añadió que la Escuadra estaba decidida a abandonar las aguas jurisdiccionales españolas, si no se firmaba rápidamente la paz. Parece ser que hubo, empero, una excepción, la del general Miaja, que quizá deseaba mantener la leyenda que se había creado en torno a su persona merced a la defensa de Madrid, pero que en su fuero interno pensaba otra cosa, como pudo comprobarse unos días más tarde. Comentario de Modesto: «Los jefes del Ejército estaban en el complot, salvo Escobar y Moriones, que luego lo aceptaron como un mal menor» (46).

A partir de entonces, todos ellos, en particular Casado, llegan a la conclusión de que cabía actuar con rapidez para hacer naufragar los propósitos de Negrín y de los comunistas, apartándolos definitivamente de la dirección política del país. El coronel Casado lo reconoce en sus «Memorias»: «La conferencia de Los Llanos sirvió para que los mandos militares nos reafirmásemos en nuestra decisión, tomada con anterioridad, de eliminar al Gobierno del doctor Negrín, que carecía de legitimidad, y de tratar de negociar la paz directamente con el enemigo. Al regresar a Madrid estaba convencido que era urgente dar un primer golpe, antes de que se nos adelantasen los comunistas. Al fin y al cabo, los mandos militares éramos, en esos dramáticos instantes, el único poder legítimo de la nación» (47). Precipitó esta decisión de Casado y los suyos las medidas adoptadas por Negrín concernientes a los mandos militares, que, como ya hemos dicho, tras diversas tergiversa-

---

(45) Obra citada, pág. 646. Ahora resulta que ese material ya no estaba en Francia, sino desparramado por China, Colombia y Méjico. Confieso que no entiendo tal embrollo.

(46) Juan Modesto: **Soy del Quinto regimiento.** Col. Ebro, París, 1969, pág. 285. Señalemos de pasada que la Pasionaria, que miente como respira, afirma en su citado libro (pág. 468) todo lo contrario: según ella los jefes militares consideraron que podía resistirse cuatro o cinco meses más, salvo Casado, el cual arguyó que como Madrid no podría defenderse había que evacuar todo a Cartagena y organizar allí la resistencia.

(47) **Pueblo,** Madrid, 30 de octubre de 1967.

ciones y demoras vieron la luz en el *Diario Oficial del Ministerio de Defensa*. Todas ellas eran muy importantes, pero destacaba una de ellas: el reemplazamiento de Casado por el comunista Modesto en la jefatura del Ejército del Centro. El día 1, es decir, dos días antes de dar carácter oficial a la substitución del coronel Casado, éste fue convocado por Negrín para que se presentara ante él al día siguiente en su residencia «Posición Yuste», en Elda. Así lo hizo, hallándose con el general Matallana, que también había sido convocado. Negrín les expuso sus planes de reorganización de los altos mandos del Ejército, mostrándose con ambos en extremo cordial; mas insistió que nada era definitivo y que oportunamente les informaría de la decisión que finalmente adoptara. Casado y Matallana no se dejaron engañar; sabían a qué atenerse, pues todo era ya cuestión de días, tal vez de horas. Escribió Casado: «Decidimos actuar sin perder un segundo, y, esa misma tarde, Matallana y yo salimos para Valencia, con el objeto de entrevistarnos con los generales Miaja y Menéndez y ultimar los detalles para eliminar definitivamente el Gobierno Negrín. Por la noche estaba en Madrid de regreso. Estaba dispuesto a robarle horas al sueño para examinar todos los detalles confusos y tomar una determinación final» (48). Intensificó sus entrevistas con los anarquistas, los socialistas —en particular con Besteiro— y los republicanos; asimismo con el comandante militar de Madrid, el director general de Seguridad, el jefe del S.I.M., etc. En la tarde del día 3, Negrín telefoneó una vez más al coronel Casado, citándole para el día siguiente en su residencia última, «Posición Yuste». Este refirió: «Inmediatamente llamé por teléfono a los generales Miaja y Matallana y, como me temía, ya habían recibido idéntica comunicación. Miaja me dijo que no pensaba ir porque la cita le olía a chamusquina. Tampoco yo tenía la intención de acudir, porque estaba convencido que Negrín quería detenernos. Matallana, pese a mi consejo, fue a Yuste y fue detenido...» (49). Casado no acudió por temor a ser detenido y porque tenía otra cosa que hacer más importante: atar apresuradamente los cabos aún sueltos. Estaba en marcha, sin remisión posible, lo que más tarde algunos denominarían con cierta impropiedad «el golpe de Casado».

---

(48) Ibídem, 31 de octubre de 1967.

(49) Ibídem, 1 de noviembre de 1967.

EL CONSEJO NACIONAL DE DEFENSA

Todos los tanteos y trabajos preparatorios, apresurados después de la publicación en el *Diario Oficial del Ministerio de Defensa* de los nombramientos en favor de los principales jefes militares comunistas, culminaron en la tarde del día 5 de marzo de 1939 con la decisión adoptada por el coronel Casado de trasladar su cuartel general al edificio del antiguo Ministerio de Hacienda, estratégicamente bien situado y verdadera fortaleza por su solidez, así como con la reunión de varios convocados —militares y representantes de diversas organizaciones políticas y sindicales— con el objeto de constituir el proyectado Consejo Nacional de Defensa. En esta reunión se distribuyeron los puestos y se aprobó el proyecto de manifiesto que debería leerse por la radio horas después. El Consejo quedó constituido así: Casado (militar), Besteiro y Wenceslao Carrillo (socialistas), San Andrés y Del Río (republicanos), Antonio Pérez (ugetista), González Marín y Eduardo Val (anarquistas). Al día siguiente, la presidencia del mismo, que en principio había sido atribuida a Casado, pasó al general Miaja, quedando aquél como Consejero de Defensa. Se decidió radiar el manifiesto a la veinticuatro horas, coincidiendo con el habitual parte de guerra. El manifiesto en cuestión había sido redactado días antes por García Pradas, según escribió éste en su libro (50). Lo leyó ante el micrófono, pocos minutos después de las doce de la noche, es decir, ya iniciado el día 6, el republicano San Andrés. He aquí los principales párrafos del mismo:

«Trabajadores españoles. ¡Pueblo antifascista! Ha llegado el momento en que es necesario proclamar a los cuatro vientos la verdad escueta de la situación en que nos encontramos. Como revolucionarios, como proletarios, como españoles y como antifascistas no podemos continuar por más tiempo aceptando pasivamente la improvisación, la carencia de orientaciones, la falta de organización y la absurda inactividad de que da muestras el Gobierno del doctor Negrín. La misma trascendencia del momento que atravesamos, el carácter definido de aquellos que se aproximan, hace que no pueda continuar ni un momento más el silencio y la incertidumbre, origen del más tremendo desconcierto que se deriva de la conducta suicida de ese puñado de hombres que todavía continúa aplicándose la denominación de Gobierno, pero en los que nadie cree, en los que nadie confía.

(50) Obra citada, pág. 44.

»Han pasado muchas semanas desde que se liquidó, con una deserción general, la guerra de Cataluña. Todas las promesas que se hicieron al pueblo en los más solemnes momentos fueron olvidadas; todos los deberes, desconocidos; todos los compromisos, delictuosamente pisoteados. En tanto que el pueblo en armas sacrificaba en el área sangrienta de las batallas unos cuantos millares de sus mejores hijos, los hombres que se habían constituido en cabezas visibles de la resistencia abandonaron sus puestos y buscaban en la fuga vergonzante el camino para salvar su vida, aunque fuera a costa de su dignidad. Esto es lo que no puede permitirse en el resto de la España antifascista.

»No puede tolerarse que en tanto se exige del pueblo una resistencia organizada, se hagan los preparativos de una cómoda y lucrativa fuga. No puede permitirse que, en tanto el pueblo lucha, combate y muere, unos cuantos privilegiados preparen su vida en el extranjero. Para impedir esto, para borrar tanta vergüenza, para evitar que se produzca la deserción en los momentos más intensamente críticos, es por lo que se constituye el Consejo Nacional de Defensa. Y hoy, con plena responsabilidad de la trascendencia de la misión que nos imponemos; con absoluta seguridad en la lealtad de nuestro pasado, de nuestro presente y de nuestro futuro, en nombre del Consejo Nacional de Defensa, que recoge sus poderes del arroyo adonde los arrojara el Gobierno del doctor Negrín, nos dirigimos a todos los trabajadores, a todos los antifascistas, a todos los españoles para, poniéndose al frente de los deberes que a todos nos incumben, darles la garantía plena de que nadie, absolutamente nadie, podrá rehuir el cumplimiento de esos deberes y esquivar en una última pirueta arlequinesca la responsabilidad que le incumbe por sus palabras y por sus promesas.

»Constitucionalmente, el Gobierno del doctor Negrín carece de toda base jurídica en la cual apoyar su mandato. Realmente carece también de la tranquilidad y del aplomo, de la decisión de sacrificio que es exigible a todos los que, de una u otra manera, pretenden ponerse al frente de los destinos de un pueblo tan heroico, tan abnegado como el pueblo español. En estas condiciones al desconocer y negar la autoridad del doctor Negrín y sus ministros para mantenerse en el Poder, afirmamos nuestra propia autoridad de auténticos y genuinos defensores del pueblo español, de hombres que están dispuestos, dando como garantía su propia vida, a que el destino de uno sea el de todos y a que nadie se escape al cumplimiento de los sagrados deberes que a todos incumbe por igual» (51).

Participaron asimismo en esta emisión de radio, el profesor Besteiro, el coronel Casado y el teniente coronel, procedente de las milicias, Cipriano Mera. Besteiro, entre otras cosas, afirmó:

«Por la ausencia y, aún más, por la renuncia del presidente de la República, ésta se encuentra decapitada. Constitucionalmente, el presidente del Congreso no puede sustituir al presidente dimisionario más que con la obligación estricta de convocar a elecciones presidenciales en el plazo improrrogable de ocho días. Como el cumplimiento de este precepto constitucional es imposible en las actuales circunstancias, el Gobierno Negrín, falto de la asistencia presidencial y de la asistencia de la Cámara, a la cual sería vano intentar dar una apariencia de vida, carece de toda legitimidad y no puede ostentar título alguno al respeto y al reconocimiento de los republicanos.

.. ..

»El Gobierno Negrín, con sus veladuras de la verdad, con sus verdades a medias y con sus propuestas capciosas, no puede aspirar a otra cosa que a ganar tiempo, tiempo que es perdido para el interés de la masa ciudadana, combatiente y no combatiente. Y esta política de aplazamiento no puede tener otra finalidad que alimentar la morbosa creencia de que la complicación de la vida internacional permita desencadenar una catástrofe de proporciones universales, en la cual, juntamente con nosotros, perecerían las masas proletarias de muchas naciones del mundo.

»De esta política de fanatismo catastrófico, de neta sumisión a órdenes extrañas, con una indiferencia completa hacia el dolor de la nación, está sobresaturada ya la opinión republicana toda. Yo os hablo desde Madrid, que ha sabido sufrir y sabe sufrir con emocionante dignidad su martirio; yo os hablo desde este 'rompeolas de todas las Españas', que dijo el poeta inmortal que hemos perdido, tal vez abandonado en tierras extrañas; yo os hablo para deciros que cuando se pierde es cuando hay que demostrar, individuos y nacionalidades, el valor moral que se posee. Se puede perder pero con honradez y dignamente, sin negar su fe, anonadados por la desgracia. Yo os digo que una victoria moral de ese género vale mil veces más que

---

(51) **El Socialista.** Madrid, 7 de marzo de 1939. La versión que da Casado en sus «Memorias» publicadas en **Pueblo**, aparece un poco suavizada, mediante la supresión de varias palabras y hasta de algún párrafo. En cambio la que da Modesto en su mencionado libro es francamente tendenciosa, pues falsifica los términos de la misma.

una victoria material lograda a fuerza de claudicaciones y de vilipendios.

»Yo os pido, poniendo en esta petición todo el énfasis de la propia responsabilidad, que en este momento grave asistáis, como nosotros le asistimos, al poder legítimo de la República, que, transitoriamente, no es otro que el poder militar» (52).

La alocución del coronel Casado tuvo otro propósito más definido, puesto que estuvo dirigida a los españoles de la España franquista. Les dijo:

«[...] Y sin más título que este del deber cumplido me dirijo a vosotros, compatriotas, con el dolor de España en el corazón y su nombre limpio en los labios, para advertiros que el pueblo ha tenido conciencia y gallardía suficientes para buscar, en medio de los horrores de la guerra, el camino de la paz mediante la conciliación en la independencia y en la libertad. Estos dos motivos esenciales de la guerra defensiva que sostiene la República son los crisoles en que se funden todos los anhelos populares del lado de acá de las trincheras, y así lo hemos proclamado tantas veces cuanto fueron menester, y de modo rotundo y decisivo en ocasión reciente.

.. ..

»Nuestra guerra no terminará mientras no aseguréis la independencia de España. El pueblo español no abandonará las armas mientras no tenga la garantía de una paz sin crímenes. ¡Establecedla! No soy yo quien así os habla. Os dice esto un millón de hombres movilizados para la guerra y una retaguardia sin fronteras de retirada, dispuesta a batirse y luchar hasta la muerte por la consecución de estos fines, que son de paz. Asegurar la independencia de España y evitar que nuestro país se sumerja en un mar de sangre, de odio y de persecución que hagan imposible por muchas generaciones una patria española unida por algo más que la dominación extranjera, la violencia o el terror.

»En vuestras manos, que no en las nuestras, están la paz —necesaria para que España se recobre a sí misma— y la guerra —sangría que la debilita y la desbrava para ponerla al servicio del invasor—. Escoged, que si nos ofrecierais la paz, encontraríais generoso nuestro corazón de españoles, y si continuaseis haciéndonos la guerra hallaríais implacable, segura, templada como el acero de las bayonetas, nuestra heroica moral de com-

(52) **El Socialista.** Madrid, 7 de marzo de 1939.

batientes. O la paz por España o la lucha a muerte. Para una y para otra decisión estamos dispuestos los españoles independientes, libres, que no tomamos sobre nuestra conciencia la responsabilidad de destruir nuestra Patria» (53).

También habló por radio Cipriano Mera, jefe del IV Cuerpo de Ejército y conocido anarquista. Manifestó que «la pérdida de Cataluña me había resultado, además de dolorosa, inexplicable, hasta que tuve el convencimiento de que había sido precedida por la traición de unos hombres dispuestos a vender la sangre generosa del pueblo español» (54). El primer acto, pues, de la sublevación quedaba concluido. Confesó luego Casado: «El camino que debía recorrer el Consejo Nacional de Defensa no era de rosas, precisamente. La emisión del manifiesto había aclarado nuestra posición ante el Gobierno Negrín, pero las palabras nunca han ganado batallas y, si nos ateníamos a la realidad, el panorama era más bien inquietante» (55). En efecto, los jefes del I, II y III Cuerpos de Ejército eran comunistas, como comunistas eran los mandos de la Agrupación de guerrilleros estacionada en Alcalá de Henares; abundaban asimismo los jefes comunistas en los guardias de Asalto, Aviación y Blindados estacionados en la zona Centro. En realidad, el Consejo, en el momento de constituirse, sólo contaba con dos Batallones de retaguardia al mando del anarquista Flores, ofrecidos por el general Martínez Cabrera, comandante militar de Madrid, y con la 70 Brigada del IV Cuerpo de Ejército, mandado por Mera, que estaba descansando en varios pueblos de Guadalajara y que se trasladó a toda prisa a la capital, a donde no llegó hasta las once y media de la noche del día 5. La incógnita residía en la actitud que adoptarían los jefes de los tres Cuerpos de Ejército mencionados, mandados por el coronel Barceló, por el teniente coronel Bueno y por el coronel Ortega. Según cuenta Mera en sus «Memorias», le preguntó a Casado por las medidas que había adoptado o pensaba adoptar respecto a esos tres jefes comunistas; le contestó que pensaba hacerlo después de la creación pública del Consejo. Mera le añadió: «Me parece, amigo Casado, que tendrás sorpresas. Esas medidas hay que adoptarlas antes y no después, creo yo.» Mera tenía razón; su instinto no le

---

(53) **El Socialista.** Madrid, 7 de marzo de 1939. Hecho curioso: en las citadas «Memorias» de Casado, publicadas en el periódico madrileño **Pueblo,** ni tan siquiera alude a esta alocución.

(54) En sus «Memorias» inéditas.

(55) **Pueblo.** Madrid, 3 de noviembre de 1967.

engañó. En la madrugada del día 6, es decir, pocas horas después de haberse anunciado por la radio la constitución del Consejo Nacional de Defensa, se alzaron contra el mismo las Divisiones 7 y 8, así como la 42 Brigada, unidades dependientes del II Cuerpo; por su parte, el jefe del I Cuerpo, coronel Barceló, anuncia su marcha sobre Madrid sacando fuerzas del frente que ocupaba, al mismo tiempo que también se sublevan la Agrupación de Guerrilleros y la Base de tanques, ambas estacionadas en Alcalá de Henares. Mera comenta con razón: «El coronel Casado se equivocó al considerar que jugaría la solidaridad entre militares profesionales; no había contado con los efectos de la labor de zapa que los comunistas habían llevado pacientemente a cabo entre los jefes militares» (56).

Pero antes de que se produjera la rebelión comunista contra el Consejo, inmediatamente que se anunció la formación de éste, Negrín se puso en comunicación telefónica con Casado. Según éste, el diálogo fue el siguiente:

«—¿Qué pasa en Madrid, mi general?, preguntó Negrín con voz ansiosa, fácilmente perceptible a través del hilo telefónico.

»—Me he sublevado, respondí.

»—¿Contra quién?, ¿contra mí?

»—Sí, contra usted.

»—Mi general, he escuchado el manifiesto y me parece que lo que hacen es una locura.

»—Estoy tranquilo porque he cumplido con mi deber como militar y como ciudadano. Todos los representantes políticos y sindicales que forman parte del Consejo Nacional de Defensa también están tranquilos, porque están convencidos que prestan a España un relevante servicio.

»—Espero que usted reflexione, porque todavía podemos llegar a un arreglo.

»—No comprendo lo que me quiere decir, pero yo considero que todo está arreglado.

»—Al menos que mande usted un representante para hacer la entrega de poderes, o mandaré yo uno a Madrid con esa misión.

»—De eso no se preocupe. No se puede entregar lo que no

(56) En sus «Memorias» inéditas.

se tiene. Precisamente ya hemos recogido el Poder que usted y su gobierno dejaron abandonado.

»La voz del doctor Negrín se encrespó cuando me dijo, finalmente:

»—Entonces, ¿no accede usted a esta petición?

»—¡No!, respondí al tiempo que colgaba el aparato» (57).

Negrín, pues, abandonó sin resistencia la partida y hasta parece ser que quiso legalizar el Consejo de Defensa, proponiendo a Casado un traspaso oficial de poderes. Zugazagoitia lo niega con estas palabras: «La verdad, rigurosa y exacta, es que Negrín no ofreció al coronel traspasarle poder alguno. Casado fantasea. Testimonios imparciales consienten afirmarlo» (58). ¿Qué testimonios? Uno de ellos debe ser la Pasionaria, siempre tan verídica, según la cual Negrín se apresuró a destituir a Casado, lo que no pasaría de ser una tartarinada si hubiera sido cierto. En cambio Modesto afirma: «Hasta su salida de España, el Gobierno siguió parlamentando con Casado y los elementos de la Junta [...], a los que propuso celebrar un encuentro entre sus representantes y otros del Gobierno para llegar a un acuerdo. Los casadistas, a los que sostenía el aparato del Estado, del que ellos mismos eran piezas principales, sobre todo en el Ejército, se negaron» (59). Lo confirma asimismo Tagüeña: «Negrín, que había mandado a Casado un mensaje conciliatorio, en el que llegaba a ofrecerle la trasmisión de sus poderes al Consejo Nacional de Defensa, había perdido ya toda esperanza...» (60). Y Tuñón de Lara —estamos citando a autores poco benévolos con Casado, lo cual realza en este caso sus afirmaciones— reproduce ese «mensaje conciliatorio», que Hidalgo de Cisneros expedió por teletipo por estar cortadas las comunicaciones telefónicas. Negrín decía, entre otras cosas: «... el Gobierno se dirige a la Junta constituida en Madrid y le propone que designe una o más personas que puedan amistosa y patrióticamente zanjar las diferencias. Le interesa al Gobierno, porque le interesa a España, que en cualquier caso toda eventual transferencia de poderes se haga de manera normal y constitucional» (61). Como

---

(57) **Pueblo.** Madrid, 2 de noviembre de 1967.

(58) Obra citada, pág. 272.

(59) Obra citada, págs. 284-285.

(60) Obra citada, pág. 314.

(61) Obra citada, pág. 664.

la propuesta de Negrín no fue ni siquiera escuchada, éste decidió irse de España. Escribió Tuñón de Lara que «al amanecer [del día 6], el Gobierno comprobaba su aislamiento» y «no tenía más protección que la de ochenta guerrilleros» (62). Se trasladó al aerodromo de Monóvar (Alicante), para, unido a sus ministros, subir a los aviones que los conducirían a Francia. Lo propio hicieron varios dirigentes comunistas, entre otros la Pasionaria.

Los que quedaron, junto con Togliatti y Stepanov —que eran los que realmente dirigían el Partido Comunista de España—, se reunieron horas después, durante la noche. Dejemos a Tagüeña que nos lo refiera: «Cuando llegamos estaba a punto de iniciarse la reunión histórica del Comité Central del Partido Comunista, la última de la guerra de España. En realidad, la decisión estaba ya previamente tomada por el Buró político y aun antes por el delegado de la Internacional. Pero se trataba de darle al acto mayor solemnidad. Claudín me hizo entrar por ser yo miembro de la Comisión ejecutiva de la J.S.U. Yo estaba muy cansado de la tensión de los últimos días, pero puse todo mi interés en oír ya que la conducta del Partido no la veía muy clara. Nos comunicaron simplemente los acuerdos. El Gobierno Negrín había abandonado el país y la única autoridad real era el Consejo Nacional de Defensa, por ilegal que fuera su formación y aunque sus propósitos eran negociar la paz a cualquier precio; luchar contra él con las armas, era comenzar una guerra civil dentro de otra guerra civil. Los comunistas, campeones de la unidad, no podían adoptar esa actitud. No había otra alternativa que tratar de salvar la mayor cantidad de cuadros comunistas y dejar la responsabilidad del final de la guerra en manos de la Junta de Casado. Togliatti preguntó después a Líster y a Modesto si creían que el Partido había desaprovechado alguna ocasión de tomar el poder, a lo que contestaron negativamente. A los demás no nos preguntaron nada. Esta línea política no podía ser una improvisación de última hora, sino algo madurado hacía tiempo...» (63). Por lo visto, no se dijo ni una sola palabra sobre el alzamiento de los comunistas en Madrid, iniciado hacía ya unas cuantas horas; debía de corresponder, sin duda, a algo «madurado hacía tiempo» por los Togliatti, que no quisieron decirlo a los asistentes a la «histórica» reunión. Es comprensible, pues, la extrañeza mostrada después por Tagüeña, el cual,

(62) Ibídem, pág. 663.

(63) Obra citada, págs. 315-316.

ya en París, tuvo que enterarse por la prensa francesa: «Por la mañana del día 8, lo primero que hicimos al salir a la calle fue comprar los periódicos. Quedamos estupefactos. Los comunistas de Madrid se oponían con las armas a Casado. Esto derrumbaba todos los argumentos oídos antes de abandonar España» (64). Resulta evidente que se trataba de la segunda parte de la gran maniobra; la primera había consistido en provocar el golpe de Casado, merced a los nombramientos de comunistas para los principales puestos militares. Ahora se trataba de obligar al Consejo Nacional de Defensa a perder un tiempo precioso en ahogar la sublevación comunista; así no le sería posible cumplir sus propósitos de gestionar la paz con el enemigo, de reforzar los frentes en previsión de un ataque de éste y de preparar al mismo tiempo una evacuación masiva y ordenada.

GUERRA CIVIL EN LA GUERRA CIVIL

Las fuerzas comunistas se sublevaron contra el Consejo Nacional de Defensa a las pocas horas de su creación, antes que Negrín, sus ministros y varios dirigentes comunistas abandonasen España; antes también de que se reuniera el último Comité Central del Partido Comunista de España. Aprovechando su superioridad numérica, ocuparon rápidamente, sin encontrar obstáculos, Fuencarral, Tetuán de las Victorias, Cuatro Caminos y los nuevos Ministerios situados a un extremo del Paseo de la Castellana, es decir, toda la parte Norte de la capital. Otras fuerzas, situadas en Alcalá de Henares, avanzaron sin pérdida de tiempo sobre Madrid, apoderándose de Torrejón de Ardoz y del puente de San Fernando, sobre el río Jarama; parte de ellas asaltaron la llamada «Posición Jaca», en Alameda de Osuna, donde estaba situado el mando del Ejército del Centro, haciendo prisioneros a tres miembros del Estado Mayor —los tenientes coroneles Pérez Gazolo, José Otero y Fernández Urbano—, a los que fusilaron dos o tres días después. Por tanto, al anochecer del día 6 de marzo la situación militar del Consejo era bastante precaria. Aún se agravó al día siguiente, al alcanzar las tropas comunistas el parque del Retiro y las plazas de Manuel Becerra y de la Independencia, en el sector Este de la propia capital; irrumpieron asimismo en el Gobierno Civil y en la Comandancia de Ingenieros, logrando con sus tanques rebasar la estación de Atocha, alcanzar la plaza de Antón Martín y aproximarse a la plaza de Oriente, con lo que establecían el cerco del centro mis-

(64) Ibídem, pág. 319.

mo de Madrid. Al atardecer del 7 avanzaron desde los nuevos Ministerios por la calle de Serrano; al mismo tiempo que establecían este cerco, iban haciendo numerosos prisioneros, sobre todo elementos civiles, sin que faltasen los militares de graduación. Escribió Casado: «Al amanecer el día 8, tras una noche pasada en vela, nuestra situación era verdaderamente comprometida: estábamos bloqueados por el triángulo Cibeles-Antón Martín-Teatro Real. No teníamos más que una escapatoria: atacar al enemigo por la retaguardia y romper el cerco» (65). Pero para llevar a cabo esta maniobra, el Consejo no disponía de los medios de comunicación necesarios; en efecto, las líneas telefónicas fueron cortadas y el Ministerio de Hacienda, donde se habían instalado Casado y los demás miembros del Consejo Nacional de Defensa, se hallaba aislado.

Cipriano Mera, que había quitado provisionalmente su puesto de mando del IV Cuerpo de Ejército para permanecer al lado del coronel Casado, supo que el S.I.M. (Servicio de Investigación Militar), establecido en el Ministerio de Marina, contaba con un servicio independiente de comunicaciones. Allá se fue, para intentar relacionarse con sus fuerzas acantonadas en Guadalajara. El jefe del S.I.M. puso a disposición de Mera todos sus servicios telefónicos y así pudo éste establecer comunicación con Liberino González, que lo había reemplazado en el mando del IV Cuerpo. Mera le recomendó movilizara inmediatamente todas las reservas disponibles para llevarlas a Madrid, en particular a la 14 División, una de sus mejores unidades. El avance de la 14 División, formada en su mayoría por anarquistas, antiguos milicianos, fue de una rapidez extraordinaria. Al despuntar el día 9 ya se había apoderado de Alcalá de Henares y de Torrejón de Ardoz. El 10 comenzó en el mismo estado de incertidumbre, pero los del IV Cuerpo prosiguieron su avance a marchas forzadas: recuperaron el puente de San Fernando y la «Posición Jaca», aproximándose a Barajas; lograron asimismo que algunos Batallones de unidades comunistas se uniesen a ellos, en favor del Consejo. Escribió Cipriano Mera: «La situación, pues, va mejorando lentamente en nuestro favor, si bien la lucha en Madrid en los días próximos será dura. Pero ya no nos encontramos solos o casi solos, como ocurrió el primer día de la sublevación comunista. Gracias al coronel Gascón contamos con el apoyo de la Aviación; también se ha formado una Agrupación al mando del coronel Armando Alvarez, integrada por fuerzas

---

(65) **Pueblo.** Madrid, 3 de noviembre de 1967.

bastante heterogéneas, y que se encargará de la lucha en las calles de la capital. Y, sobre todo, ya se aproximan las unidades mandadas por Liberino González, en las que pongo todas mis esperanzas» (66). En la noche del 10 al 11, esas unidades al mando de Liberino González organizaron el asalto a Madrid. Según su Diario de operaciones, que Casado reproduce en sus «Memorias», se prepararon cinco columnas, cuatro de ellas compuestas por dos Batallones y la quinta por una Brigada, con los siguientes objetivos: Primera columna: Entrar en Madrid por Vicálvaro y ocupar la plaza de Manuel Becerra; este objetivo se alcanzó después de vencer una durísima resistencia. Segunda columna: Entrar por el barrio de Doña Carlota y converger con la primera en un movimiento de tenaza; se consiguió con alguna resistencia. Tercera columna: Avanzar desde el cementerio del Este y rebasar la carretera de Vicálvaro; conseguido. Cuarta columna: Apoderarse de la calle Arturo Soria, dejarla guarnecida y avanzar sobre Chamartín para ocupar el puesto de mando del II Cuerpo de Ejército, que estaba bien fortificado y defendido por tanques, piezas antitanques y nidos de ametralladoras; después de un combate durísimo, en el que hubo que emplear la artillería y la aviación, nuestras tropas conquistaron la posición. Quinta columna: Tomar el pueblo de Fuencarral dejándolo guarnecido y avanzar sobre Chamartín, convergiendo con la cuarta columna; conquistaron el pueblo, dejando un Batallón para su defensa, y se unieron a la cuarta» (67). Del mismo Diario de operaciones son estas líneas, correspondientes al día 11: «Durante la noche del 11 el enemigo ha sacado del frente a la 99 Brigada, con la cual y por sorpresa recuperó el pueblo de Fuencarral y copó al Batallón que lo defendía. Sin pérdida de tiempo y mediante un prolongado y violentísimo ataque artillero se recuperó el pueblo. La preparación artillera los ha desmoralizado: unos huyen hacia la sierra, volando en su huída el puente sobre la carretera de Burgos, y otros escapan para refugiarse en los nuevos Ministerios, hacia los cuales convergen nuestras tropas. En los nuevos Ministerios nos encontramos con una fuerte resistencia. Utilizan ametralladoras y morteros, pero nosotros, con cinco baterías en tiro directo, los obligamos a rendirse enloquecidos.» En ese mismo día 11, la Agrupación del coronel Alvarez liquidó la resistencia en el interior de Madrid. Al día siguiente, la rebelión comunista estaba prácticamente liquidada.

---

(66) En sus «Memorias», ya mencionadas.

(67) **Pueblo.** Madrid, 6 de noviembre de 1967.

Como el Consejo Nacional de Defensa dominaba ya la situación, los comunistas, considerando la partida perdida, pretendieron dar a la lucha un sesgo eminentemente político. Enviaron a Casado como emisario para negociar al coronel Ortega, jefe comunista del III Cuerpo de Ejército, que sorprendentemente no había participado en la sublevación, la cual tuvo como dirección militar al también coronel Barceló, al comandante Ascanio, mientras la política correspondió al Comité provincial del Partido Comunista. Según Zugazagoitia, corroborado por otros, pidieron al Consejo, para deponer las armas, «una representación en él y la seguridad de que no se ejercerán represalias» (68). He aquí la respuesta, redactada por García Pradas y entregada el día 12 por el coronel Casado: «El Consejo dará por terminada la lucha en las siguiente condiciones: 1) Deposición de las armas, reintegrándose inmediatamente a sus fuerzas en el sitio que ocupaban el día en que se constituyó el Consejo Nacional de Defensa; 2) Entrega al Consejo de todos los militares y civiles que se encuentren detenidos por el bando sublevado; 3) Promesa por el Consejo Nacional de Defensa que se procurará sancionar los hechos sin apasionamiento; 4) Sustitución y relevo de todos los mandos y comisarios en la forma y por el procedimiento que estime mejor el Consejo Nacional de Defensa; 5) El Consejo Nacional de Defensa pondrá en libertad a todos los detenidos comunistas que no hayan cometido ningún delito delictivo; 6) El Consejo Nacional de Defensa, una vez liquidado por completo este pleito, no tendrá inconveniente en escuchar a los representantes del Partido Comunista» (69). Por lo visto, los comunistas contestaron con el siguiente escrito: «Hemos vivido seis días de lucha en Madrid, y el Partido Comunista considera que su prolongación sería un horrible daño para la Patria. Por eso ha decidido interponer su influencia para que cese el fuego, en atención al deber supremo de unir todos los esfuerzos posibles contra los invasores ante la inminencia de una ofensiva enemiga por cualquiera de nuestros frentes, y teniendo en cuenta que el doctor Negrín ha creído conveniente abandonar España. [...] Hemos conocido los acuerdos del Consejo Nacional de Defensa sobre las condiciones de una pacificación interior, que descarta toda idea de represalia. En estas condiciones no sólo abandonamos nuestra resistencia al Poder constituido, sino que los comu-

(68) Obra citada, pág. 275.

(69) Fernando Díaz-Plaja: **La guerra de España en sus documentos.** Plaza y Janés, Editores, Barcelona, 1972, págs. 612-613.

nistas, en el frente y en la retaguardia, en los puestos de trabajo y de lucha, seguirán dando a la Patria, como hasta ahora, con su sangre y su vida, un ejemplo de su abnegado sacrificio, de su heroismo y disciplina» (70).

El Partido Comunista en Madrid acabó, pues, por someterse a la autoridad del Consejo Nacional de Defensa, como en realidad ya lo había hecho días antes en la última reunión de su Comité Central. Sin embargo, esto no fue óbice para que más tarde, finalizada la guerra civil, trataran de ocultarlo y de reprobar con las más duras imprecaciones al Consejo. Todavía en 1954, con motivo de una reunión del Comité Central, la Pasionaria dijo en su informe: «La Junta de Casado, en la que estaban comprometidos muchos dirigentes republicanos, se sublevó contra el Gobierno republicano que dirigía la lucha contra los fascistas, con el pretexto de la influencia del Partido Comunista, pero en realidad al servicio de la reacción imperialista que necesitaba urgentemente terminar con la guerra de España para dejar las manos libres a Hitler en la preparación de la segunda guerra mundial, que pensaban comenzarla con la agresión hitleriana a la Unión Soviética» (71). En 1939, había tratado a Casado de «agente inglés», acusación recogida luego por algunos historiadores que perezosamente se han limitado a transcribir los anatemas comunistas. En realidad, no pasaba de ser una hábil cortina de humo para ocultar la actitud que el Partido Comunista había adoptado en marzo de 1939 y que no tenía semejanza exterior alguna con la oposición armada de los comunistas en Madrid. Por una vez, no le falta razón a Líster, al escribir: «Querer explicar el golpe de Casado por la traición de una serie de gentes y por las presiones y manejos del Gobierno inglés puede resultar cómodo, pero no es convincente ni real» (72). Así es, en efecto. Sería olvidar que el levantamiento encabezado por Casado contó con el apoyo de todos los partidos y organizaciones sindicales, salvo el comunista, claro está. Resulta significativo el hecho de que el Partido Socialista se apresuró en Madrid a expulsar a Negrín, Alvarez del Vayo y otros más de su tendencia; que los jóvenes socialistas se separaron de las J.S.U. stalinianas; que la U.G.T. se propuso excluir de sus filas a todos los comunistas; que la impopularidad de estos últimos era general, pues,

---

(70) Ibídem, pág. 613.

(71) **Informe del Comité Central presentado por la camarada Dolores Ibarruri.** Imprimerie de la Victoire, Nice, 1954.

(72) Obra citada, pág. 118.

como señalan Broué y Témime, su «comportamiento ha producido no pocos odios y rencores» (73). Unicamente a los inefables trotskistas podía ocurrírseles afirmar lo que sigue: «No se trata de una lucha de la U.G.T., de los caballeristas o de los republicanos contra los comunistas. Trátase de un complot que tiene como propósito, al aplastar la base revolucionaria del Partido Comunista, abrir las puertas a Franco. [...] No podemos permanecer neutros en el conflicto que ensangrienta a Madrid en este momento. Tomamos partido. Estamos al lado de los combatientes comunistas contra los traidores de la Junta de Defensa» (74). Una vez más, los trotskistas prefirieron sus fórmulas maniqueistas al análisis serio de una situación concreta.

Se dijo asimismo, quizá para justificar el fracaso de la sublevación comunista, que el Consejo fue salvado merced a la intervención de varias unidades del IV Cuerpo de Ejército, que Mera había retirado del frente con la tácita complicidad de los franquistas. Un tal Colodny, norteamericano, que había pertenecido a la IV Brigada Internacional, escribió: «... el último acto del asedio de Madrid tuvo lugar cuando el teniente coronel Cipriano Mera, jefe anarquista del IV Cuerpo de Ejército que ocupaba el frente de Guadalajara, sacó a sus tropas de las trincheras de la montaña y las envió a las calles de Madrid» (75). El español Tamames, en su libro no tuvo reparos en afirmar: «Este [Casado] sólo salvó su situación por la intervención de la Guardia de Asalto —muy importante en la lucha callejera— y del Cuerpo de Ejército mandado por Cipriano Mera —anarquista—, que desde Arganda marchó sobre Madrid con la práctica anuencia del general Franco, que no obstaculizó un movimiento que ciertamente le favorecía...» (76). Un universitario francés, Gallo, cacarea que «se llegó incluso a retirar del frente una División anarquista» (77). Tuñón de Lara reconoce que las fuerzas del IV Cuerpo enviadas a Madrid «estaban de reserva», pero se apresura a añadir que «pasaron por el puente de Ar-

---

(73) Pierre Broué y Emile Témime: **La Révolution et la Guerre d'Espagne.** Ed. de Minuit, París, 1961, pág. 490.

(74) M. Casanova: **La guerra d'Espagne.** Cahiers de la IV Internationale, 1971, pág. 46.

(75) Robert G. Colodny: **El asedio de Madrid.** Ed. Ruedo Ibérico, París, 1970, págs. 143-144.

(76) Obra citada, págs. 324-325.

(77) Max Gallo: **Historia de la España franquista.** Ed. Ruedo Ibérico, París, 1971.

ganda, batido por las ametralladores enemigas, sin ser molestadas» (78). En fin, el «general» Modesto asegura tajante, como corresponde a un militar: «El IV Cuerpo, mandado por el anarquista Cipriano Mera, abandonó el frente de Guadalajara, que quedó así abierto al enemigo. Pero éste no se movió en aquella dirección» (79). Como ejemplos bastan y sobran. ¿Valdrá la pena afirmar que no hay en todo ello la menor parcela de verdad? Las fuerzas que Mera llevó a Madrid se encontraban en aquellos momentos descansando en la retaguardia, por lo que no tuvo necesidad alguna de desguarnecer los frentes. (Digamos, aunque sólo sea de pasada, que ocurrió precisamente lo contrario; no fueron los anarquistas los que se retiraron de las trincheras para combatir en Madrid, sino los comunistas sublevados. Zugazagoitia, en la pág. 273 de su citada obra, dice: «Coincidiendo en el tiempo con los movimientos de tropas de El Pardo y de la Ciudad Lineal, penetraron en Madrid, procedentes de las trincheras de la Casa de Campo, fuerzas mandadas por el comandante Fernández Cortina y el comisario Conesa. Asaltaron el domicilio de la Agrupación Socialista, dejando, al partir, el mobiliario destrozado y, entre las mesas y sillas rotas, tres muertos. Se llevaron varios detenidos. Estas mismas fuerzas son las que se apoderaron, en el Paseo de la Castellana, del puesto de mando de la 7 División y de la Brigada Z del S.I.M., deteniendo a varias personas, a las que fusilaron.») En cuanto a la afirmación lanzada por Tuñón de Lara y suscrita literalmente por Tamames, de que las tropas de Mera pasaron por Arganda sin ser molestadas por los franquistas, digamos que no sólo es falsa, sino absurda. Basta tener ante los ojos un plano de los alrededores de Madrid para comprobar fácilmente que procediendo las unidades del IV Cuerpo de Cuenca y de Guadalajara —el frente que ocupaba se encontraba en estas dos provincias—, el camino más natural y más corto que tenían para llegar a la capital de España era el que siguieron: el de la carretera general Madrid-Zaragoza. Así fueron recuperando, sucesivamente, Alcalá de Henares, Torrejón de Ardoz, etc. En cambio Arganda se halla mucho más al sur, en la carretera de Madrid a Valencia, lugar alejadísimo de donde las tropas empleadas por Mera se encontraban descansando.

Mucho más atinada se me antoja la conclusión de Payne, respecto a esta guerra civil en la guerra civil que representó el

(78) Obra citada, pág. 667.

(79) Obra citada, pág. 286.

levantamiento comunista: «Si las fuerzas comunistas hubieran dispuesto de un mando firme y coherente, la rebelión [de Casado] hubiera podido ser aplastada. Los consejeros del Komintern, sin embargo, aceptaron la situación. Mientras los jefes militares comunistas de la región de Madrid recibían órdenes de aplastar la rebelión, los consejeros del Komintern, el personal militar soviético y los líderes del partido quemaban documentos apresuradamente y se preparaban para la huida en los pocos aviones que quedaban» (80).

EL DERRUMBAMIENTO DE MADRID

La lucha en la capital finalizó el 12 de marzo con el triunfo del Consejo Nacional de Defensa sobre las tropas comunistas sublevadas; sin embargo fue precisamente el Consejo el gran vencido. No sólo los comunistas le habían hecho perder una semana preciosa —el tiempo apremiaba—, sino que tuvo que enfrentarse con el problema peliagudo de iniciar negociaciones de paz con Burgos en condiciones mucho más precarias que las imperantes el día 5, en el momento de su constitución. También acrecentaron sus dificultades en otro problema no menos grave: el de la evacuación masiva de los militares y militantes más comprometidos. Efectivamente, los frentes se habían debilitado y la desmoralización de la retaguardia acelerado, lo cual suponía que el enemigo no tendría mucho interés en negociar y menos aún en hacer concesiones, por mínimas que fuesen. Por lo que concierne a la evacuación, el Consejo Nacional de Defensa ya no disponía de la Escuadra, que había ido a entregarse absurdamente a las autoridades francesas en Bizerta; tampoco contaba con los barcos mercantes de que había dispuesto el Gobierno Negrín; por si fuera poco, perdió la mayor parte de los aviones en condiciones de vuelo, empleados por Negrín, sus ministros y los dirigentes comunistas para irse de España. Burgos sabía perfectamente que el Consejo se hallaba a la intemperie, sin carta alguna que jugar en aquella partida decisiva. ¿Qué podía oponer a las inevitables exigencias del enemigo o, en última instancia, qué podía ofrecer para obtener ciertas concesiones? Nada, en realidad. Otra hubiese sido la situación si no hubieran acaecido las rebeliones de Cartagena y de Madrid; los frentes ofrecerían mayor homogeneidad, era

(80) Obra citada, pág. 369.

más grande la capacidad de resistencia mientras se negociaba y la Escuadra suponía una base importante, tanto para la evacuación como para la negociación. Era lógico que, en estas condiciones difíciles, surgieran en el seno de los dirigentes del Consejo algunas diferencias.

Una de las más significativas y menos conocidas fue la que se produjo entre Casado y Cipriano Mera. Al día siguiente de haber terminado la sublevación comunista, el coronel Casado llamó a Mera para decirle que debía dejar el mando del IV Cuerpo para ir a hacerse cargo del Ejército de Extremadura. Refiere Mera en sus «Memorias», todavía inéditas: «Ahora bien, cuando poco antes de crearse el Consejo de Defensa nos reunimos en tu domicilio Val, García Pradas, Salgado, Verardini y yo, recordarás que me dijiste que una vez constituido el Consejo debería hacerme cargo del Ejército del Centro, según tú por dos razones capitales: por contar yo con la simpatía general, salvo la de los comunistas, desde luego y, sobre todo, porque antes de ponernos en relación con el enemigo deberíamos concentrar en un lugar determinado a treinta o cuarenta mil personas desafectas a nuestra causa y preparar las minas de Almadén para que no pudieran producir en bastantes años. Eran dos bazas que se quería jugar en las negociaciones de paz. Tú insististe que yo era la persona idónea para llevar a cabo esos dos propósitos. Los allí reunidos no queríamos, ni mucho menos, provocar una nueva Numancia, puesto que era algo que no nos lo permitía nuestros sentimientos; pero había que lograr que el enemigo no nos tratara en las negociaciones como vulgares vencidos. ¿Es que ya no piensas así? No lo sé. En todo caso te diré, así como a los demás, que estoy completamente de acuerdo con lo realizado por el Consejo hasta el día 12; pero en lo que se haga a partir de esa fecha no quiero tener la menor responsabilidad. Si tenéis nuevos planes y yo soy un obstáculo, en cuanto llegue al IV Cuerpo te enviaré mi dimisión por escrito. Pasaré a ser un simple soldado.» El incidente, a nuestro juicio, es significativo, como hemos dicho. Casado quería alejar de Madrid a Mera, teniente coronel procedente de las milicias y anarquista; prefería estar rodeado, en sus conversaciones de paz con Burgos, de militares profesionales. No cabe duda de que anidaba la esperanza de que las negociaciones en cuestión serían más fáciles y hasta más fructíferas si se efectuaban entre antiguos militares; creía en la solidaridad entre personas de la misma profesión y de idéntico origen social. Por lo visto se había jactado más de una vez de que ellos, los militares profesionales, obtendrían lo que Negrín no logró jamás: el diálogo con el enemigo.

¿Cuándo se inició realmente este diálogo? Según Zugazagoitia (81) el 12 de marzo, es decir, el día mismo en que quedó aplastada la rebelión comunista, al presentarse en el despacho de Casado el teniente coronel Centaños, jefe del Parque de Artillería del Ejército del Centro, el cual le confesó que era el representante en Madrid del general Franco y que se ponía a su disposición para entablar las negociaciones de paz. Coinciden en esa misma fecha Hugh Thomas, Tuñón de Lara y Tamames. En cambio, Casado sitúa esta sorprendente visita el 5 de febrero (82). ¿Es posible? Nos extrañaría no poco: el 5 de febrero las tropas franquistas acababan de tomar Gerona, pero aún no habían conquistado toda Cataluña; Negrín era el jefe del Gobierno y el coronel Casado, cualesquiera que fuesen sus sentimientos reales, no pasaba de ser el jefe del Ejército del Centro, puesto importante, indudablemente, pero sin los poderes necesarios para emprender unas negociaciones de paz. ¿En nombre de quién podía hacerlo, salvo de sí mismo? Lo probable es que en aquellas fechas, personas más o menos partidarias del régimen de Burgos, hayan comenzado a sondear sus sentimientos, pero nada más. El historiador militar de la guerra civil, Martínez Bande, en su artículo ya mencionado «La doble conspiración de Negrín y Casado», señala todavía otra fecha: el 20 de febrero. Sin duda debe ser la buena, puesto que en otro artículo suyo escribe lo siguiente: «El 22 de febrero, Casado solicitaba fuesen recibidos en Burgos Besteiro y un jefe militar para tratar de de concertar la paz, a lo que se contestó que sólo se aceptaría una rendición sin condiciones» (83). Insisto una vez más: por mi parte, pese a lo que escribió Casado, me decido por la fecha del 20 de febrero, con la casi certidumbre que con anterioridad había mantenido conversaciones con personas afectas al bando adversario, pero de mero tanteo, para saber cómo acogería Burgos una aún hipotética propuesta de paz.

Aún celebró Casado otra entrevista con Centaños el 22, sin consecuencias. Sólo el 11 de marzo el Consejo de Defensa, que veía que la sofocación de la rebelión comunista era ya cuestión de horas, consideró necesario emprender su nueva tarea: buscar la relación con el enemigo. Para ello publicó los principios que consideraba básicos de un diálogo para terminar la guerra:

(81) Obra citada, pág. 278.

(82) **Pueblo.** Madrid, 8 de noviembre de 1967.

(83) «Madrid, ofensiva final», en **Actualidad Española**, Madrid, agosto de 1972.

«1) Afirmación categórica y terminante de la soberanía e integridad nacional. Consideramos al Gobierno nacional tan interesado como nosotros en la afirmación de este principio; no obstante, creemos necesaria la aportación de garantías para llevar al ánimo de todos, propios y extraños, la seguridad y realidad de esta afirmación. 2) Seguridad de que a los elementos civiles y militares que han tomado parte honrada y limpiamente, por entusiasmo o ideal, en esta lucha tan dura y tan larga, se los tratará con el máximo respeto a sus personas e intereses. 3) Garantías de que no se ejercerán represalias y de que no se impondrán sanciones sino en virtud de sentencias dictadas por los Tribunales competentes, ante los que se admitirá toda clase de pruebas, incluso la testifical. Para evitar equívocos, convendría definir y delimitar de una manera clara y terminante los delitos políticos y los delitos comunes. 4) Respecto a la vida y libertad de los militares profesionales que no hayan cometido delito común. 5) Respeto a la vida y libertad de los militares de Milicias y comisarios que no hayan delinquido criminalmente. 6) Respeto a la vida, libertad e intereses de los funcionarios públicos en iguales condiciones que los anteriores. 7) Concesión de un plazo mínimo de veinticinco días para la expatriación de cuantas personas quieran abandonar el territorio nacional. 8) Que en la zona en litigio no hagan acto de presencia tropas italianas y moras. 9) El Conseja aprueba este proyecto» (84). El primer paso se había dado. La respuesta de Burgos, llegada dos días después, estaba hábilmente redactada puesto que parecía ofrecer cierta benignidad cuando en realidad no concedía nada. Hela aquí: «1) La España nacional mantiene cuantos ofrecimientos de perdón tiene hechos por medio de proclamas y la Radio, y será generosa para cuantos, sin haber cometido crímenes, hayan sido arrastrados engañosamente a la lucha. 2) Para los jefes y oficiales que depongan voluntariamente las armas, sin ser responsables de la muerte de sus compañeros ni de otros crímenes, aparte de la gracia de la vida, la benevolencia será tanto mayor cuanto más significados y eficientes sean los servicios que en estos últimos momentos presten a la causa de España, o haya sido menor su intervención y su malicia en la guerra. 3) Los que rindan las armas, evitando sacrificios estériles, y no sean reos de asesinatos y otros crímenes graves, po-

(84) Fernando Díaz-Plaja: Obra citada, págs. 619-629. En la versión que dio Casado en sus «Memorias» (**Pueblo**, de Madrid, 9 de noviembre de 1967) se observan algunas supresiones de palabras e incluso de párrafos enteros.

drán obtener un salvoconducto que los ponga fuera de nuestro territorio, gozando entretanto de plena seguridad personal. 4) A los españoles que en el extranjero rectifiquen su vida se les dispensará protección y ayuda. 5) Ni el mero servicio en el campo rojo ni el haber militado simplemente en campos políticos extraños al Movimiento Nacional serán motivos de responsabilidad criminal. 6) De los delitos cometidos durante el dominio rojo sólo entienden los Tribunales de justicia. Las responsabilidades civiles se humanizarán en favor de las familias de los condenados. 7) Nadie será privado de libertad por actividades criminosas más que el tiempo necesario para su corrección o reeducación. 8) El retraso en la rendición y la estéril resistencia a nuestro avance serán causas de graves responsabilidades, que exigiremos en nombre de la sangre inútilmente derramada» (85). Señalemos, en honor de la verdad, que las vagas promesas contenidas en este documento estaban en contradicción flagrante con la llamada Ley de Responsabilidad Política dictada por el Gobierno de Burgos y que se publicó en el *Boletín Oficial del Estado* el 27 de febrero.

La nota de respuesta recibida de Burgos debió apagar no poco las esperanzas que aún podía abrigar el Consejo Nacional de Defensa de obtener unas condiciones honorables. Era evidente que no habría negociaciones en el lato sentido de la palabra, puesto que los franquistas exigían, pura y simplemente, la entrega incondicional. En estas condiciones, a lo único que podía aspirar el Consejo era a ganar tiempo, el máximo posible, para que los que deseaban escapar pudieran hacerlo. García Pradas, uno de los mentores del Consejo de Defensa, escribió: «Nosotros calculábamos entonces, tal vez con optimismo exagerado y suponiendo en grandes masas populares una decisión de resistencia semejante a la nuestra, que retrasaríamos la ocupación de nuestra zona durante unas tres semanas, tiempo suficiente para que dignamente la abandonásemos cuantos quisiéramos hacerlo, y el Consejo emprendió con decisión nuevas gestiones encaminadas a obtener barcos, para tenerlo todo dispuesto en previsión de que el enemigo precipitara los acontecimientos» (86). Cálculo demasiado optimista, indudablemente, puesto que en Madrid —y asimismo en la mayor parte de los otros frentes— el ambiente se había vuelto enrarecido, dado el clima de inminente derrota reinante; al agotamiento físico y moral vino a sumarse

(85) Ibídem, págs. 620-621.

(86) Obra citada, pág. 116.

la desesperación de la vida en peligro de perecer, el miedo a ser inexorablemente aplastados. En los frentes de Madrid, los jefes militares observaban inquietos que la disciplina comenzaba a relajarse y que la tropa se relacionaba con la del enemigo, intercambiando cosas y hablando del final próximo de la guerra; todos coincidían en que la situación ya no era la misma que existía antes de la rebelión comunista, salvo en el sector ocupado por el IV Cuerpo de Ejército, que continuó al mando de Mera. El Consejo, pues, en su ambición de sobrevivir unas semanas más, insiste cerca del Alto mando enemigo para llevar a cabo negociaciones directas, apresurándose a designar al general Matallana y al coronel Casado, dispuestos a presentarse en Burgos. La respuesta se recibió el día 19: el general Franco aceptaba la negociación, pero no la delegación del Consejo por tratarse de dos militares de elevada graduación, excusa que más bien parece un veto al general Matallana y al coronel Casado, quizá por el destacado papel que desempeñaron durante la guerra.

Paralelamente a estas gestiones cerca de Burgos, el Consejo Nacional de Defensa se esforzaba en preparar una evacuación por los puertos levantinos que todavía dominaba, única salida posible. Pero para ello se precisaban barcos, que no tenía. También tropezaba con otro problema no menos angustioso: el del abastecimiento en víveres, puesto que se habían consumido las pocas reservas existentes. El Consejo envió a Francia, el día 17, a Trifón Gómez, que había venido desempeñando el cargo de Intendente general de Abastecimiento, para que tratara de remediar esos dos problemas: el del abastecimiento y el de la evacuación. Al día siguiente se reunió en París con Negrín. Extractamos de su informe: «Se expresó con lenguaje violento al hablar de los señores Casado y Besteiro [...], haciendo, entre otras, la siguiente afirmación: 'No hay más Gobierno legal de España que el mío.' Le dejé que desfogase sus iras, no concediendo importancia alguna a su opinión. [...] Para tratar del principal objeto de mi viaje me citó para las ocho de la noche del mismo día. En esta reunión, a la que asistió Méndez Aspe, y que se prolongó hasta las doce y media de la noche, el lenguaje fue moderado y se me formularon toda clase de ofrecimientos para el abastecimiento y la evacuación, sin concretar ningún proyecto de envíos, lamentándose de la falta de divisas, de los embargos de mercancías y de los saldos, de la situación de la Mid Atlantic Shipping Co., e incluso de la que atravesaban los propios ministros; en suma, que por poco me piden a mí divisas. [...] Saqué el convencimiento de que se podía esperar muy escasa ayuda» (87). Trifón Gómez prosiguió sus gestiones, sin

mejores resultados: «Después de entrevistarse reiteradamente con la Campsa Géntibus y con Méndez Aspe, sacó la conclusión de que la primera no tenía mercancías para España, ni el segundo una peseta para los españoles; en cuanto a la incautación de algunos fondos y de ciertos productos colocados en el extranjero, todas las gestiones fueron nulas» (88). Como las entrevistas que tuvieron Besteiro y Casado con los cónsules en Madrid de Francia y de Gran Bretaña para obtener facilidades para la evacuación resultaron infructuosas, el Consejo envió el 18 un telegrama a Trifón Gómez encomendándole preguntase al embajador de Méjico en París qué número de emigrados de la zona Centro-Sur podría recibir su país, así como también buscase un grupo financiero dispuesto a adelantar un tanto por ciento del valor de algunas mercancías que ya se hallaban fuera de España. El 23 nuevo telegrama, esta vez para recabar de la Mid Atlantic, cuya flotilla tenía una capacidad de 150.000 toneladas, el envío a Alicante de alguno de sus barcos. No se obtuvo nada: ni víveres, ni dinero, ni barcos. El único que podía prestar la ayuda necesaria era Negrín, pero no quiso. Su interés máximo residía en reivindicar la «legalidad» de su Gobierno y no en salvar a unos cuantos miles de antifranquistas.

El día 23, por la mañana, aterrizó en el aeródromo de Burgos la delegación enviada por el Consejo Nacional de Defensa. Estaba compuesta por el teniente coronel de Estado Mayor Antonio Garijo y por el comandante de Caballería Leopoldo Ortega, jefes de las secciones de Información y de Organización del Grupo de Ejércitos, respectivamente. Las instrucciones recibidas del Consejo eran las que siguen: 1) Pedir una aclaración escrita, amplia y explícita de la nota que Burgos había enviado el día 13, para saber con seguridad quiénes estarían exentos de responsabilidades. 2) Colocar en primer plano de la discusión la cuestión referente a las facilidades para la evacuación de quienes deseasen expatriarse. 3) Convencerles que se precisaban veinticinco días para efectuar una evacuación ordenada. Los dos representantes del general Franco, los coroneles Gonzalo Victoria y José Ungría —aquél segundo jefe del Estado Mayor del generalísimo y éste jefe del Servicio de Información—, se limitaron a decirles que retransmitirían las demandas del Consejo a Franco y a entregarles un proyecto de rendición, en el que se establecía que el 25 lo haría la aviación y el 27 la tropa. El momento final se aproximaba.

(87) Ibídem, págs. 107-108.
(88) Ibídem, pág. 115.

El Consejo, informado de este proyecto de rendición, solicitó una nueva entrevista para el día 25, al objeto de exponer a los representantes de Burgos que no era posible aplicarlo por falta material de tiempo. Aceptada la entrevista, ese día volaron hacia la capital provisional de la España nacionalista el teniente coronel Garijo y el comandante Ortega. Cuando estaban discutiendo las dos delegaciones, casi ya de acuerdo sobre la redacción de un documento común que establecería las condiciones de rendición, llegó una orden terminante del generalísimo: las negociaciones quedaban terminadas. El 26, el Consejo Nacional de Defensa prometió a Burgos, por radiograma, la entrega de la aviación el día siguiente. La respuesta fue tajante: ante la inminente ofensiva, las tropas republicanas deberían sacar bandera blanca y entregrase espontáneamente. No le quedaba al Consejo escapatoria posible y el final de la guerra era ya cuestión de horas. El 27, todas las fuerzas de los Cuerpos de Ejército I, II y III habían abandonado el frente; sólo el IV, al mando de Mera, continuaba firme en sus posiciones. En la Casa de Campo y en la Ciudad Universitaria, las tropas republicanas que no se habían retirado confraternizaban con las franquistas. A las trece horas del día 28, el coronel Prada, que había reemplazado a Casado en el mando del Ejército del Centro, hizo entrega de la ciudad; mientras tanto, los miembros del Consejo Nacional de Defensa —salvo Besteiro, que decidió quedarse en Madrid— decidieron evacuar la capital en dirección a Valencia, para tratar de organizar allí la evacuación de los elementos más comprometidos. Hacía unos días había zarpado el «American Trader, con unos miles de antifranquistas; pudo salir entonces el «Lezardieux», con más de quinientos; también partió el «Campillo«, con otros quinientos. Llegó en los últimos momentos el «Stanbrook», fletado por el Consejo, llevándose a 3.500; zarparon igualmente el «Bou V-24» con 110, el «V-31» y el «Gavilán de los Mares» con unos cuantos más. Y fue todo, junto con varias barcas de toda clase, en las cuales pudieron escapar unas docenas de militantes. En un avión de caza, el único que quedaba a disposición del Consejo, salió hacia Orán Cipriano Mera, acompañado de tres o cuatro compañeros. Los miembros del Consejo, con Casado al frente, salieron de Valencia hacia Alicante, con la esperanza de lograr embarcar allí. No les fue posible pasar de Gandía, pues la carretera se hallaba cortada por los fusiles de los falangistas. Lograron alcanzar el puerto de esta localidad, donde estaba fondeado un barco inglés, el «Sussex», en el que pudieron embarcar el 29, al anochecer, tras penosas discusiones con el capitán y el cónsul británico. En la mañana del día si-

guiente llegó el «Galatea», de la escuadra inglesa en el Mediterráneo, el cual recogió no sólo a los miembros del Consejo que habían embarcado en el «Sussex», sino asimismo a todos los fugitivos que habían ido llegando al puerto de Gandía.

El 28, el Cuartel General del Generalísimo publicó su parte de guerra, en el que anunciaron la entrada de sus tropas en Madrid. Y el 1.° de abril dio publicidad a este otro: «En el día de hoy, cautivo y desarmado el Ejército rojo, han alcanzado las tropas nacionales sus últimos objetivos militares. La guerra ha terminado.»

Résumé

Une abondante liitérature, soigneusement alimentée par les communistes et leurs ineffables compagnons de route, s'est constamment préoccupée, depuis l'été 1937 jusqu'à nos jours, de présenter le Dr Negrin et le Parti communiste comme les seules volontés de résistance à outrance durant la guerre civile espagnole. Elle les a fait entrer dans l'histoire comme les champions de l'antifranquisme. Il s'est ainsi créé un véritable mythe admis bientôt par les historiens, ou le plus grand nombre d'entr'eux, par sympathie politique, par paresse mentale, ou par simple lâcheté.

L'auteur s'est efforcé d'analyser en détail le véritable comportement du Dr Negrin et des communistes au cours des dernières semaines de la République espagnole, et en particulier pendant la période qui va de la chute de la Catalogne à l'effondrement final de Madrid. Tout le monde savait que la guerre était perdue et que le triomphe des troupes du général Franco était inévitable, imminent. Les communistes comme Négrin le savaient. Leur plan fut de continuer à proclamer publiquement la consigne de résistance, alors qu'ils préparaient l'évacuation de leur personnel, en abandonnant les autres.

Ils se heurtèrent à un obstacle majeur : l'opposition résolue des autres organisations antifranquistes et des militaires professionnels républicains, d'accord avec la nécessité d'entreprendre des pourparlers de paix avec l'ennemi en même temps que s'organiserait l'évacuation du plus grand nombre possible de militants et de militaires. Cette opposition à Negrin et aux communistes comprenait essentiellement les forces libertaires de Madrid et le colonel Casado, chef de l'armée du Centre. S'y rallièrent ensuite les autres organisations ouvrières et républicaines, ainsi que les chefs militaires les plus importants.

Devant cette situation, Negrin tente un coup d'Etat, en remplaçant les chefs militaires par des personnalités communistes. La manœuvre est claire : ou bien les opposants acceptent ces nomi-

nations, ce qui signifie laisser au P.C. le pouvoir de décision ; ou ils s'y opposent, ce qui entraîne le soulèvement et la prise de responsabilité de mettre fin à la guerre dans les pires conditions. C'est la deuxième voie qui est choisie. Un Conseil National de Défense est créé, lequel brise une tentative de prise du pouvoir par les unités communistes, alors que Negrin et les dirigeants du P.C. fuient en France. Ces derniers auront réussi à laisser à d'autres la responsabilité de l'effondrement final.

Riassunto

Un' abbondante letteratura, coscienziosamente alimentata dai comunisti e dai loro ineffabili compagni di strada, ha insistito, anno dopo anno dal '37 ad oggi, a presentare Negrin ed il partito Comunista come gli unici che cercavano di resistere ad oltranza durante la guerra civile spagnola, facendone cosi dei campioni del' antifascismo. E' stato construito in questo modo un vero e proprio mito, acettato de quasi tutti gli storici per simpatia politica, per ignoranza o per vigliaccheria.

L'autore di questo studio ha cercato viceversa di analizzare a fondo il reale comportamento di Negrin e dei comunisti durante le ultime settimane della Republica spagnola, con particolare riguardo al periodo compreso tra la caduta della Catalogna e la resa finale di Madrid.

Tutti sapevano che la guerra era ormai persa e che la vittoria delle truppe franchiste era inevitabile a breve termine ; lo sapevano anche i comunisti e Negrin. Il piano di questi ultimi consisteva nel proclamare pubblicamente la necessità di resistere ad oltranza e nel preparare, nel frattempo, l'evacuazione dei loro, abbandonando gli altri alla loro sorte. Si scontrarono in un ostacolo insuperabile : l'opposizione decisa delle organizzazioni antifranchiste e dei militari professionisti repubblicani; tutti costoro concordavano sulla necessitá di iniziare delle trattative di pace con il nemico per guadagnare tempo e cercare di evacuare il più gran numero possibile di militanti e di militare compromessi. Si distinguevano in questa opposizione a Negrin ed ai comunisti essenzialmente le forze libertarie di Madrid ed il colonelle Casado, capo del corpo d'armate del Centro. S'associarono ben presto anche le altre organizzazioni operaie e repubblicane ed i capi militari più importanti.

Davanti a questa situazione Negrin tentó un colpe di stato, rimpiazzando i capi militari repubblicani con elementi comunisti. La manovra era evidente : o gli oppositori accettavano l'operazione (il che avrebbe significato lasciare ogni potere decisionale nelle mani del P.C.), oppure si opponevano (il che avrebbe significato accettare lo scontro e quindi la responsabilità di porre fine alla guerra in condizioni più svantaggiose). Seguendo la seconda via, venne

costituito un Consiglio Nazionale di Difesa che dovette combattere contro una ribellione delle truppe comuniste, mentre Negrin ed i dirigenti del P.C. fuggivano in Francia. Costoro erano riusciti a lasciare agli altri la responsabilità della sconfitta finale.

Summary

From the summer 1937 up to now, many writings, carefully supplied by the Communists and their unspeakable comrades, have constantly sought to present Dr Negrin and the Communist Party as the only ones wanting to hold out to the death during the Spanish Civil War. It has made them known as the historical champions of the opposition to Franco. Thus was created a regular myth, soon accepted by the historians or most of them out of political fellow feeling, sluggishness or simple cowardice.

The author has endeavoured to precisely analyse the true behaviour of Dr Negrin and the Communists during the last weeks of the Spanish Republic and particularly during the period which goes from the fall of Catalonia to the final collapse of Madrid. Everybody knew that the war was lost and the triumph of General Franco's troops was impending and inevitable. The Communists as well as Negrin knew it. Their scheme was to go on publishing the instructions of resistance whereas they were preparing the withdrawal of their staff and forsaking the others.

They came up against a chief obstacle: the resolute opposition of the other anti-Franco organizations and of the Republican regulars who agreed on the necessity of entering into peace negotiations with the enemy while the withdrawal of the greatest possible number of militants and soldiers would be organized. This opposition to Negrin and the Communists mainly included the Libertarian forces of Madrid and Colonel Casado, chief of the Centre Army. The other Republican and labour organizations, as well as the most important military chiefs, joined it afterwards.

In view of this situation, Negrin tried a coup d'Etat : he replaced the military chiefs by Communist personalities. The intrigue was obvious : either the opponents accepted those appointments, which meant leaving the power of decision to the Communist Party ; or they barred them, which involved an insurrection and the responsability of ending the war under the worst conditions. The second course was taken. A National Defence Committee was created. It broke down an attempt of the Communist units to assume power whereas Negrin and the Communist Party leaders were fleeing to France. The latter will have succeeded in leaving to others the responsability of the final collapse.

L'expérience de la cogestion en Allemagne Fédérale

par Heinz Zimmermann

Lorsqu'il est question du mouvement social en Allemagne fédérale, un certain nombre de clichés sont généralement proposés: le mouvement syndical, dit-on, est « puissant »; on ajoute aussitôt qu'il est « réformiste », et l'on se plaît à souligner que son comportement est essentiellement « pragmatique ». On avance enfin que le concept de la « lutte des classes » a été abandonné au profit d'un « révisionnisme » outrancier.

Ces appréciations ne sont ni totalement vraies ni entièrement fausses : mais elles ne contribuent guère à la compréhension du mouvement réel. Mieux vaut donc renoncer aux formules toutes faites au profit d'une investigation concrète de quelques aspects importants de la réalité sociale.

Mais, d'abord, quelques remarques qui peuvent servir à éclairer la tendance actuelle du mouvement ouvrier en Allemagne. Contrairement à une thèse généralement admise et, surtout, professée par des marxistes de toutes tendances, le mouvement ouvrier allemand n'a jamais sérieusement essayé de s'engager sur une voie révolutionnaire : dans la période qui précède la première guerre mondiale, la social-démocratie et le mouvement syndical, exclus par le régime de la participation aux affaires publiques et sociales, tentent désespérément d'être intégrés dans les rouages de la société. Ce n'est que l'échec de cette tentative dû au conservatisme farouche des couches sociales dirigeantes qui amène le mouvement ouvrier à se replier sur lui-même et à créer, parallèlement aux institutions officielles, ses propres associations sportives, culturelles, sociales, etc, qui reflètent d'une certaine manière la vie ouvrière.

L'hostilité de la société « officielle » à l'égard du mouvement social amène celui-ci — surtout la social-démocratie, mais

beaucoup moins les syndicats — à adopter un langage « révolutionnaire », à tort interprété, par exemple par Lénine, comme la volonté de mettre fondamentalement en cause les structures de la société. Ce qu'expriment, en réalité, les thèses « radicales » du théoricien Karl Kautsky, par exemple, ce ne sont point des intentions de rupture mais plutôt la volonté d'être « admis » au sein de la société, quitte à lui conférer un caractère plus « social », plus progressiste.

Cette tendance se vérifie au début de la première guerre mondiale : ni les syndicats ni la social-démocratie ne manqueront cette occasion historique. L'appel des classes dirigeantes est immédiatement entendu et suivi : « L'Union Sacrée » est ressentie par le mouvement social comme une possibilité sérieuse d'une intégration longtemps désirée. Lénine qui opère avec la motion de « trahison » des chefs à l'égard des masses et qui ignore la tendance essentielle du mouvement ouvrier allemand, est alors désemparé devant la réalité.

Au lendemain de la première guerre mondiale, cette même tendance se confirme : la social-démocratie est partiellement intégrée dans l'appareil gouvernemental et étatique, alors que le mouvement syndical, lui, professe sa volonté d'agir en tant que « partenaire social » dans le cadre des mécanismes de la société. Toutes les tentatives de conférer au mouvement social, tant au niveau politique que syndical, une orientation différente, échouent, malgré la crise profonde de la société allemande au lendemain de la conflagration guerrière. Rosa Luxemburg et le mouvement spartakiste sont aussi isolés et impuissants devant la volonté des « appareils » du mouvement social que le mouvement naissant des *Betriebsräte* (1) qui semble exprimer, alors, un dessein révolutionnaire. Il faut bien admettre que les « appareils » s'appuient sur la volonté diffuse, mais réelle, de la classe ouvrière, d'être intégrée, de ne pas demeurer, comme avant la guerre, dans le « ghetto » politique et social. L'existence d'un parti communiste relativement fort, dans les années trente, ne contredit en aucune manière cette tendance : celui-ci s'appuie alors essentiellement sur les chômeurs, de toute manière éjectés du processus « normal » et qui, en face d'une crise profonde, ont abandonné tout espoir d'intégration.

Ce qui est remarquable, c'est que cette tendance s'affirme

(1) Les conseils d'entreprise.

de façon à peu près identique au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le régime hitlérien avait brutalement écrasé le mouvement ouvrier. A sa réapparition, celui-ci reprend, pour l'essentiel, les idées qui ont été les siennes tout au long de son histoire. C'est ce que nous allons voir en examinant quelques aspects des mécanismes qui régissent les relations sociales en Allemagne fédérale.

Démocratie économique ?

C'EST du temps de la République de Weimar, dans les années vingt et trente, que Fritz Naphtali, alors le théoricien le plus en vue de la Confédération Syndicale, avance un projet auquel il donne une étiquette : « Démocratie économique ». Selon lui, les organisations syndicales devraient être représentées à tous les niveaux de la vie sociale et économique, tant sur le plan des entreprises que sur celui des organismes étatiques. En fait, cette conception n'a jamais eu des suites concrètes, mais elle a néanmoins dominé les idées des chefs socialistes et syndicalistes. C'est en référence directe à ces idées que naît, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la notion de *Mitbestimmung*, de la cogestion ou plus exactement, de la codécision. Celle-ci est actuellement un concept essentiel du mouvement syndical.

Nous ne décrirons pas en détail la loi sur la cogestion entrée en vigueur en 1951. Il est significatif que la D.G.B., la Confédération syndicale, face à l'hostilité de la majorité conservatrice du Parlement, a dû recourir à la menace d'une grève générale (menace qui n'a plus jamais été réitérée, plus tard, à propos d'aucun autre objectif...) pour imposer le vote de la loi ou plutôt des lois. Car si la cogestion « paritaire » ne s'applique qu'aux entreprises de la sidérurgie et des charbonnages employant au moins mille personnes, une cogestion non-paritaire (le « Conseil de Surveillance », c'est-à-dire la direction effective de l'entreprise, est formé pour deux tiers par les représentants des actionnaires, et pour un tiers par ceux du personnel) est mise en place dans tous les établissements industriels et commerciaux employant plus de 500 salariés.

Selon l'importance des entreprises, la cogestion « paritaire » se présente, *grosso modo,* de la manière suivante : le Conseil de Surveillance comprend onze membres (ou plus, selon

l'entreprise) et doit donc se composer de cinq représentants des actionnaires dont quatre sont désignés conformément au droit commun (le cinquième, dit membre suppléant, doit être une « personnalité indépendante ») ; de cinq représentants des salariés dont deux sont proposés par un « organe électeur » et, pratiquement, désigné par l'organisation syndicale dans l'entreprise ; un par « l'organe électeur » sur proposition des membres employés des délégués du personnel ; un autre sur proposition des organisations centrales du syndicat représenté dans l'entreprise ; un cinquième, enfin, sur proposition des membres ouvriers des délégués du personnel. Un onzième homme est finalement prévu : celui qui, théoriquement, devra « faire la décision » lorsque les délégués patronaux et ouvriers ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un problème soumis à la décision de cet aréopage. Sa désignation intervient pratiquement, sans difficulté, après négociation entre les actionnaires et l'organisation syndicale.

Enfin, la loi prévoit la présence dans la direction de l'entreprise, d'un « directeur du travail » au Conseil de Surveillance. Mais celui-ci ne peut être désigné contre l'avis de la majorité des représentants des salariés au Conseil. En fait, sa nomination intervient sur proposition de l'organisation syndicale et n'est pratiquement jamais contestée par les représentants du patronat. Cependant, ce directeur du travail ne dispose pas du droit « d'engager » l'entreprise en question, et dans la pratique sa compétence s'étend des questions des salaires et traitements à l'installation des crèches pour les enfants du personnel, des mesures de sécurité à des licenciements éventuels, etc. Ce sont là des problèmes importants, mais le directeur du travail les traite en étroite collaboration avec les autres membres de la direction. Il reste que le directeur du travail est un élément très important du système.

Avant de voir de plus près les implications concrètes de la cogestion paritaire destinée, en principe, à assurer la gestion commune, par les actionnaires et les représentants des salariés, de l'entreprise, une constatation : une enquête menée en juillet 1974 par un organisme proche du ministère du travail (dirigé par un social-démocrate) a révélé que le système de la cogestion est pratiquement ignoré par la plupart des salariés : seulement 25 % des travailleurs occupés dans la sidérurgie et les charbonnages, c'est-à-dire les secteurs directement concernés par la cogestion paritaire, avaient une idée relativement précise de son fonctionnement. De plus, un nombre encore plus grand

de salariés ne voient aucune corrélation entre leur niveau de vie et leurs conditions de travail, et l'existence des mécanismes de la cogestion.

Il n'est pas difficile d'en deviner les raisons : c'est que la cogestion paritaire est uniquement une affaire d'appareils — patronaux et syndicaux — et que les décisions importantes sont prises sans consultation des salariés. Un exemple récent l'atteste : lorsque, en août 1974, une entreprise sidérurgique de Bochum, au cœur de la Ruhr, a décidé de licencier un certain nombre de salariés (afin de surmonter des difficultés financières passagères), le processus a été le suivant : d'abord, le directeur du travail, après consultation avec ses collègues du Conseil de Surveillance, a donné son aval à cette mesure. Ensuite, le même directeur du travail a été chargé « confidentiellement » d'expliquer la nécessité des licenciements aux représentants du personnel du Conseil, et ceux-ci, à leur tour, ont pris langue avec les *Betriebsräte*, les délégués du personnel. Une fois réalisé l'accord entre ces personnages, la décision a été portée à la connaissance du personnel...

Certes, il s'agit, là, d'un cas extrême, mais il correspond néanmoins aux habitudes générales dans les entreprises « cogérées ». C'est un fait, par exemple, que les directeurs du travail doivent leur fonction uniquement à la direction du syndicat (dans la sidérurgie, à celui des Métaux) : lorsque la candidature d'une personnalité est proposée à une entreprise soumise au système de la cogestion paritaire, elle est acceptée d'emblée par le Conseil de Surveillance. Cela fait partie des règles du jeu, et il n'existe pas un seul exemple de contestation. Le personnel n'est jamais consulté, mais la direction syndicale prend soin d'informer deux instances : les représentants du personnel au sein du Conseil de surveillance, ainsi que les délégués du personnel, car de leur accord dépend — nous le verrons plus tard — le fonctionnement du système.

Quant au directeur du travail, censé être le représentant des intérêts sociaux du personnel « au sommet », plusieurs constatations s'imposent : tout d'abord, ce personnage, et quelle que soit sa bonne volonté, se trouve dans une position délicate. Il doit sa fidélité à la fois au Conseil de surveillance, c'est-à-dire, comme le prescrit la loi, « aux intérêts généraux de l'entreprise », à l'ensemble du personnel, ainsi qu'à l'organisation syndicale qui l'a désigné. En d'autres termes, il est écartelé entre des fidélités multiples, souvent contradictoires.

La position matérielle qu'il acquiert exerce une influence considérable sur son attitude ; il est, en effet, doté d'un traitement qui correspond à celui d'un « manager » de l'entreprise, dispose d'une « villa de fonctionnement » et d'une voiture avec chauffeur. Il est vrai qu'il s'engage à verser une cotisation à un fonds syndical, mais cela ne change rien à la nature des choses.

Une délégation syndicale française invitée à rendre visite à une entreprise « cogérée » dans la Ruhr, s'en est rapidement rendu compte : reçue par le directeur du travail, elle fut informée que le « climat » dans l'entreprise était « bon », qu'il y avait, certes, des « problèmes », mais que ceux-ci étaient généralement résolus « grâce à la collaboration confiante entre la direction, les délégués du personnel et l'organisation syndicale. » Diverses enquêtes sérieuses attestent que cet exemple reflète bien le « climat » général.

En d'autres termes : le directeur du travail, et avec lui les représentants du personnel au sein du Conseil de Surveillance, sont en quelque sorte les catalysateurs de la « paix sociale. » C'est là leur fonction réelle. Le but des dispositions de la loi est, de toute évidence, en accordant un droit de regard aux représentants des salariés, d'éviter de paralyser les initiatives du patronat. On constate ainsi, et sans grande surprise, qu'aucune décision concernant les investissements, la restructuration et l'organisation générale des entreprises « cogérées » n'a jamais — depuis près d'un quart de siècle — sérieusement été contestée par les représentants du personnel au sein des Conseils de Surveillance.

En face d'une pareille constatation, les professions de foi des organisations syndicales concernant la cogestion apparaissent fortement éloignées de toute réalité : « La cogestion, lisons-nous dans un document du D.G.B. — Confédération syndicale allemande : sept millions de cotisants — signifie que la direction des entreprises ne doit pas seulement des comptes aux seuls actionnaires, mais également aux travailleurs et à toute la nation ». Cela reste suffisamment général, pour n'avoir aucune signification concrète. De même, lorsque le D.G.B. affirme : « une démocratie véritable ne se limite pas au secteur politique : c'est pour cette raison que les principes démocratiques doivent également s'appliquer à l'économie. Le *partnership* ne peut remplacer la cogestion, mais le *partnership* authentique exige la cogestion. Les syndicats ne pensent pas à réduire la fortune et les droits des actionnaires. Mais la fortune,

lorsqu'elle s'investit dans la production, n'est pas seule décisive. Plus importante est la force de travail... »

Rien mieux que ce texte ne saurait caractériser l'esprit dans lequel est conçu, de la part du D.G.B., le système de la cogestion. Il y a d'abord l'idée quelque peu simpliste selon laquelle la démocratie politique doit être en quelque sorte « complétée » par une « démocratie économique » qui n'est d'ailleurs pas définie. Mais comme il ne s'agit pas de « réduire la fortune et les droits des actionnaires », on peut se demander où peut se situer la « démocratie » dans ce domaine.

Mais, en fait, il ne s'agit nullement de cela. La cogestion, aux yeux des dirigeants syndicaux, vise, à notre sens, deux buts essentiels. Le premier reflète la conception d'ensemble du parti social-démocrate (lié aux syndicats, non pas sur le plan formel, mais grâce à une symbiose du personnel et de la mentalité de ces deux organisations) : il s'agit de parvenir à une « régularisation » des relations sociales dans le but, dit un dirigeant syndical, « d'atténuer, dans la mesure du possible, les injustices sociales résultant du processus économique. » Le second: de permettre l'intégration dans le processus économique et industriel, de toute une couche de « fonctionnaires » syndicaux soucieux d'être partie intégrante du système économique et social et de ne pas abandonner aux seuls « managers » issus des couches dirigeantes du pays ce vaste champ d'activités.

Quant au premier but visé, on peut affirmer qu'il est largement atteint : dans toutes les entreprises où la cogestion paritaire a trouvé son application, le processus de « régularisation » des relations sociales s'est nettement affirmé. A tel point qu'un dirigeant syndical a pu déclarer que la cogestion était « pour les entrepreneurs la meilleure manière et la moins coûteuse pour s'assurer contre les grèves. » Rien d'étonnant à cela : car les représentants syndicaux délégués dans les organismes de la cogestion sont soigneusement choisis en fonction de leur « mentalité » : il s'agit toujours, et exclusivement, de personnages qui ne songent pas à mettre en cause le système social existant et qui, de bonne foi d'ailleurs, s'estiment largement satisfaits lorsqu'ils parviennent, de par leur présence au Conseil de Surveillance et une certaine pression, à améliorer les conditions de travail et à augmenter les salaires pour garantir, de cette manière, la bonne marche de l'entreprise. Quant à la « démocratie économique », elle ne joue que dans

la mesure où les « partenaires sociaux » parviennent à créer un équilibre entre la volonté du patronat et les revendications sociales. Dans la mesure où la conjoncture économique est bonne, aucune difficulté majeure n'entrave le *partnership* évoqué par le D.G.B. : l'expérience l'a clairement démontré.

Le second but visé par les organisations syndicales nous paraît aussi important et de toute manière hautement significatif quant à l'évolution qui se dessine en Allemagne (et, d'ailleurs, dans d'autres pays) : c'est le désir de dizaines de milliers de « fonctionnaires » syndicaux d'êtres intégrés dans les circuits économiques de la société. C'est une tendance assez difficile à définir de manière précise, mais elle se présente avec une netteté indiscutable, et à tous les échelons. Constatons, d'abord, que dans le cadre de la cogestion paritaire, mais également dans celui du secteur « non-paritaire », les dirigeants syndicaux, supérieurs et moyens, sont largement représentés. Dans les écoles de formation des grandes fédérations d'industrie qui forment l'ossature du D.G.B., les « cadres » issus à la fois de la classe ouvrière que du milieu étudiant, sont préparés à assumer des fonctions responsables dans l'industrie : et le fait que, souvent, on assure la formation à l'aide d'un vocabulaire « marxiste », ne change rien aux faits : les futurs directeurs de travail et ceux qui prendront place dans les fauteuils directoriaux dans le cadre de la cogestion (dont l'extension à l'ensemble de l'industrie est revendiquée avec force par les syndicats) sortiront de ces écoles. Et cette promotion sociale s'inscrira dans un processus qui témoigne de la même évolution : à savoir l'intégration de certaines institutions sociales dans le processus « normal » de l'économie. C'est le cas de la banque syndicale (Bank für Gemeinwirtschaft) qui, quatrième banque en importance de la République fédérale, s'est rapidement transformée en banque d'affaires après avoir débuté comme institut chargé de gérer les fonds syndicaux. C'est le cas, d'une manière aussi significative, de la société de construction *Neue Heimat* (Nouveau Foyer) destinée, à l'origine, et avec l'aide des fonds syndicaux qui furent à la base de son existence, à promouvoir la construction de cités ouvrières. Actuellement, cette société, la plus importante d'Allemagne dans ce domaine, construit n'importe quoi : des hôtels de luxe et des appartements pour millionnaires, des yachts de plaisance, et également des H.L.M. Les dirigeants de cette société, formellement contrôlée par le D.G.B., se meuvent avec aisance dans les milieux patronaux dont ils sont devenus, d'ailleurs, l'exact reflet.

En d'autres termes : le processus d'intégration des « fonctionnaires » syndicaux dans le milieu économique est largement entamé, les « managers » des organisations syndicales s'apprêtent à prendre place à côté des représentants traditionnels des classes dirigeantes.

Les délégués du personnel

Il nous paraît évident qu'une telle évolution aurait été impossible sans un certain assentiment (ou tout au moins l'indifférence) d'une large couche de travailleurs. Imaginer, en effet, que l'activité des représentants syndicaux dans les organismes « cogérés », paritaires ou non, puisse se développer de cette manière sans un certain *consensus*, sans une approbation tacite plus ou moins nette de la part de la « base » syndicale, relève, selon nous, d'une vue de l'esprit ou tout au moins d'un *a priori* idéologique. Mais au lieu d'affirmer simplement que la classe ouvrière allemande est animée par un penchant vers le conservatisme et par une volonté « intégrationniste » (ce qui n'est pas faux, loin de là), nous préférons esquisser, en quelque traits, le rôle social important que jouent, au sein des entreprises, les délégués du personnel, les *Betriebsräte*. Non seulement parce que, élus des travailleurs, ils reflètent, dans une large mesure, leur pensée, mais aussi, et surtout, parce qu'ils forment l'ossature du mouvement syndical. Sans la compréhension exacte de leur rôle, on se condamne à méconnaître des aspects importants du mouvement social en Allemagne.

Il faut d'abord savoir qu'une loi de 1952, légèrement modifiée en 1972, fixe de manière très nette les fonctions des délégués du personnel. Ceux-ci sont tenus à collaborer avec les patrons « pour le bien de l'entreprise ... en tenant compte de l'intérêt commun » et de « ne rien faire qui puisse mettre en danger le travail et la paix à l'intérieur de l'entreprise. » En Allemagne, cette obligtaion est connue sous le nom de *Friedenspflicht* (devoir de paix) à laquelle s'ajoute la *Schweigepflicht* (devoir de discrétion). C'est-à-dire que les délégués du personnel qui doivent être informés, d'une manière générale, des projets élaborés par les directions des entreprises, n'ont pas le droit d'en informer leurs mandants, dans la mesure ou ces projets sont considérés comme « confidentiels » par les patrons.

De nombreux délégués du personnel, en particulier dans les grandes entreprises, sont totalement exempts de tra-

vail dans les ateliers et disposent de larges facilités (bureaux, appareil technique) pour exercer leurs fonctions.

La loi de 1952, combattue, mais assez mollement, par le D.G.B., procédait d'une intention très précise : faire en sorte que se développe, dans les entreprises, un climat de « paix sociale », de *partnership*. Autre but, non précisé celui-là, mais tout à fait évident : faire en sorte que le « corps » des délégués du personnel, bien qu'élus sur des listes présentées par les organisations syndicales, acquière à l'égard de celles-ci une position autonome et les empêche de s'enraciner en tant que telles dans les entreprises.

Il est incontestable que cette stratégie, si elle n'a pas été entièrement couronnée de succès, a néanmoins abouti à des tensions considérables entre organisations syndicales (dans la métallurgie notamment) et la plupart des *Betriebsräte* dont le nombre s'élève à quelque 200 000 en Allemagne. Choyés par le patronat, soumis à un feu roulant de propagande de la part des « managers » et des cadres, les délégués du personnel ont souvent mis l'organisation syndicale dans une position difficile. Tout au long des années cinquante et soixante, par exemple, le patronat, en accord avec de nombreux délégués du personnel, a profité de l'excellente conjoncture économique pour modifier les conventions collectives négociées au niveau régional et fédéral avec les syndicats. La technique employée : dès qu'un accord fut conclu, de nombreux patrons se mirent d'accord avec les délégués du personnel pour en améliorer les termes, c'est-à-dire pour accorder des augmentations salariales supplémentaires et des primes. Système extrêmement subtil : d'une manière générale — et surtout dans les grandes entreprises — les délégués du personnel sont avant tout intéressés à assurer leur réélection, car un « retour à l'atelier » serait à leurs yeux l'expression d'une certaine déchéance sociale. C'est la raison pour laquelle de nombreux délégués du personnel poussent les patrons à accepter des accords d'entreprise en dérogation des conventions collectives. De ces « succès », ils en ont besoin pour pouvoir se tourner vers les travailleurs en leur disant, en substance : « notre rôle est capital, nous œuvrons dans votre intérêt. » Ils ont d'autant plus intérêt à tenir ce langage que le « devoir de paix » les empêche de susciter des conflits, sous forme d'une grève, par exemple. Mais ils peuvent faire valoir — et le font le plus souvent — que l'« inquiétude » des travailleurs devrait inciter les patrons à se montrer compréhensifs.

Ce sont là des relations très particulières, extraordinairement subtiles et qui de toute manière, affaiblissent la position du syndicat dans les entreprises.

En face d'une telle situation — particulièrement sensible dans la métallurgie et l'industrie de la chimie — les organisations syndicale se sentaient obligées de réagir : les syndicats de la métallurgie et de la chimie ont créé dans de nombreuses entreprises un réseau « d'hommes de confiance. » Elus, dans la plupart des cas, par les membres de l'organisation syndicale ou simplement désignés, parfois, leur tâche consiste, formellement, « à renforcer l'organisation syndicale et à aider les délégués du personnel dans leur travail. » En fait, il s'agit de contrecarrer « l'action autonome » des délégués du personnel et de faire en sorte que ceux-ci ne soient pas en mesure de s'assurer une trop grande autonomie à l'égard de l'organisation syndicale.

Tâche difficile et extrêmement délicate, pour la raison, d'abord, que les délégués du personnel appartiennent eux-mêmes à l'organisation syndicale, tout en étant largement indépendants à son égard grâce à la loi de 1952. Ensuite, parce que les « hommes de confiance », quelle que puisse être leur bonne volonté, se trouvent d'emblée dans une position d'infériorité à l'égard des délégués du personnel. Ceux-ci, en effet, disposant de larges facilités matérielles, ont pris l'habitude, dans le passé, d'assurer la « syndicalisation » des travailleurs, de distribuer les tracts et les journaux syndicaux, de recevoir les cotisations syndicales. Elément décisif : ce sont les *Betriebsräte* qui disposent, en premier lieu, des informations de source patronale et qui, par conséquent, apparaissent — davantage que les « hommes de confiance » — comme ceux qui « savent » et par conséquent plus aptes à réagir dans l'intérêt des salariés. Enfin, les délégués du personnel ont à l'égard des appareils syndicaux, centraux et régionaux, une position d'autant plus forte que ce sont eux qui assurent, d'une manière générale, le renforcement numérique du syndicat. Argument essentiel à l'égard de l'appareil central du syndicat : lorsque la direction centrale du syndicat, engagée dans des négociations avec le patronat, cherche à apprécier « l'ambiance » dans les entreprises, il s'adresse tout naturellement aux délégués du personnel. Il est pratiquement impossible que le syndicat puisse faire abstraction de l'avis formulé par les délégués du personnel.

Il reste qu'il existe dans beaucoup d'entreprises une réelle tension entre les *Betriebsräte* et les « hommes de confiance ». Mais l'appareil central du syndicat se garde bien de trancher dans un sens ou dans l'autre. Au dernier congrès du syndicat des métaux, en septembre 1974, on s'est accordé pour féliciter à la fois les délégués du personnel et les « hommes de confiance » et pour souhaiter entre eux une « collaboration confiante. » Mais, en réalité, l'organisation syndicale, elle-même tenue par la loi de respecter le « devoir de paix » (aucune grève n'est autorisée avant qu'une convention collective ne soit parvenue à son terme) et elle-même soucieuse de respecter la « légalité », mène là un combat sans espoir. En fait, dans la plupart des cas, les « hommes de confiance », surtout ceux qui, essentiellement dans la métallurgie, essaient de briser le carcan du *partnership*, se heurtent au système établi. Il nous paraît intéressant, à cet égard, de faire référence à un document qui a fait pas mal de bruit en Allemagne : le compte-rendu d'une réunion « confidentielle » entre la direction du syndicat de la métallurgie et l'ensemble des directeurs du travail dans les entreprises « cogérées. » Au cours de cette réunion, le directeur du travail d'une importante entreprise sidérurgique de la Ruhr, à Oberhausen, a déclaré : « Sur la recommandation du syndicat, nous avons fait en sorte que les « hommes de confiance » aient des facilités de travail dans l'entreprise. Qu'ont-ils fait ? De l'agitation... Ils exercent une pression sur les délégués du personnel. Ils veulent obliger ceux-ci à soutenir des revendications totalement irréalistes, ce qui les place, eux et nous, dans une situation totalement fausse. Ainsi, on a voulu nous obliger à donner des informations concernant les projets d'investissements de l'entreprise, ce qui est contraire à la loi. Où allons-nous ? »

Cette prise de position du directeur de travail est significative, et elle montre bien que les « hommes de confiance » peuvent être, à l'occasion, un élément sérieux de contestation. Surtout dans des périodes de crise. Il est intéressant de noter qu'en 1966 et 1973, c'est-à-dire pendant les années où une certaine récession a secoué l'économie allemande, les conflits entre les « hommes de confiance », d'une part, et les directeurs de travail et les délégués du personnel, d'autre part, ont été relativement nombreux. Mais pas au point d'aboutir à une rupture du système établi. Mieux même (ou pire) : lorsque, en 1972, un nombre relativement important d'« hommes de confiance » réussirent à écarter de leurs postes les délégués du personnel et à se faire élire à leur place (événement rare, car,

d'une manière générale, les délégués du personnel sont inamovibles), on a constaté assez rapidement par la suite que rien n'avait réellement changé. Pour briser le système établi, il faudrait, en effet, que les « hommes de confiance » soient portés par une vague de fond des salariés et qu'ils soient en mesure de s'opposer à la fois à la bureaucratie syndicale, au « corps » conservateur des délégués du personnel, ainsi qu'aux directeurs de travail, tous organiquement insérés dans le système.

Rien, pour l'instant, ne laisse prévoir une telle évolution. Les grèves « spontanées » de 1973 en Allemagne (qui mériteraient une étude à part) ne contredisent en aucune manière la tendance générale que nous avons essayé d'esquisser : c'est que, pour une large part, elles ont été le fait d'ouvriers étrangers, turcs en particuliers, mal contrôlés par l'appareil syndical et soumis, parfois, à l'influence de groupes gauchistes qui, par ailleurs, n'exercent pratiquement aucune influence dans les entreprises. C'est que, d'autre part, de nombreux débrayages ont été déclenchés avec l'accord tacite de la bureaucratie syndicale, soucieuse d'effacer le mécontentement provoqué dans les entreprises de la métallurgie à la suite d'un accord salarial (8,5 % d'augmentation) qui, manifestement, et à cause du phénomène inflationniste, n'améliorait pas le pouvoir d'achat. Le syndicat de la métallurgie, pour ne pas gêner le gouvernement dirigé par un « ami » social-démocrate, s'était montré modéré. La conséquence : les patrons eux-mêmes se montraient généralement sensibles à la pression des délégués du personnel qui, de leur côté, avaient intérêt à renforcer leur position en obtenant des primes spéciales. Et ce n'est que dans les entreprises où le patronat se montrait moins compréhensif que les « grèves d'avertissement », discrètement encouragées par les délégués du personnel et plus ouvertement appuyées par les « hommes de confiance », ont éclaté. Mais, à quelques exceptions près, ces mouvements n'ont jamais réellement échappé au contrôle des appareils syndicaux.

Vers une généralisation

Le D.G.B., la Confédération syndicale allemande, réclame depuis des années l'extension du système de la cogestion paritaire à toutes les entreprises employant au moins 2.000 salariés, ayant un chiffre d'affaires annuel d'au moins 150 millions de DM et présentant un bilan d'au moins 75 millions de DM. Pratiquement, cela reviendrait à inclure dans ce système toutes les

grandes branches de l'industrie, et en particulier, celles de la chimie et de l'électronique. Un projet de loi, actuellement en discussion et qui pourrait entrer en vigueur dès 1975, fait droit aux revendications des syndicats avec, cependant, une restriction sérieuse : contrairement à ce qui se passe dans la sidérurgie et les charbonnages, le projet de loi prévoit que du « côté ouvrier » dans les Conseils de Surveillance doit obligatoirement siéger un représentant des cadres. Ce serait, évidemment, la fin de la « parité, car il ne fait aucun doute que les cadres, en cas de litige, se placeraient automatiquement du côté des patrons. La social-démocratie a ainsi fait une concession importante à son partenaire libéral au gouvernement, lui-même soumis aux pressions du patronat. Les syndicats, bien que violemment hostiles à cette modification, ont fini par se résigner.

Mais les patrons, eux, nullement satisfaits, ont déclenché une extraordinaire campagne contre le projet de loi. A première vue, cette réaction apparaît étonnante, car nous avons vu que la cogestion, loin de mettre en danger le système social établi, le renforce d'une certaine manière. Plusieurs raisons, nous semble-t-il, peuvent expliquer cette réaction. D'abord, le patronat allemand, très hostile à l'idée d'une « réforme de l'entreprise », (préconisée, en revanche, par certains patrons dans d'autres pays européens) reste très attaché au principe du « maître chez soi ». Il est même étonnant de constater que ce principe, hérité d'une longue tradition conservatrice, l'emporte souvent, chez le patronat, sur ce qui peut apparaître comme son intérêt bien compris. Il s'y ajoute une méfiance innée à l'égard des organisations syndicales, « certes souvent compréhensives, note un journal de l'association patronale, mais qui ne sont pas parvenues à se défaire d'une mentalité relevant de la conception de la lutte des classes.» Ce qui est en cause, pour le patronat, c'est donc la crainte que les organisations syndicales qui hébergent en leur sein des éléments « contestataires », pourraient éventuellement déranger la belle mécanique de la cogestion pour en faire un instrument de la lutte sociale. Le fait est que certains « contestataires » du du syndicat de la métallurgie revendiquent, et activement, que la cogestion s'exerce sur les lieux de travail, à « la base » au lieu d'être confinée dans les Conseils de Surveillance. Il s'agit, bien sûr, d'une minorité qui, jusqu'à présent, n'a guère les moyens d'imposer se conception, d'ailleurs à peine ébauchée. Mais, plus tard ? La crainte des patrons semble, à cet égard, très réelle.

Mais elle n'explique pas entièrement, à notre sens, cette campagne violente contre « L'Etat syndical. » Selon les indications des organisations syndicales, près de 6.000 représentants des salariés siègent dans les Conseils de Surveillance des entreprises allemandes, mais uniquement près de 500 dans ceux où la cogestion est paritaire. En outre, 90 directeurs de travail exercent leur fonction dans la direction des charbonnages et de la sidérurgie. Une extension de la cogestion paritaire à l'ensemble de l'industrie, telle qu'elle est envisagée, ferait entrer un nombre considérable de permanents syndicaux dans les organismes dirigeants des entreprises. En d'autres termes, un corps « étranger » aux entreprises parviendrait à s'y insérer, avec les moyens considérables dont il dispose. N'oublions pas, en effet, que le D.G.E. et ses fédérations d'industrie possèdent une fortune importante, des institutions étendues, bref : une possibilité réelle « d'investir », dans une certaine mesure, les places fortes du patronat et de faire sentir l'influence de ses propres « managers. » Pour l'exprimer différemment : les syndicats, à l'instar de ce que fait la social-démocratie dans le domaine politique, recherchent une participation au pouvoir dans le domaine économique et industriel. Ce que redoute le patronat, c'est que la cogestion paritaire élargie ne rompe « l'équilibre » et se traduise par un renforcement des pouvoirs de la bureaucratie syndicale, d'un corps social étranger au monde patronal et soumis à des influences qui échappent à son emprise.

Tel est l'enjeu. Il se peut qu'une récession, ou une crise économique plus grave, puisse modifier les données du problème dans un sens différent. Mais, pour l'instant, les mécanismes sociaux que nous avons essayé d'esquisser, jouent parfaitement dans le sens d'une intégration sociale avec, pourtant, les « contradictions » que ce processus véhicule.

Resumen

El movimiento social en Alemania Federal — cuya expresión esencial la constituye la social democracia y la Confederación sindical (D.G.B.), aspira a integrarse en los mecanismos de la sociedad actual. Bajo diversas formas, ha podido observarse esta tendencia ya en el siglo XIX, en los albores del movimiento obrero alemán. Un tiempo excluidas de los asuntos públicos, confinadas en un «ghetto» por voluntad de las clases dirigentes, las organizaciones que reflejan grosso modo *el pensamiento obrero, han perseverado en su voluntad de verse admitidas en tanto que «asociados sociales», y esto a través de todas las peripecias históricas. En Alemania Federal, este esfuerzo ha alcanzado —en parte por lo menos —sus objetivos. La cogestión tal y como funciona hoy asi lo demuestra. El* partnership *que se practica en el terreno industrial, si no debe nada o casi nada a la iniciativa propia de la clase obrera, refleja, en cambio, la voluntad de los* managers *procedentes del movimiento social, de lograr su participatión en la gestión económica. Las instituciones surgidas del movimiento obrero se transforman y adoptan completamente los métodos y los «valores» de la sociedad industrial.*

Los delegados del personal, cuerpo eminentemente conservador (como asi lo es la clase obrera), desempeñan un papel importante en este proceso, constituyendo, en la práctica cotidiana, algo asi como un «regulador» de las relaciones sociales, papel que, par otra parte, la legislación impone. En este articulo se estudian las tensiones que surgen a veces entre la burocracia sindical, los delegados del personal y «la base». Se analiza asimismo por qué motivo el patronato rechaza la cogestión, pese al carácter «integracionista» de ésta. Se trata, sencillamente, de no admitir un «cuerpo extraño» en el mecanismo económico.

Summary

The social movement in West Germany. the main representatives of which are the social-democracy and the labour federation (D.G.B.), is yearning to be inserted into the machinery of the present society. We can have noticed this tendancy, though in different shapes, in the XIXth century, from the very start of the labour movement in Germany. Having at first been left out of public affairs and shut up in a « ghetto » by the ruling classes' will, the organizations, which more or less echo the workers' opinions, have persisted in their wanting to be admitted into the society as « social partners» and so through all the vicissitudes of history. In West Germany, this endeavour has born fruit, in a way at least. The joint management as it works gives evidence about it. If the partnership practised in the industrial field owes nothing or scarcely anything to the workers' own initiative, it shows on the other hand the will of the managers coming from the social movement to obtain a share in the economic management. The institutions born of the labour movement are changing as they are taking up all the methods and « values » of the industrial society.

In this process, a prominent part falls to the shop-stewards, a deeply conservative body (just like the working class) that in the everyday practice plays the part of a « regulator » of the industrial relations, part otherwise set by the law. The tensions which sometimes arouse between the trade bureaucracy, the shop-stewards and the rank and file form the subject of this study. It also aims at explaining why the employers reject the joint management, in spite of its plainly integrationist nature. It's a matter of not admitting a « foreign element » into the economic machinery.

Riassunto

Il movimento sociale nella Germania Federale, le cui espressioni più importanti sono la social-democracia e la Confederazione sindacale (D.G.B.), aspira ad integrarsi nei meccanismi della società attuale. Sotto forme diverse, è stato possibile rilevare questa tendenza già nel secolo XIX, agli inizi del movimento operaio in Germania. Dapprima escluse dagli affari pubblici, confinate in un «ghetto» per volere delle classi dirigenti, le organizzazioni che grosso modo esprimono il «pensiero operaio», hanno perseverate nella volontà di essere ammesse nella società in veste di partners *sociali attraverso tutte le peripezie storiche. Nella Germania Federale, questo sforzo ha portato i suoi frutti, almeno in parte. La cogestione oggi esistente ne è in certa misura una testimonianza. La* partnership *praticata in campo industriale, se non deve niente, o quasi, all'iniziativa della classe operaia, esprime viceversa la volontà dei* managers *usciti dal movimento sociale di ottenere una partecipazione alla gestione economica. Le istituzioni nate dal movimento operaio si trasformano, adottando completamente i metodi e i « valori » della società industriale.*

In questo processo, un ruolo importante spetta ai cosiddetti «rappresentanti del personale» (nei consigli d'amministrazione), sostanzialmente conservatori ad immagine dell'operaio medio, i quali funzionano nella pratica quotidiana come «regolatori» delle relazioni sociali, funzione d'altronde imposta dalla legislazione. Le tensioni che nascono talora tra la burocrazia sindacale, i rappresentanti del personale e la «base» operaia sono oggetto di questo studio. Esso cerca anche di spiegare perchè il padronato rifiuta la cogestione, nonostante il suo carattere nettamente « integrazionista » : si tratta di non ammettere un «corpo estraneo» nel meccanismo economico.

L'I.R.I. : Nazionalizzazione all' italiana

Amedo Bertolo e Luciano Lanza

PERCHE uno studio sull'I.R.I.? Perché questa gigantesca *holding* pubblica italiana offre una molteplicità di elementi di riflessione proprio nel campo di ricerca programmaticamente prioritario di questa rivista: l'evoluzione e l'estensione del poteri dello stato, le nuove classi dirigenti, i fenomeni tecnoburocratici nelle società industriali...

Per cominciare. l'I.R.I., nata fascista e rinata democristiana, già ricopiata dall'I.N.I. falangista, sembra oggi essere presa a modello di coordinamento dell'intervento pubblico nell'economia del laburismo inglese (meglio ancora dal laburista di sinistra Wedgewood Benn, ministro dell'Industria), dalla socialdemocrazia tedesca, dalla Francia pre-giscardiana e giscardiana... A questa variopinte realtà politiche sottostà un'unica realta socio-economica: la transizione tardo-capitalistica (a diversi stadi evolutivi) verso nuove forme di sfruttamento, attraverso un'economia mista privata e statale.

Di questa economia mista l'I.R.I., espressione capitalistico-imprenditoriale dello stato, è forse la manifestazione più tipica. Ecco dunque che attraverso l'I.R.I. (e le altre forme italiane e francesi e svedesi e tedesche e spagnole ed austriache di partecipazione azionaria statale) si può studiare la transizione. Si possono studiare le caratteristiche della «borghesia di stato», forma transitoria, appunto, della nuova classe padronale. Si può studiare l'evoluzione dello sfruttamento dalla forma capitalistica alla forma tecnoburocratica.

Attraverso la «scoperta dell'I.R.I. (la sua natura ed importanza, le sue ramificazione ed il suo significato nell' assètto socio-economico e politico italiano sono stati in parte una scoperta anche per noi) attraverso la «scoperta» dell'I.R.I., dicevamo, si può «scoprire» quanto di obsoleto vi sia in tanti slogans

(e, ahinoi, anche in tante analisi) che identificano l'antagonista del socialismo (in senso egualitario e libertario) nella borghesia capitalistica, con una battaglia di retroguardia che non si accorge che il nemico sta cambiando non solo aspetto ma anche sostanza e che dietro una percentuale crescente di grandi e medie imprese non v'è il padrone capitalista ma lo stato ed i suoi nuovi padroni, i tecnoburocrati.

Uno studio sull'I.R.I. è un'occasione per riconfermare la validità del metodo anarchico di analisi, che va oltre le *forme* giuridiche della disuguaglianza (nella fattispecie la proprietà privata capitalistica, storicamente in declino) ed identifica nell'*autorità* (cioè nella divisione gerarchica del lavoro sociale) l'essenza dello sfruttamento. Uno studio sull'I.R.I. (anche, e forse a maggior ragione, uno studio di primo approccio come il nostro, sia detto senza falsa modestia) vuole poi essere di stimolo a proseguire, con maggiore estensione e profondità, l'analisi critica dello stato moderno. Tema anarchico quant'altri mai, eppure rimasto sostanzialmente ai livelli conoscitivi (abbondantemente insufficienti) cui lo lasciarono i nostri «padri», in un epoca nella quale esso ancora non s'era assunto che in minima parte funzioni economiche.

Lo stato nell'economia italiana

Lo stato italiano inizia il suo intervento nell'economia verso la fine del secolo scorso (1), ma per diversi anni i passi compiuti sono oltremodo modesti; l'ideologia liberale predomina, anche se la pratica se ne discosta con varie forme di protezionismo e col sorgere e consolidarsi dei primi oligopoli. L'intervento pubblico, dapprima limitato alle municipalizzazioni, ai servizi pubblici e alle assicurazioni di stato, si sviluppa fortemente negli anni '30 (2). La crisi capitalistica favorisce l'ingresso nell'economia dello stato, che si fa portatore di esigenze di funzionalità e di razionalizzazione.

Dopo la seconda guerra mondiale assistiamo ad un intervento ancora più marcato dello stato, nonostante un certo rinascente neo-liberalismo. La programmazione diviene lo strumento fondamentale di questa politica. Lo stato individua le

(1) Le acciaierie di Terni furono fondate dallo stato nel 1884.

(2) Posner-Woolf, **L'impresa pubblica nell'esperienza italiana.** Torino, 1967.

direttrici essenziali dello sviluppo economico e stabilisce le linee che le imprese devono seguire per pervenirvi, o perchè spinte da incentivi economico-finanziari o dietro pressioni creditizie e fiscali. (3) Parallelamente alla politica di piano, lo stato italiano espande la sua attività imprenditoriale, sia nazionalizzando, sia acquisendo partecipazioni azionarie in società esistenti, sia creando nuove imprese pubbliche, sia finanziando imprese in difficoltà.

Lo strumento della nazionalizzazione viene usato in pratica, in questo dopoguerra, solo per acquisire allo stato il monopolio del settore elettrico (con la conseguente costituzione dell' E.N.E.L.) nel 1962. Si è invece estesa progressivamente l'area delle partecipazioni statali sia attraverso lo sviluppo «naturale» delle imprese pubbliche esistenti, sia attraverso la tradizionale opera di «salvataggio» di imprese private in dissesto. S'è molto esteso anche quello strumento indiretto (e a volte preparatorio alla partecipazione azionaria) che è il finanziamento pubblico alle imprese private.

Nel 1972 il professor Stuart Holland, docente di Economia Politica nella Sussex University, riporta una stima secondo la quale lo stato italiano controllerebbe direttamente o indirettamente il 70 % dell'industria italiana (4). Una stima probabilmente eccessiva ma che l'Holland riferisce senza stupore, segno che la realtà non deve essere *molto* diversa.

Le partecipazioni statali

L'IMPORTANZA delle partecipazioni statali oggi in Italia è evidenziata dal fatto che esse hanno effettuato nel 1971 circa il 30,7 % degli investimenti industriali e il dato assume maggiore rilevanza se si tiene conto che dieci anni prima questi costituivano solo il 14,1 %. Sempre nel 1971 il valore aggiunto prodotto dalle imprese estrattive e manifatturiere a partecipa-

(3) In teoria. Nella pratica non è stata sinora attuata una seria programmazione e la politica economica governativa è stata ed è fatta «giorno per giorno», sotto la pressione contingente di esigenze ed interessi spesso opposti ad una visione di lungo periodo. Unica costante: la progressiva statalizzazione della economia, attuata in modo caotico. Sono dello scorso mese di ottobre le dimissioni di Giorgio Ruffolo (un capace tecnocrate socialista) dalla carica di Segretario Generale alla Programmazione, umiliato/esasperato dalla sterilità del suo lavoro.

(4) Stuart Holland, **La Gran Bretagna nella C.E.E.: effetti sull'impresa pubblica.** Economia Pubblica, agosto-settembre 1972.

zione statale era di 1.808,3 miliardi, cioè l'11,3 % dell'intero settore, che sale ad oltre il 15 % se includiamo il valore aggiunto prodotto dal gruppo Montedison. Nel settore dei trasporti e delle comunicazioni il valore aggiunto delle imprese a partecipazione statale è stato di 931,5 miliardi vale a dire il 24 % circa.

Il settore delle partecipazioni statali è costituito in prevalenza da società per azioni raggruppate sotto il controllo di enti di gestione, società finanziarie di diritto pubblico. Vi sono inoltre società nelle quali lo stato interviene con partecipazioni non organizzate in alcun gruppo specifico.

Il più importante dei gruppi finanziari è proprio l'I.R.I., che rappresenta da solo il 70 % circa del fatturato delle partecipazioni statali.

Il secondo gruppo per dimensione è l'E.N.I. (il cui fatturato raggiunge più del 23 % delle partecipazioni statali) che gestisce un complesso di società operanti nei settori della ricerca, lavorazione e distribuzione degli idrocarburi; della chimica; della meccanica; dei tessuti e delle confezioni. Fanno parte del gruppo anche imprese di ricerca scientifica, di progettazione, ecc., ma rappresentano un aspetto di scarso rilievo nel contesto globale dell'E.N.I. L'E.N.I. opera attraverso nove società capogruppo (Agip, Snam, Anic, Agip Nucleare, Nuovo Pignone, Lanerossi, Snam Progetti, Saipem, Sofid) che a loro volta controllano o hanno partecipazioni in quasi duocento imprese, di cui circa la metà operanti all'estero.

Il gruppo E.F.I.M. controlla una serie di imprese eterogenee e che sfuggono ad una precisa classificazione. L'EFIM agisce tramite cinque società finanziarie capogruppo: la Finanziaria Ernesto Breda, la Breda Ferroviaria, la Insud, la MCS e la Sopal.

Le aziende del gruppo E.G.A.M. operano essenzialmente nei settori: minerario, della metallurgia ferrosa, degli acciai speciali, della meccanica tessile, inquadrate quasi tutte in due societá capogruppo: la Nazionale Cogne e l'AMMI (Azienda Mineraria e Metallurgica Italiana).

Vi è poi una serie di enti minori interessati in settori particolari quali: l'E.A.G.A.T. (Ente Autonomo di Gestione delle Aziende Termali) che controlla principalmente aziende termali; l'Ente di Gestione per il Cinema; l'A.T.I. (Azienda Tabacchi Italiani) nel settore tabacchi e thè; la S.A.M.E. (Società per Azioni Milanese Editrice) nel settore tipografico.

Vi sono infine altri tre gruppi, la G.E.P.I., la Montedison e la Bastogi che, a rigore, vanno incluse nel quadro delle partecipazioni statali anche se, formalmente, non ne fanno parte.

La G.E.P.I. (Società per le Gestioni e Partecipazioni Industriali) non è propriamente una società di acquisizione di imprese nell'area delle participazioni statali, dato che il suo scopo istituzionale è quello di «concorrere al mantenimento e all'accrescimento dei livelli di occupazione compromessi da difficoltà transitorie di imprese industriali». Il suo scopo sarebbe cioè di rilevare aziende in difficoltà e di reimmetterle, una volta risanate, sul mercato. Dalla sua costituzione (1971) ad oggi la GEPI invece si è dimostrata come uno strumento più di acquisizione che di risanamento di imprese, quasi a ricordare la nascita e lo sviluppo dell'I.R.I.

L'inclusione, nel quadro delle aziende a partecipazione statale, della Montedison (nonostante si tratti di una finanziaria a prevalente capitale privato) non è arbitraria. Infatti, a causa della polverizzazione azionaria di questa *holding*, lo stato (attraverso l'I.R.I. e l'E.N.I.) è con il 16,8 % il suo maggiore azionista, anzi quello che ha una partecipazione superiore di tre o quattro volte le quote complessive dei maggiori azionisti privati. L'attività del gruppo Montedison si articola nei settori chimico e petrolchimico, farmaceutico, delle fibre chimiche, tessile e delle confezioni, minerario e metallurgico, alimentare e distributivo. Il gruppo è di importanza non solo nazionale ma europea (figura al diciannovesimo posto fra le maggiori società industriali d'Europa), con ben 157.000 dipendenti e con un fatturato, nel 1973, di 2.589,9 miliardi di lire. Le attività del gruppo Montedison sono raggruppate in varie «divisioni» dotate di notevole autonomia: la petrolchimica, i prodotti per l'agricoltura, i minerali e i metalli, le attività varie, l'ingegneria, i servizi industriali, le ricerche e i brevetti. Oltre a queste divisioni il gruppo di articola anche in società di settore. Tra le società controllate dalla Montedison ne citiamo alcune tra le più note: Carlo Erba, Farmitalia, Chatillon, Rhodiatoce, Pavesi, De Rica, Standa, Bertolli. Dall'inizio del 1972, inoltre, l'intero gruppo Snia-Viscosa è passato sotto il controllo del gruppo Montedison.

Anche il gruppo Bastogi gravita nell'area dell'economia pubblica; esso è infatti controllato da tre grandi istituti di credito di carattere pubblico: l'ICIPU, la Mediobanca e l'I.M.I. La Bastogi è una grossa finanziaria con presenza di rilievo in diversi settori dell'economia italiana.

Nonostante la continua espansioni dell'azionariato pubblico, comunque, la *holding*-I.R.I. rimane «regina» incontrastata delle partecipazioni statali. Occupiamoci di lei, dopo la lunga necessaria premessa-quadro.

Un po' di storia

La crisi economica a carattere mondiale, iniziatasi nel 1929, ebbe sulle strutture economiche italiane effetti disastrosi. Il collegamento organico banche-industria si risolse oltre che in una crisis del settore produttivo anche in un crollo del settore creditizio. Le maggiori banche erano fortemente esposte nei confronti delle industrie. Per risanare la situazione venne costituito, nel novembre 1931, l'I.M.I. (Istituto Mobiliare Italiano) con un capitale di 500 milioni sottoscritto principalmente dalla Banca Depositi e Prestiti. Ente di diritto pubblico, esso si incaricò di esercitare il credito a medio termine a favore delle industrie, per liberare le banche da questo tipo di impegni finanziari.

La creazione dell'I.M.I., così come altre iniziative a carattere finanziario tra cui la costituzione dell'Istituto di Liquidazioni, si mostrarono però insufficienti a fronteggiare nel 1932 l'acuirsi della crisi, a causa anche della politica deflazionistica imposta fin dal 1929. Politica questa che vide le maggiori industrie italiane e tre dei principali istituti di credito (Credito Italiano, Banco Commerciale, Banco di Roma) sull'orlo del fallimento.

Nel 1933, di fronte all'aggravarsi della situazione, il governo fascista decise di costituire un nuovo ente di diritto pubblico. Nasce così l'I.R.I., Istituto per la Ricostruzione Industriale.

L'Istituto era diviso in due settori distinti. La sezione finanziamenti, con capitale di 100 milioni, aveva lo scopo di effettuare finanziamenti industriali a medio e a lungo termine. La sezione smobilizzi, che in linea giuridica rappresentava la continuazione del soppresso Istituto di Liquidazioni, proseguì in quella politica, che consisteva nella riprivatizzazione o nella liquidazione di aziende nelle quali l'Istituto aveva il controllo. Ad essa furono trasferite le attività dell'Istituto di Liquidazione, inoltre la Sezione incorporò tutti i crediti che le banche avevano in aziende industriali, agricole e immobiliari, dichiarandosi debitrice verso le stesse banche per un valore superiore a quello

effettivo delle partite trasferite. Operando in questo modo l'I.R.I. contribui al ritorno delle banche ad una normale liquidità e liberò la Banca d'Italia dalle cambiali di immobilizzo pervenutegli in seguito alle operazioni di sovvenzione alle banche. L'I.R.I. si inseriva tra la Banca d'Italia e le banche ordinarie da un lato e le aziende da queste finanziate dall'altro; così l'Istituto finì per diventare proprietario sia delle principali banche ordinarie sia di un ingente patrimonio industriale (5).

Mentre la Sezione Finanziamenti ebbe breve vita e venne soppressa nel 1936, con il passaggio alla Sezione Smobilizzi dei diritti patrimoniali e con il trasferimento dell'attività all'I.M.I. (6), la Sezione Smobilizzi assunse sempre maggiore importanza. Essa, negli anni dal 1933 al 1937 pur procedendo nella politica di riprivatizzazione delle industrie, incassando per queste cessioni una cifra che in moneta attuale può essere valutata intorno ai 400 miliardi, arrivò a controllare imprese e beni valutabili intorno ai 1.000 miliardi di lire attuali. In considerazione delle difficoltà di riprivatizzare le imprese e soprattuto della volontà politica del regime fascista, l'I.R.I. fu trasformato nel 1937 in una organizzazione permanente di gestione e di acquisizione di imprese. Con il nuovo statuto all'I.R.I. veniva concesso un fondo di dotazione di 1 miliardo di lire (dell'epoca) costituito in prevalenza dalla realizzazione e rivalutazione delle sue attività; inoltre l'ente aveva la facoltà di gestire le partecipazioni assunte e di smobilitare quelle non ritenute più opportune e di assumerne di nuove in grandi imprese «interessanti la difesa nazionale, l'indirizzo autarchico e la valorizzazione dell'impero».

Dopo la trasformazione in ente permanente, l'I.R.I. si trovò con attività disseminate in una decina di diversi settori ma con un'influenza predominante solo in quelli in cui i privati non erano disposti a correre rischi. Così, sotto il suo controllo si trovara più dell'80 % della produzione cantieristica nazionale e più del 50 % dell'industria siderurgica, mentre controllava solo il 29 % del settore elettrico dove i rischi erano decisamente inferiori. Come abbiamo visto l'I.R.I., ente creato per effettuare il salvataggio delle imprese in difficoltà, diviene

(5) Cfr.: Ministero dell'Industria e Commercio, **L'Istituto per la Ricostruzione Industriale.** Torino, 1956.

(6) Nel 1936 all'I.M.I., in concomitanza con questo passaggio di attività, fu concesso si ampliare i termini di finanziamento da 10 a 20 anni.

successivamente un istituto per l'acquisizione delle imprese da parte dello stato. Si sancisce in altre parole le volontà politica di immettere lo stato nell'economia con metodi e forme permanente, non più occasionali e di urgenza. Consapevolmente o meno, la «nuova classe» tecno-burocratica usa strumentalmente la crisi capitalistica e l'ideologia fascista per accrescere e stabilizzare il proprio potere.

In conseguenza della guerra l'I.R.I. subì perdite decisamente più elevate di qualsiasi altro gruppo industriale, soprattutto a causa della concentrazione dei suoi interessi nella flotta mercantile, nelle industrie metallurgiche, nella meccanica pesante e nei settori elettrico e telegrafico, che risentirono tutti di gravi distruzioni (7). Inoltre bisognava riconvertire buona parte della produzione delle industrie belliche.

Alle difficoltà tecniche si assommarono quelle politiche; l'ente nel primo dopoguerra fu oggetto di serrate critiche, tendenti alla sua riprivatizzazione o ad un drastico suo ridimensionamento. La linea che prevalse fu quella del mantenimento, anzi del potenziamento dell'I.R.I. Le motivazioni che spinsero a questa scelta le ritroviamo nel «Rapporto della Commissione economica all'Assemblea Costituente» (8). In questo rapporto, tra l'altro, si legge: «... O si ipotizza il ritorno ad un'economia di mercato, in cui si realizzano sia pure approssimativamente le condizioni teoriche della concorrenza ed in tale caso, evidentemente, l'I.R.I. non avrebbe ragioni di esistere ... All'estremo opposto, cioè in una economia collettivista, nemmeno si riesce a vedere una funzione utile da parte dell'I.R.I. Lo stato collettivista, almeno nella sua configurazione pura, non ha bisogno di queste forme ibride di controllo e di pianificazione, che sono concepibili solo là dove l'azione statale si svolge in un ambiente organizzato prevalentemente con criteri capitalistici. Si è visto, anzi, che l'argomento fondamentale additato dai fautori dell'I.R.I. (e in genere dall'azionariato di stato) è appunto quello del vantaggio di una manovra statale attuata nelle forme e con i metodi della organizzazione produttiva capitalistica ... Si ritiene da una parte dei commissari

(7) Nel settore telefonico fu distrutto il 15 % delle centrali e il 17 % delle reti urbane; nel settore della navigazione mercantile, su 221 navi per un totale di 1.446.000 t.s.l. del 1943, ne rimasero a guerra finita solo 24 per un totale di t.s.l. 194.000.

(8) Ministero per la Costituente, **Rapporto della Commissione economica all'Assemblea Costituente.** Roma, Istituto Poligrafico dello stato, 1947.

che nelle forme iniziali di collettivismo, l'I.R.I. potrebbe agevolare il trapasso dalle forme capitalistiche a quelle collettivistiche ... Sembra quindi opportuno concludere ... che in un sistema parzialmente pianificato, una volta determinati i settori da sottoporre a controllo, può farsi la scelta fra la nazionalizzazione «manifesta» delle imprese appartenenti ai rami oggetto di pianificazione e la nazionalizzazione «larvata» attraverso la gestione dell'I.R.I.».

Ritrovata una sua giustificazione ideologica anche in regime democratico-parlamentare, l'I.R.I. viene «rifondato» e ad esso vengono assegnate funzioni di stabilità e di sviluppo nonchè di appoggio alla ancora embrionale politica di piano. L'ente sviluppa quindi una serie di interventi, instaurando con il governo un rapporto di reciproca influenza, che viene istituzionalizzato nel 1956 con la creazione del Ministero delle Partecipazioni Statali.

Dalla costituzione di questo Ministero, l'I.R.I. prosegue in modo vertiginoso la sua espansione. Tra il quadriennio 60-63 ed il quadriennio '68-71 i suoi investimenti passano da 2.441 miliardi a 9.065,9 miliardi e triplicando le sue maestranze che nel 1950 misuravano 185.200 unità (esclusi quelli delle banche) a 473.200 nel 1973.

L'espansione dell'I.R.I. risiede in due fattori principali: la «colonizzazione» industriale del Sud (creazione di nuove imprese e concentrazione degli investimenti) e la caduta delle imprese ex-elettriche nell'area pubblica. Il sostegno a livello politico per gli investimenti al Sud ha spinto e facilitato l'I.R.I., così come altre imprese pubbliche, in programmi a vasto raggio che spiegano sia l'aumento della mano d'opera sia quello degli investimenti. Un discorso a parte merita invece lo sviluppo dovuto alla inglobazione delle società ex-elettriche. Con la nazionalizzazione del '62, alle società proprietarie di questi impianti venne corrisposto un congruo indennizzo; così esse divennero delle finanziarie che reinvestirono in partecipazioni azionarie diverse i loro capitali. L'incapacità imprenditoriale degli «ex-padroni della luce» (abituati da decenni a vegetare nello sfruttamento monopolistico di un servizio essenziale) portarono però nel volgere di pochi anni queste «ricche» finanziarie sull'orlo di una crisi fallimentare, di cui i casi più rilevanti sono quelli della SME e della SIP. A salvataggio di queste società, come di altre minori, intervenne l'I.R.I. che le inglobò nel suo gruppo. Curiosi effetti postumi e statalizzanti nei settori più vari della nazionalizzazione del settore elettrico!

Nel 1973, nel quarantennale della sua fondazione, l'I.R.I. dimostra ancora una vitalità e soprattutto una voracità «giovanili». Una voracità che preoccupa anche i suoi estimatori i quali temono un accentuarsi dei difetti da gigantismo già presenti nella *holding*. E vorrebbero netterla un po' a dieta.

Struttura dell'I.R.I.

L'I.R.I. è una *holding*, è cioè una società finanziaria che agisce attraverso la partecipazione azionaria in altre società. Possiamo così schematizzare la struttura del grupo I.R.I., cioè dell'insieme delle imprese controllate dalla *holding:* al vertice c'è l'Istituto, ente di diritto pubblico, sovvenzionato tramite un «fondo di dotazione» direttamente dallo Stato; al gradino gerarchico sottostante troviamo le finanziarie di settore, che controllano a loro volta società di produzione. I principali settori di intervento dell'I.R.I. sono regolati tramite queste finanziarie di settore: Stet, per l'ambito telefonico e delle trasmissioni (9); Finmare per le imprese di navigazione (10); Finsider per l'industria siderurgica (11); Finmeccanica per l'industria meccanica in genere (12); Fincantieri per i cantieri navali; Italstat per le costruzioni edili e stradali. Inoltre l'I.R.I. agisce tramite due altre finanziarie con partecipazioni composite: la S.M.E. (Società Meridionale Finanziaria) che ha interessi nel settore agricolo e alimentare (13), immobiliare, turistico e cartario; la S.P.A. (Società Partecipazioni Azionarie) che articola ancor più le sue partecipazioni in svariate imprese non collegate da nessun nesso di omogeneità.

Oltre alla partecipazione in imprese tramite le sue finanziarie, l'Istituto possiede direttamente la maggioranza del capitale in Istituti di Credito (Credito Italiano, Banca Commerciale,

---

(9) Fra le società più importanti del settore ricordiano la S.I.P., l'Italcable, la SIEMENS.

(10) Italia, Tirrenia, Adriatica, Lloyd Triestino, ecc.

(11) Alcuna società del settore: Italsider, Terni, Dalmine, Innocenti Santeustacchio.

(12) Ricordiamo l'Alfa Romeo, l'Ansaldo meccanico nucleare, l'Ansaldo S. Giorgio...

(13) Fra le società alimentari controllate dalla SME ritroviamo le notissime Motta, Alemagna, Star, Cirio. Apprendiamo che la SME a concluso le trattative per l'acquisto della maggioranza accionaria della Alimont (società di settore della Montedison che aggruppa le aziende delle ramo alimentare: Aversi, Drica, Bertolli, ecc).

Banco di Roma, Mediobanca, ecc.) e in società a dimensione nazionale (Alitalia, Autostrade, R.A.I.).

Allo schema sintetico accennato bisogna poi aggiungere una fitta rete di partecipazioni tra società di diversi settori, tra l'*holding* centrale e società di altre finanziarie statali, di partecipazioni congiunte pubbliche e private, fino a formare un quadro composito e aggrovigliato di interessi di difficilissima (forse impossibile) comprensione. Nel 73 le società nazionali controllate direttamente dall'I.R.I. erano oltre 180. Ad esse vanno aggiunte le «filiazoni» internazionali e le partecipazioni indirette italiane e straniere.

L'*holding* madre (cioè la società I.R.I. in senso stretto) dovrebbe avere, in questa composita realtà, la funzione di guida: stabilire cioè le linee generali sulle quali il gruppo deve muoversi e venire remunerata dai dividendi delle società ad essa sottoposte. Le finanziarie di settore o capogruppo dovrebbero poi mediare le direttive generali in direttive «di settore», appunto, e in questo quadro le società di produzione dovrebbero svolgere la propria azione fatta salva la loro autonomia per le scelte gestionali a carattere ordinario. Abbiamo usato il condizionale e spieghiamo subito il perchè. La dipendenza delle società dalla *holding* è di carattere finanziario e la partecipazione finanziaria, se da un lato si rileva estremamente vantaggiosa per l'espansione in modo silenzioso e rapido dell'area statale, è d'altro lato uno strumento non pienamente efficace in termini di controllo.

La dipendenza di società o di capogruppo alla *holding* centrale si basa essenzialmente su un rapporto di forza, così in settori caratterizzati da difficili condizioni economico-finanziarie (certe imprese della Finmeccanica o la Fincantieri) le direttive centrali sono maggiormente vincolanti che nei settori a più solida struttura economica. Vi sono inoltre società del gruppo che godono di una quasi totale autonomia di gestione dalla *holding* per ragioni sia economico-finanziarie sia storico-politiche, quali le banche, la R.A.I. e il gruppo S.M.E. Inoltre quasi tutte le aziende con solida struttura economica hanno, tra le loro partecipazioni, delle finanziarie internazionali (principalmente con sede in Lussemburgo) di loro completa proprietà, tramite le quali svolgono attività a carattere internazionale o attività sulle quali non vogliono far ricadere l'onere del controllo centrale.

Un ulteriore strumento per esercitare il controllo l'*holding*

l'effettua tramite la nomina di uno o più suoi dirigenti nei consigli di Amministrazoine delle società (14). Nelle finanziarie più legate all'ente centrale, questo ha la possibilità di forgiare il consiglio di Amministrazione secondo i suoi voleri, nelle finanziarie e nelle società con maggiore forza contrattuale la nomina dell'organo direttivo è più autonoma, tanto che è frequente il caso in cui si formano gruppi di potere dotati di quasi completa autonomia.

Da notare infine che il Ministero delle Partecipazioni Statali non riesce ad esercitare un effettivo potere (e neppure un pieno controllo) sugli enti a lui sottoposti, ma si deve limitare pressochè alla ratifica di scelte già effettuate. Il potere per essere effettivo deve basarsi su una conoscenza diretta delle strutture ad esso sottoposte, l'ampiezza assunta dalle *partecipazioni statali,* la sua articolazione lo portano ad assumere più la fisionomia di un grosso feudo ingovernabile dal potere centrale che non un insieme organico di aziende rigidamente collegate al Ministero delle Partecipazioni Statali. Così anche la presenza di alti burocrati ministeriali nei consigli di amministrazione (15) e nei Collegi Sindacali non ha altro significato che di controllo, appunto, burocratico e non di potere decisionale. Rimangono nell'ambito ministeriale governativo solo le decision a spiccato contenuto «politico», quali la ripartizione territoriale (Nord-Sud) degli investimenti, la liquidazione di società, l'acquisizione di nuove partecipazioni di rilievo, operazioni che comportino forti riflessi sui livelli occupazionali, eccetera.

Analisi economica

Il gruppo I.R.I. è decisamente un colosso e non solo a livello nazionale. La complessità della sua struttura, i settori nei quali agisce, il potere economico e politico che detiene ne fanno di gran lunga la più importante società italiana. L'I.R.I. occupa

---

(14) Ad esempio, Alberto Capanna, Amministratore Delegato e Direttore Generale della Finsider è membro dei Consigli di Amministrazione delle seguenti società del gruppo siderurgico: ILIIC, Compagnia Italiana Montaggi Industriali, Montubi, Morteo Soprefin, Terni, Dalmine, Cementir, Italimpianti, Sidercomit.

Tulio Masturzo, Presidente e Consigliere Delegato della S.M.E. è anche Vice Presidente della Mededil e Consigliere delle Cartiere Italiane Riunite, della Aerhotel, della Alfacavi e della Motta, tutte società del grupo S.M.E.

(15) Ad esempio, nel consiglio d'amministrazione della **holding**-madre sur 14 membri 9 sono funzionari dello stato.

il terzo posto tra le società industriali europee per fatturato (nel 1973 circa 6.022,2 miliardi di lire). E', sempre a livello europeo, il maggior datore di lavoro con i suoi 473.200 dipendenti. La più importante «conglomerata» a livello europeo e una non trascurabile multinazionale, con interessi sparsi in moltissimi Paesi europei e in via di sviluppo.

Analizziamo ora le «cifre» del grupo I.R.I.

Occupazione. I dipendenti del gruppo sono, come abbiamo visto, 473.200, così suddivisi: manifatturieri (siderurgica, meccanica, alimentare, ecc.) 296.600; servizi (telecomunicazioni, trasporti, R.A.I.,, ecc.) 115.200; infrastrutture e costruzioni 18.500; banche 41.500; *holding* e finanziarie di settore 1.400 (16). In percentuale, l'I.R.I. impiega circa il 2,5 % degli attivi occupati in Italia. Per quanto concerne la composizione qualitativa dell'occupazione, cioè la gerarchia aziendale, abbiamo uno 0,9 % di dirigenti; un 34,1 % di impiegati ed equiparati e il rimanente 65 % è composto da operai (17).

Il gruppo, nel corso del 1973, ha creato 21.900 nuovi posti-lavoro, di cui circa il 60 % localizzati nel Mezzogiorno (18).

Produzione. Il fatturato totale dell'I.R.I. ammonta per il 1973 a 6.022,2 miliardi di lire, cui ha contribuito il settore manifatturiero per 3.843,5 miliardi, quello dei servizi per 1.754,4 miliardi e quello delle infrastrutture e delle costruzioni per 424,3 miliardi. Nel settore manifatturiere il primo posto è occupato dalla siderurgia con 1.595,7 miliardi, seguita dalla meccanica con 1.134,6 miliardi (19). Le telecomunicazioni hanno realizzato il maggior fatturato nel settore servizi con 879,6 miliardi e i trasporti aerei 377,6 miliardi. In alcuni campi il contributo delle imprese I.R.I. alla produzione nazionale è nettamente preponderante. Ad esempio l'I.R.I. produce circa il 96 % della ghisa, il 58 % dell'acciaio, pressochè il 100 % delle costruzioni navali, il 95 % dei trasporti aerei...

Investimenti. L'I.R.I. nel 1973 ha effettuato investimenti per 1.817,1 miliardi, ripartiti nel settore manifatturiero 788,6

(16) I dati sono rilevati dal bilancio I.R.I. 1973.

(17) Eugenio Peggio, **Le imprese pubbliche nell'economia italiana,** Quaderni di Politica ed economia, novembre-dicembre 1972.

(18) Giuseppe Petrilli, **Relazione al bilancio I.R.I. 1973.**

(19) Petrilli, cit.

miliardi, nei servizi 764,1 miliardi, nelle infrastrutture e costruzioni 264,4 miliardi. La ripartizione geografica vede il Mezzogiorno assorbire circa il 50 % degli investimenti totali (875 miliardi) e oltre il 90 % di quelli destinati a nuove iniziative (20).

Forme di finanziamento. Il gruppo I.R.I. si approvvigiona dei fondi necessari al suo funzionamento e alla sua espansione in modi che ricalcano la sua natura pubblica e nel contempo aperta al mercato privato. Il fondo di dotazione (cioè i capitali che lo stato ha stanziato per l'I.R.I. fino al 1975) ammonta a 1.805,4 miliardi; accanto a questa forma pubblica di finanziamento il gruppo, a tutto il 31 dicembre 1972, aveva in circolazione 1.457,1 miliardi in obbligazione e in essere mutui per 3.398,8 miliardi, cioè capitali reperiti sul mercato finanziario. Inoltre le società del gruppo reperiscono mezzi finanziari a breve termine per 822,6 miliardi presso le loro banche (Credito Italiano, Banca Commerciale, Banco di Roma, ecc.) e per 1.439,3 miliardi presso altre banche (21). Nel 1973 cospicua è stata la capacità di autofinanziamento che è stata di 610 miliardi cioè il 29 % circa del fabbisogno finanziario del gruppo.

Bilancio costi-ricavi. Pur presentando un avanzo netto di gestione, per il '73, di 5,5 miliardi a livello della *holding* madre (22), il gruppo I.R.I. ha una gestione complessiva certamente deficitaria. E' un giudizio corrente, anche se non ci è riuscito di trovare in nessuno studio d'economista una quantificazione di questa eccedenza dei costi sui ricavi nell'insieme del gruppo. Nè d'altro canto è agevole districarsi tra le pieghe di bilanci societari fatti spesso più per camuffare i risultati della gestione che per esplicitarli. L'apparente contraddizione tra l'avanzo netto di bilancio e l'asserita gestione reale deficitaria si spiega con il fatto che mentre entrano nel bilancio della *holding* tutti i dividendi delle società attive, una parte difficilmente misurabile ma certo elevata delle ingenti perdite delle società passive viene «passata», direttamente o indirettamente, allo Stato. Clamoroso e significativo è il caso della Finmare che ha avuto un disavanzo di 77 miliardi al 30 giugno 1973 e 174 al 30 giugno 1974 (23). Il disavanzo è stato sinora regolarmente ed integral-

(20) Petrilli, cit.

(21) Petrilli, cit.

(22) Un profito in ogni caso miserissimo, pari a meno dell'un per mille del fatturato consolidato.

(23) Fonte: Bilanci Finmare 1973 e 1974.

mente pagato dallo Stato, che di tasca sua ha saldato direttamente i deficit aziendali delle quattro società di navigazione della Finmare.

Dopo questa sommaria visione d'insieme, consideriamo, sempre per sommi capi, alcune delle maggiori imprese del gruppo.

Italsider S.p.A. E' la società che nel 1973 ha realizzato il più alto fatturato (1.048,1 miliardi di lire). Produce acciaio, laminati e fabbricazioni connesse. E' la «big» della Finsider, con stabilimenti sparsi in molti centri italiani, ed occupa una posizione rilevante all'interno della strategia del gruppo. In genere gli investimenti (a fine 1972 le immobilizzazioni erano di 2.331 miliardi) della società sono dettati più da esigenze politiche generali che da necessità unicamente economiche, essa è inoltre un grosso serbatoio per la mano d'opera e non solo in meridione.

Il capitale e le riserve dell'Italsider ammontavano a fine 1972 a 311,7 miliardi e nello stesso esercizio aveva conseguito una perdita di 16,9 miliardi (24).

S.I.P. Società Italiana per l'esercizio telefonico. E' la società che gestisce tutte le linee telefoniche italiane. Nata nel 1899 come società elettrica dopo il trasferimento all'ENEL nel 1963 dei nuovi impianti, incorpora nel 1964 le società telefoniche esistenti (Stipel, Telve, Teti, ecc.) e diviene il centro monopolistico delle comunicazioni telefoniche. Nel 1973 ha conseguito 842,9 miliardi di ricavi (25). Alla fine del 1972 il capitale più le riserve ammontavano a 605,5 miliardi e aveva realizzato un utile di 36,9 miliardi; nello stesso anno aveva investito 462,5 miliardi, mentre le immobilizzazioni tecniche, sempre a quella data, raggiungevano i 2.803 miliardi. I dipendenti della S.I.P. nel 1972 erano 59.104 unità di cui 36.365 operai telefonisti e 22.739 fra dirigenti e impiegati (26).

Alitalia. Fin dalla sua costituzione (1946) la società è stata sotto il controllo pubblico. Non fa parte di uno dei settori controllati da finanziarie capogruppo: il 75,5 % del suo capitale appartiene direttamente all'I.R.I. Nel corso del 1973 il fatturato

---

(24) Fonte: Italsider bilancio 1972.

(25) Petrilli, cit.

(26) Fonte: S.I.P. bilancio 1972.

della società è stato di 331,9 miliardi (27). Le immobilizzazioni tecniche a fine 1972 ammontavano a 459,7 miliardi, mentre il capitale e le riserve, nello stesso periodo, erano di 51 miliardi, con una perdita di 6,2 miliardi.

L'Alitalia occupa quasi 15.000 dipendenti (28).

Alfa Romeo. La seconda industria di autovetture dopo la FIAT, ha conseguito nel 1973 un fatturato di 429,5 miliardi (Alfa Romeo + Alfa Sud), e ha prodotto 208.000 autoveicoli che rappresentano quasi il 20 % della produzione italiana, vendendone 205.700 di cui 125.700 in Italia e 80.000 all'estero. Le immobilizzazioni alla fine del 1973 erano di 358,3 miliardi e nel corso dello stesso anno i nuovi investimenti sono stati di 37,3 miliardi. Alla fine del 1973 il capitale e le riserve ammontavano a 87,1 miliardi, e la società aveva conseguito una perdita di 938,5 milioni. I dipendenti hanno raggiunto le 26.307 unità (29).

S.I.T.-Siemens. La società agisce nel settore dell'elettronica e delle telecomunicazioni. Nel 1973 ha realizzato un fatturato di 193,6 miliardi e un utile di 926 milioni e nel corso dello stesso esercizio ha elevato il capitale sociale a 20 miliardi mentre il totale delle riserve ammonta a 3,8 miliardi. Gli impianti nel 1973 hanno raggiunto la quota di 47,3 miliardi; il personale occupato era di 28.200 unità (30).

L'I.R.I. nella realtà sociale e politica italiana

Abbiamo visto quali sono e quali dovrebbero essere le funzioni economiche dell'I.R.I. (la primitiva funzione di «salvataggio» integrata e man mano sostituita dalla funzione di sviluppo coordinato delle partecipazioni statali come strumento di politica economica). Sin dall'inizio però alle finalità ed alle funzioni economiche attribuite all'I.R.I. si aggiunsero altre finalità ed altre funzioni sociali e politiche. D'altronde già i concetti di «salvataggio» e di intervento pubblico nell'economia sconfinano palesemente nel campo politico e sociale.

(27) Petrilli, cit.

(28) Fonte: Alitalia, bilancio 1972.

(29) Fonte: Alfa Romeo, bilancio 1973.

(30) Fonte: S.I.T. Siemens, bilancio 1973.

In tale campo, oggi, a quarant'anni dalla sua fondazione l'I.R.I. (e più in generale l'impresa pubblica) svolge alcune funzioni fondamentali per il sistema tardo-capitalistico italiano ed in particolare per la sua gestione politica democristiana.

Intanto l'impresa pubblica mantenendo certi tassi occupazionali anche nei momenti di crisi attutisce l'impatto della disoccupazione e quindi delle tensioni sociali laceranti in un Paese dove gli squilibri regionali e settoriali e mille altre cause minori già creano forti tensioni. L'I.R.I. perciò (e le altre imprese pubbliche e ancor più la mastodontica macchina burocratica statale e parastatale) svolge un ruolo di raffreddamento del conflitto di classe, anche attraverso una certa «corruzione» dei lavoratori, molti dei quali vengono assunti attraverso una pratica clientelare e ai quali vengono assicurati certi «privilegi» rispetto al settore privato.

Le principali funzioni dell'I.R.I. extra-economiche, tuttavia, non riguardano tanto i bassi livelli d'impiego quanto i più elevati gradi gerarchici aziendali e di gruppo. Attraverso una gestione accorta delle assunzioni e delle promozioni e delle nomine ai livelli dirigenziali dell'I.R.I., la Democrazia Cristiana si è assicurata un ambito di sottogoverno che le ha sinora permesso di «premiare» la fedeltà politica, di ricavare importanti fonti di finanziamento per il suo apparato partitico, di sviluppare un «suo» potere economico in appoggio al suo potere politico. Un potere non indifferente, si badi bene, formato di «feudi» in grado di reggere e superare il confronto con i più grossi gruppi industriali e finanziari privati. Non è un caso che la D.C. non abbia mai mollato, neppure per un attimo, il Ministero delle Partecipazioni Statali. Non è un caso che la «mappa» delle cariche presidenziali nell'impresa pubblica ricalchi la «mappa» delle correnti e sotto-correnti D.C.

Attraverso lo sviluppo continuo dell'I.R.I. (e più in generale dell'impresa pubblica) s'è così venuta man mano creando, soprattutto a partire dagli anni '60, una «borghesia di stato» (com'è recentemente invalso l'uso di chiamarla sulla stampa italiana) che è tutt'uno con la Democrazia Cristiana (che a sua volta, dopo trent'anni di esercizio ininterrotto del potere ha finito quasi con l'identificarsi con lo stato italiano). La presenza al governo dei socialisti, dei socialdemocratici e dei repubblicani non ha comportato altro che la concessione ai *partners* di una compartecipazione minoritaria al sottogoverno (e quindi anche dell'I.R.I.).

Questa «borghesia di stato», tuttavia, specialmente negli ultimi anni, è venuta maturando una sua autonomia in quanto classe dirigente aziendale con volontà (o velleità) manageriale efficentistica che cozza con la dipendenza meccanica dal potere politico. Fatta salva cioè la fedeltà al sistema (e forse anche alla D.C. finchè lo rappresenta), i dirigenti dell'impresa pubblica tendono a costituirsi in gruppo (o meglio gruppi) di potere economico e di pressione sul potere politico, il rapporto impresa pubblica-potere politico sembra cioè oggi assai più di reciproca influenza che di dipendenza meccanica. Anche se la prima continua ad essere area privilegiata di sottogoverno clientelare-parassitario per il secondo.

I padroni dell'I.R.I.

NON E FACILE identificare concretamente i «padroni» della grande *holding* statale italiana. Anche perchè quella «nuova classe» cui essi palesemente appartengono e di cui parleremo ancora più avanti, è una categoria socio-economica non ancora studiata a sufficienza e non definita nè definibile per ora se non a grandi linee.

Riconsiderando brevemente l'assetto e la politica dell'I.R.I. si può arrivare ad una approssimativa identificazione di coloro che in esso detengono il potere e si avvantaggiano dello sfruttamento del lavoro. Abbiamo visto che le finanziarie settoriali e le singole imprese di maggiori dimensioni godono di un'ampia autonomia nei confronti della *holding*-madre. Abbiamo visto come il Ministero della Partecipazioni Statali (e più in generale il governo) abbia scarso potere di controllo sull'I.R.I. nel suo complesso ed ancor meno nelle sue articolazioni (31). E' dunque ai vertici della *holding*-madre, delle finanziarie settoriali e delle principali imprese che vanno ricercati i padroni dell'I.R.I.

Qui, ai vertici dirigenziali (consigli di amministrazione, direzione e collegi sindacali) troviamo una commistione di

(31) Il che non contraddice l'asserita connessione simbiotica tra potere politico ed élite dirigenziale dell'impresa pubblica. Una simbiosi fatta di connivenze, favori, ricatti, corruzione reciproca.

elementi politici, manageriali (o tecnocratici) e burocratici (32). Comunemente, come s'è detto in altra parte, il presidente ed il vice-presidente dei consigli di amministrazione sono nominati per «meriti politici», secondo una prassi clientelare consolidata che attribuisce alla D.C. gran parte della «torta» ed ai suoi *partners* governativi poco più delle briciole.

La loro funzione, nonostante il «prestigio» e le non indifferenti prebende che le cariche comportano, è spesso puramente formale per quanto riguarda l'effettiva gestione societaria.

La figura che di norma più conta nei consigli in termini di potere decisionale è l'amministratore delegato. E' all'amministratore delegato infatti, e/o al direttore (spesso le due figure si assommano) che viene demandata la più gran parte delle scelte di gestione. Così essi assorbono di fatto i poteri decisionali del consiglio, che viene sempre più spesso ad assumere funzioni notarili e di ratifica del loro operato e delle loro decisioni.

Amministratori delegati e direttori presentano spesso, in armonia con la loro funzione, caratteristiche *manageriali*. Essi provengono per lo più dagli *staff* dirigenziali aziendali (dell'I.R.I. o comunque dell'impresa pubblica). E' in queste figure che si concentra la componente tecnocratica.

La componente burocratica è invece riscontrabile nelle funzioni della maggior parte dei consiglieri (pressochè privi, come si è visto, di vero potere decisionale) e dei membri dei collegi sindacali. Quasi tutti questi ultimi ed una buona parte dei primi appartengono all'alta gerarchia amministrativa societaria o ministeriale.

Va notato, tuttavia, che alla distinzione sistematica da noi adottata, per esigenze analitiche, tra elementi burocratici, tecnocratici e politici del potere non corrisponde affatto una altrettanto netta suddivisione delle persone ai vertici delle im-

(32) Usiamo qui una distinzione terminologica tra burocrazia e tecnocrazia cui l'uso corrente, con la sua confusione e contraddittorietà, dà solo una parziale giustificazione. Per tecnocrati o managers intendiamo i dirigenti che esercitano un potere decisionale di tipo imprenditoriale (affiancandosi al capitalista o sostituendolo in questa funzione), a ciò abilitati dalla conoscenza dei processi produttivi e/o (nel caso di imprese operanti in regime di mercato o di «quasi-mercato») delle tecniche commerciali. Per burocrati intendiamo i dirigenti che amministrano il potere, più che esercitarlo, attraverso una «routine» decisionale, attraverso l'applicazione di norme e direttive prestabilite dal potere politico o «imprenditoriale».

prese pubbliche. In realtà si ha spesso una presenza contemporanea nelle stesse persone dei tre aspetti, con *prevalenza* dell'uno, dell'altro o dell'altro ancora. Inoltre la stessa persona può svolgere un ruolo burocratico in una o più società ed una funzione tecnocratica in una o più altre, il tutto magari condito da elementi di sottogoverno politico (33). Si tratta cioè, di tre modi di essere di uno stesso gruppo sociale. Tre forme di potere dirigenziale, tre mod idi ordinare i criteri decisionali secondo valori parzialmente contraddittori, così come parzialmente contraddittoria è la natura ibrida privato-statale dell'I.R.I.

Alle scelte decisionali di tipo tecnocratico sono sottesi criteri di efficienza e di economicità aziendale, secondo parametri «quasi-mercantili». Alle scelte di tipo burocratico presiedono criteri di aderenza alle direttive ministeriali ed alle norme di comportamento «prestabilite»; a quelle di tipo politico, criteri d'interesse «pubblico» (cioè della classe dominante nel suo insieme o di gruppi di potere al suo interno). Tutte e tre le componenti del potere considerate tendono poi, ovviamente, a tutelare e sviluppare le proprie prerogative di gruppo sociale ed i propri privilegi.

Cemento unificante dei «borghesi di stato» è la comune formazione e provenienza di gran parte di essi (carriera effettuata nell'ambito dell'impresa pubblica) ed il fitto intrecciarsi di presenze reciproche nei consigli di amministrazione. Cosicchè ritroviamo gli stessi nominativi sparpagliati per numerose società I.R.I. o per altre imprese pubbliche (34) in un viluppo di interessi aziendali e personali e politici. I «padroni» delle imprese pubbliche vengono così a costituire un gruppo sociale abbastanza compatto (nonostante le rivalità personali e di *clan*) ed omogeneo, con limitati scambi da un lato con il *management* delle imprese private e dall'altro con l'amministrazione statale, cioè con gli altri gruppi sociali più simili.

Come si appropria dei frutti dello sfruttamento questa tecno-burocrazia I.R.I., questa «borghesia di stato»? Esatta-

---

(33) A titolo esemplificativo ricordiamo l'«onerevole» (democristiano, naturalmente) Giorgio Tupini, presidente ed amministratore delegato della Finmeccanica, consigliere dell'Alfa Romeo e della Fincantieri, eccetera.

(34) Consideriamo, sempre a titolo essemplificativo, il caso di Pietro Sette, presidente dell'E.F.I.M., presidente della Finanziaria Breda (EFIM), consigliere dell'E.N.I., consigliere del Banco di Roma (IRI), ecc.

mente come l'alta burocrazia statale e come i managers delle grandi imprese private, assieme ai quali essi costituiscono la «nuova classe» padronale emergente, cioè attraverso gli elevati compensi (stipendi, premi vari, «servizi», emolumenti per cariche societarie, ecc.) che essi stessi si fissano.

Questi compensi, cioè questo modo con cui i «nuovi padroni» si appropriano di una fetta percentuale privilegiata della ricchezza prodotta dal lavoro, nel caso particolare dei *managers* privati possono essere economicamente visti come profitti aziendale mascherati. Nel caso invece delle imprese pubbliche ed a partecipazione statale (che più ancora vivono le contraddizioni di una realtà economica che è in parte capitalistica ed in parte già post-capitalistica) i compensi tecno-burocratici possono essere considerati solo in parte (per quello che in essi si riflette ancora dei meccanismi mercantili) come profitti ed in parte piuttosto come veri e propri diritti di prelievo sulla ricchezza prodotta non a livello aziendale, ma nazionale.

E' da notare che i compensi dei *managers* pubblici mediamente equivalgono a quelli dei *managers* privati, anche se lo stato regolarmente pareggia i bilanci con miliardi o decine di miliardi a fondo perso. D'altronde anche l'attivo di bilancio di tante grandi imprese private è riconducibile solo a finanziamenti agevolati o commesse pubbliche od altre forme di elargizioni statali...

Abbiamo trascurato, volutamente, di considerare gli azionisti tra i «padroni» dell'I.R.I., innanzitutto perchè gli azionisti privati detengono nell'insieme una percentuale nettamente minoritaria del capitale sociale delle imprese dipendenti dalla *holding* pubblica. Inoltre solo in casi rari, e tutto sommato marginali, la loro presenza azionaria è significativamente rappresentata nei consigli di amministrazione ed in casi ancora più rari (praticamente riconducibili alle partecipazioni FIAT) con qualche effettivo potere decisionale.

La questione della presenza e del peso del grupo FIAT in alcune società del gruppo I.R.I. è una questione interessante perchè indicativa di come l'economia mista italiana veda strettamente connessi aspetti privati e statali, soprattuto in quella «zona di frontiera» tra gli uni e gli altri che è l'I.R.I., e di come i colossi privati ed i colossi pubblici finiscano, in un viluppo d'interessi comuni, con l'assomigliarsi più di quanto non differiscano. Ma la sua analisis ci porterebbe lontano.

Modello europeo

ABBIAMO definito la funzione dell'I.R.I. come nazionalizzazione all'italiana. All'italiana in senso proprio, in quanto le partecipazioni azionarie statali su vasta scala hanno visto la luce in Italia prima e più che altrove. All'italiana anche nel senso figurato, assunto da qualche anno, con riferimento ad un modo tutto particolare con cui si affrontano gli aspetti problematici della realtà in un paese contraddittorio come l'Italia, in cui coesistono aspetti sociali economici e psicologici medievali e post-industriali, bigotti e scettici, europei e levantini, dove non solo i costumi, ma anche il gioco del potere assume di conseguenza caratteri contradditori, dove il compromesso è talora positivamente ingegnoso, più spesso negativamente furbesco, quasi mai veramente risolutore.

Nel caso dell'I.R.I. è difficile dire con certezza se il compromesso è un marchingegno *funzionale* o un «pasticciaccio» *funzionante*. Se cioè questa forma di intervento statale nell'economia, sia legata alla particolare realtà italiana oppure generalizzabile agli altri paesi tardo-capitalistici. A nostro avviso, la seconda alternativa è più probabile. Intanto, il fatto che l'I.R.I. sia sopravvissuta, in tutta la sua dinamica vitalità, al regime fascista indica che la forma particolare di compromesso strutturale di cui è portatore non era propria di una formula politica contingente, ma di una più generale realtà socioeconomica. Inoltre e soprattutto, il fatto che l'I.R.I. sia servita e serva di modello ad altri paesi europei per enti analoghi esistenti od in fase progettuale, indica ancor più chiaramente che il «compromesso» I.R.I. è utilmente applicabile al di fuori della peninsola italiana.

La più vecchia, ampia e fedele imitazione dell'I.R.I. è la spagnola I.N.I. Ciò non stupisce, naturalmente, data la analogia dei regime politici che diedero i natali alle due *holding*. Istituita nel 1941, ad immagine e somiglianza dell'I.R.I., l'I.N.I. controlla centinaia di società (il 70 % delle imprese pubbliche spagnole) attraverso partecipazioni azionarie dirette o indirette. Le imprese controllate dall'I.N.I. impiegano 205.000 lavoratori dipendenti e producono il 13 % del valore aggiunto dell'industria spagnola. In alcuni settori specifici la presenza dell'I.N.I. è ancor più massiccia. Ad esempio l'I.N.I. produce (dati '71) il 34,3 % del petrolio grezzo e raffinato, il 27,6 % di fertilizzanti

azotati, il 40 % dell'acciaio, il 58,7 % dell'alluminio, il 73,6 % delle costruzioni navali, il 56,6 % delle automobili... (35).

Anche l'I.N.I., come l'I.R.I., ha vissuto una crescita progressiva più che proporzionale allo sviluppo totale dell'industria spagnola. Il peso dell'I.N.I. nell'economia iberica viene sottolineato da due dati significativi. Primo dato: delle 20 maggiori imprese industriali spagnole (escluse quelle a capitale straniero maggioritario), nove sono del gruppo I.N.I. Secondo dato: mentre solo lo 0,44 % delle imprese spagnole ha più di 250 dipendenti, il 2,44 ne ha tra 50 e 250 ed oltre il 97 % ne ha meno di 50, le corrispondenti percentuali per le imprese I.N.I. sono del 73,3 %, del 16,7 % e dello 0,0 % (36). La partecipazione statale riguarda dunque la grande industria nel cui ambito la presenza pubblica è fondamentale.

Se l'I.N.I. è nata fascista, como l'I.R.I. (ma si può ragionevolmente ritenere che essa abbia le carte in regola per sopravvivere al regime che l'ha tenuta a battesimo, como la consorella *holding* italiana) altre «I.R.I.» stanno nascendo, in Europa, sotto regimi di vario colore, ma indiscutibilmente non fascisti (non in senso proprio, per lo meno).

Così, ad esempio, nella Germania Federale, da un paio d'anni è in attesa di approvazione legislativa un progetto governativo per trasformare una delle principali società per azioni a controllo statale, la *Viag-Vereinigte Industrieunternehmungen AG*, in società base per una *holding* federale (*Bundes-holding*) che coordinerebbe l'intervento pubblico nelle imprese industriali. Una specie di I.R.I., appunto, che consentirebbe di gestire in modo organico buona parte della notevole partecipazione azionaria pubblica tedesca (37).

In Francia, dove le partecipazioni statali interessano oltre 2.000 società sia direttamente sia indirettamente attraverso

---

(35) Fonte: Instituto de Estudios Fiscales, **La Empresa pública industrial en España, Madrid 1973.**

(36) Fonte: Instituto ..., cit.

(37) In Germania le imprese in cui la presenza pubblica è maggioritaria costituiscono, in termini di capitale sociale, oltre il 20 per cento delle società per azioni e quasi il 10 % di quelle a responsabilità limitata. (Fonte: G. Cozzi - G. Olmeda, **La presenza delle imprese pubbliche nei paesi della C.E.E.**, Quaderni di Politica ed Economia, Nov.-Dic. 1972.)

imprese nazionalizzate (38), è stato istituito in anni recenti l'*Institut de Développement Industriel* (I.D.I.) una *holding* pubblica sperimentale, che riprende la formula dell'I.R.I. e mira a promuovere la ristrutturazione industriale ed a rivalutare il ruolo imprenditoriale dello stato.

In Inghilterra, dove sinora la presenza dello stato nell'economia ha assunto quasi esclusivamente la forma delle nazionalizzazioni è prevista nel programma governativo (era nei programmi elettorali laburisti ed è stato confermato dal «discorso» inaugurale di Wilson al Parlamento) la creazione di un *National Enterprise Board* (N.E.B.) il quale si rifà anch'esso esplicitamente al modello I.R.I., che un comitato di economisti ha studiato attentamente.

Anche un comitato d'esperti svedesi ha studiato la «formula» I.R.I. e non è da escludersi che possa essere applicata anche alla prevista ristrutturazione dell'intervento statale nell'economia svedese. Una *holding* pubblica, la Starfônetag, é gia operante en Svezia. Possede o controlla una trentina de aziende produttrice di minerali di ferro, carta, macchinarie, ecc.

La nazionalizzazione «all'italiana» sembra dunque destinata a divenire una nazionalizzazione «all'europea».

Tra potere politico e potere economico

IL «SEGRETO» del successo della formula I.R.I. sta nella sua capacità di realizzare attravero i cento, i mille rivoli delle partecipazioni azionarie, una statalizzazione progressive dell'economia quasi inavvertita ed indolore. Indolore per i capitalisti. Essa, cioè, si adatta perfettamente alle società europee in cui devono coesistere, senza insanabili antagonismi, sia elementi capitalisti sia elementi post-capitalisti.

Con la sua logica insieme capitalista e statale, mercantile e programmatoria, borghese e tecnoburocratica, la *holding* pubblica è il «luogo» ideale di incontro tra «vecchi» e «nuovi» padroni, tra imprenditori-*managers* e *managers*-imprenditori, tra capitalisti, cioè che per soppravvivere nella fase di transizione vanno trasformando il loro ruolo, e tecnoburocrati espressi da una società ancora mercantile in gran parte (anche se si

(38) Se alle partecipazioni si aggiungono le altre forme di intervento si trova che lo stato francese controlla un terzo circa di tutte le attività economiche nazionali. (Fonte: G. Cozzi - G. Olmeda, cit.)

tratta di un mercato già abbondantemente «violentato» dall'evoluzione oligopolistica e monopolistica dell'economia).

E' una formula di statalizzazione indolore (per i capitalisti) non solo per motivi «ideologici», beninteso, ma anche per motivi terribilmente pratici. La «irizzazione» infatti procede tramite interventi in quei settori che man mano vengono disertati dal capitalismo privato (generalmente dopo un intenso saccheggio) perchè non più redditizi in termini di profitto. L'intervento dell'I.R.I. (e delle altre forme di partecipazione statale) consente così al capitalismo imprenditoriale di spostarsi via via in aree ancora suscettibili di assicurare profitti rapidi ed elevati. Senonchè, il servizio che lo stato ed i suoi «nuovi padroni» forniscono al tardo-capitalismo è un frutto avvelenato, una lenta eutanasia suicida-omicida. Infatti l'area pubblica (di sfruttamento tecnoburocratico) si va costantemente estendendo e parallelamente restringendo l'area di libero tradizionale sfruttamento capitalistico. Quando l'I.R.I. (o una *holding* pubblica affine) acquisisce nuove partecipazioni in settori deboli od in imprese dissestate da una gestione bancarottiera fanno sì un servizio al capitalismo, ma un servizio funebre.

D'altro canto si tratta, per i capitalisti, di una allegra morte al rallentatore, ricca ancora per lungo tempo, se tutto va bene (o male, a seconda dei punti di vista), di numerose occasioni di sfruttamento e nel corso della quale c'è la possibilità per loro o per i loro figli di trasformarsi in tecnoburocrati, riproducendo il privilegio di classe in nuova forma. Niente male neppure per i «nuovi padroni», che nell'I.R.I. si insediano e moltiplicano e rafforzano il loro potere e privilegio. Meglio forse di bruschi rischiosi sconvolgimenti socio-economici che possono mettere in moto forze rivoluzionarie difficilmente controllabili. Meglio evitare un'improvvisa bancarotta del capitalismo, meglio sostituirvi una liquidazione fallimentare graduale con un lungo periodo di «gestione controllata». I più adatti curatori fallimentari della borghesia capitalistica sembrano per l'appunto i «borghesi di stato» dell'I.R.I. (ed enti affini), che si muovono proprio nel mezzo tra il polo politico del potere e quello economico, preannunciando forse una moderna versione dell'indiviso potere politico-economico di tipo feudale (39).

---

(39) «(...) La fusione istituzionale del potere politico e del potere economico costituisce, dunque, la regola storica che sostanzialmente nega espressione concreta, su larga e su base stabile, alla netta contrapposizone concettuale tra i due poteri. Questa regola conosce però un'eccezione di primissimo ordine, costituita dall'impostazione tra i due poteri nell'ambito della società

Tutti contenti, vecchi padroni e nuovi ed anche in parte gli sfruttati, in cui gli sforzi concomitanti della propaganda comunista ed anti-comunista hanno inculcato l'equazione statalizzazione=socialismo e che comunque preferiscono essere «irizzati» piuttosto che licenziati.

Tutti *quasi* contenti. Da qualche tempo, proprio in Italia, sua patria, l'I.R.I. comincia a soffrire di fenomeni di disaffezione. Insigni economisti «scoprono» che l'I.R.I. costa molto cara ad un'economia per molti versi debole come quella italiana. Il P.C.I. ritiene necessario per l'equilibrio economico e sociale fermare per qualche tempo le «irizzazioni» e più in generale l'espansione del settore statale dell'economia. *Last but not least,* un numero crescente di lavoratori dipendenti, di operai e di impiegati di livelli esecutivi, di sfruttati della *holding* pubblica, va scoprendo che i padroni di stato non sono tutto sommato molto meglio dei padroni privati. E' forse significativo il fatto che negli ultimi due tre anni, a Milano, le due aziende in cui più vigorosi e frequenti si sono manifestati episodi di lotta extra-sindicale siano l'Alfa Romeo e la SIEMENS. Proprio due società del gruppo I.R.I.

---

occidentale post-rinascimentale (...). La crisi matura già negli ultimi decenni dell'Ottocento, ma è in pieno sviluppo nel nostro secolo. La separazione istituzionale dei poteri si rivela, retrospettivamente, come un grande esperimento fallito (...). Ma qual'è la nuova formula? Sul piano logico (come su altri piani) sembra debba trattarsi di una nuova **fusione** dei poteri, di un riconoscimento istituzionale dei loro accavallamenti di fatto. Ma une fusione è possibile, per soci dire, a partire dall'uno o dall'altro polo (....) Nell' un caso (fusione al polo politico) si tratterebbe di concentrare nelle mani di una **élite** formatasi inizialmente e percipuamente sul terreno politico anche i poteri economici; nell'altro caso (fusione al polo economico), di investire i poteri e di responsabilità politiche un personale dirigente emerso inzialmente nella sfera economica, (...)». G. Poggi, **Considerazioni sul rapporto tra potere politico e potere economico nelle società occidentale,** Il Mulino, dic. 1972.

Résumé

L'I.R.I. (Institut de Reconstruction Industrielle), le gigantesque holding *public italien, qui se situe par ses dimensions aux tous premiers rangs dans le classement des grandes sociétés européennes (la première place par le volume de main d'œuvre, la troisième pour le chiffre d'affaire), fournit un cas intéressant de l'intervention d'Etat dans l'économie, grâce à laquelle s'étend et se renforce simultanément la nouvelle classe dominante qui remplace progressivement la bourgeoisie capitaliste : la techno-bureaucratie.*

Le «modèle» I.R.I. (participation d'Etat à l'actionnariat — majoritaire ou minoritaire de contrôle — d'un grand nombre d'entreprises des secteurs-clés de l'économie, coordonnées grâce a un holding *d'ensemble et à une série de* holdings *par branches), a été appliqué en Espagne avec l'I.N.I., et nous le retrouvons à l'état d'expérience ou de projet aussi bien en France (avec l'I.D.I.), qu'en Allemagne (avec le* Bundesholding*), et en Grande Bretagne (avec le N.E.B.)... Une analyse de l'I.R.I. présente donc un intérêt qui dépasse la réalité socio-économique italienne et illustre les tendances en Europe d'un capitalisme au terme de son évolution, celles des structures et méthodes selon lesquelles il semble que s'opère le passage indolore de l'exploitation capitaliste à l'exploitation techno-bureaucratique.*

Dans la présente étude, après une brève histoire du holding *étatique italien, depuis sa fondation à l'époque fasciste jusqu'à sa refonte en période «démo-chrétienne», et à la suite d'une analyse de ses structures, il est présenté une interprétation des fonctions économiques, sociales et politiques de l'I.R.I. et de la nature de ses «patrons».*

Resumen

El I.R.I. (Instituto de Reconstrucción Industrial), gigantesco «holding» público italiano, se sitúa por sus dimensiones en las primerisimas filas de las grandes sociedades europeas (el primer lugar en cuanto a volumen de mano de obra, la tercera en cuanto a volumen de ventas), y representa un ejemplo interesante de la intervención del Estado en la economía, mediante la cual se extiende y refuerza a la vez la nueva clase dominante que se sustituye paulatinamente a la burguesía capitalista: la tecno-burocracia.

El «modelo» I.R.I. (participación del Estado en las acciones —ya sea mayoritaria o minoritaria de control— de un gran número de empresas de los sectores clave de la economía; coordinada a través de un «holding» central y de una serie de «holdings», por ramas de industria), ha sido aplicado tanto en España con el I.N.I., como en Francia, a nivel experimental (el I.D.I.); o en Alemania (con el Bundesholding*) o en Gran Bretaña (el N.E.B.)... Un análisis del I.N.I. presenta por lo tanto un interés que supera la realidad socio-económica italiana e ilustra las tendencias europeas de un capitalismo que llega al término de su evolución; en las que a través*

de un cambio de métodos y estructuras puede que se produzca una transformación paulatina de la explotación capitalista en explotación tecno-burocrática.

El presente ensayo, tras una breve historia del «holding» estatal italiano, desde su fundación en la época fascista hasta su puesta al día en el período «demo-cristiano» presenta, tras un análisis de sus estructuras, una interpretación de las funciones económicas, sociales y políticas del I.R.I., así como de la naturaleza de sus «patronos».

Summary

The huge Italian public holding company, I.R.I. (Industrial Reconstruction Institute), which ranks by its size among the greatest European societies (Ist rank as regards man-power, 3rd rank as regards turn-over) provides a very interesting example of the interference of the State in the economy through which the techno-bureaucracy, the new ruling class progressively replacing the capitalist bourgeoisie, both spreads and grows stronger.

A general holding and a series of branch-holdings coordinating State interests in the major or checking minor shareholding of a great many firms in the key-spheres of the economy: this is the I.R.I. «pattern». It has been applied in Spain with the I.N.I. and we find it again, though as an experiment or a project, in France (with the I.D.I.) as well as in Germany (with the Bundesholding*) and Great Britain (with the N.E.B.)... It is therefore interesting to analyse the I.R.I. in so far as it trascends the Italian economic and social context and exemplifies the tendancies of a European capitalism which is near the end of its evolution. They are the tendancies of the structures and methods through which seems to be brought about the painless transition from a capitalist exploitation to a techno-bureaucratic one.*

After a few words about the history of the Italian State holding since its founding in the fascist times up to its reorganization in the «demo-christian» era and after an analysis of its structures, this study tends to explain the economic, social and political functions of the I.R.I. and the character of its «bosses».

Solzhenitsyn's political philosophy

by Paul Avrich

> « *The remedy invented by Lenin and Trotsky, the general suppression of democracy, is worse than the evil it is intended to cure.* »
>
> ROSA LUXEMBURG, 1918

AT THE CLIMAX of *The First Circle,* his great novel of the purges, Alexander Solzhenitsyn describes the arrest in 1948 of a young Soviet diplomat named Innokenty Volodin and his imprisonment in the Liubianka, the central headquarters of the secret police in Moscow. Marched downstairs by a guard, « Innokenty noticed how worn the steps were. He had seen nothing like it in his life. They were now in oval hollows half a step deep, from the sides to the center. He shuddered. In thirty years how many feet must have shuffled here to wear down the stone that way. »

Thirty years. In other words, since 1918. That was when it all began — at the very outset of the Bolshevik dictatorship. Thus, with the publication of *The First Circle* in 1966, we already had a hint of the theme that Solzhenitzyn would develop in *The Gulag Archipelago* : that the system of repression began in the earliest days of the Soviet state ; that the reign of terror was not caused by the paranoia of a single tyrant but was inherent in Bolshevism itself; that Lenin (aided by Trotsky and Dzerzhinsky) was guilty of the same crimes, though on a smaller scale, as Stalin — indeed, that he laid the foundations for what was to follow ; that already in Lenin's time there were thousands of « Ivan Denisoviches » inhabiting the Archipelago of prisons and camps that stretched across the length and breadth of Russia.

It was Lenin, says Solzhenitsyn, who inaugurated the authoritarian regime that Stalin was later to perfect. And his victims, beyond the landowners, officers, and bureaucrats who

were bent upon restoring the tsarist order, included dedicated revolutionaries — Mensheviks, Anarchists, Socialist Revolutionaries — who criticized the Bolsheviks for betraying the true principles of the Revolution and who demanded the restoration of industrial democracy, freely elected soviets, and freedom of speech, press, and assembly, all of which the new dictatorship had suppressed.

Far from being granted political and civil liberties. however, these veteran revolutionaries, many of whom had served in prison under the tsar, found themselves the objects of a determined political manhunt. Denounced as « petty bourgeois and counter-revolutionary elements, » they were caught up in the dragnet of the Cheka, the Bolshevik security police, and condemned anew to imprisonment or exile. Beginning in 1918, their book stores, printing offices, and meeting places were shut down as wave after wave of political arrests swept the country. Even the followers of Tolstoy, who preached the gospel of Christian nonviolence (they refrained, it was said, from killing the very lice they plucked from their beards), fell victim to the repressions, some being shot when they refused to serve in the Red Army during the Civil War of 1918-20, others being banished or imprisoned in the years that followed.

A number of oppositionists — the Menshevik leader Martov, the Left Socialist Revolutionary Natanson, the Anarchist Emma Goldman are examples — were allowed to emigrate to the West or were unceremoniously deported. But the majority were not so fortunate. Thousands filled the jails of Petrograd an Moscow (Liubianka, Taganka, Lefortovo, Butyrki — their names reverberate through Solzhenitsyn's writings), which had been emptied of political offenders after the collapse of the monarchy ; and thousands more were sent to concentration camps or to so-called « political isolators » which were unknown even under the tsars. (One of the most notorious « political isolators » was located in the medieval city of Riazan, where Solzhenitsyn went to live after his own ordeal in prison and exile.)

The ancient monastery on Solovetsky Island in the White Sea was converted into a prison whose inmates staged repeated demonstrations and hunger-strikes and in some cases resorted to self-immolation to protest their unwarranted confinement. Other revolutionaries, as well as ordinary workers and peasants, were banished to penal colonies in Siberia, the Ural

Mountains, and Central Asia, where they were beaten, degraded, and robbed of their self-respect, and where many were doomed to an early death from scurvy, typhus, and consumption. A few, such as the Left Socialist Revolutionary leader Maria Spiridonova, who had spent a decade in tsarist prisons, were placed « for observation » in mental institutions, a technique greatly expanded under the present Soviet leadership.

Letters from imprisoned Anarchists, dating from the Civil War period and now preserved in Western archives, bear such annotations as « shot by Kiev Cheka, » « beaten for resisting forced feeding, » « fate unknown. » Olga Taratuta, for example, released from tsarist prison in 1917, was arrested again by the Bolsheviks, beaten by her jailers in Butyrki, afflicted by scurvy in the Orel « political isolator, » and finally sent into Siberian exile, where she disappeared without a trace. In a letter to Lenin of December 21, 1920, Kropotkin denounced such methods as « a return to the worst periods of the Middle Ages and religious wars. » They have « nothing in common with socialism or communism, » he wrote, but are « survivals of the old order and old deformities of unlimited omnivorous authority. » For Lenin, however, the place for rival revolutionary groups was « behind bars or in exile, » side by side with the White Guards. « Liberty, » he told Alexander Berkman, « is a luxury not to be permitted at the present stage of development. » War was waged on the very idea of libertarian socialism, and democratic tendencies within the Communist Party itself were rooted out. « The time has come, » Lenin told the Tenth Party Congress in March 1921, while rebellion was raging at Kronstadt, « to put an end to opposition, to put the lid on it. We have had enough opposition. »

So the arrests and executions went on. Take the case of Aaron and Fanny Baron, who returned to Russia from America in 1917. In the United States, too, workers and revolutionaries were then being imprisoned for criticizing the policies of the government. Arrests, searches, and deportations were daily occurrences as a Red Scare swept the country comparable to the White Scare in Soviet Russia. Aaron Baron had escaped to America from Siberia after the 1905 Revolution and had spent the early years of World War I in Chicago, where he edited *The Alarm* with Lucy Parsons, the widow of the Haymarket martyr. He and his wife Fanny were arrested and beaten by the Chicago police for taking part in a protest demonstration

of the unemployed. Returning to Russia during the Revolution, Baron became a popular lecturer and writer in the Ukraine and was elected by the Bakers' Union of Kiev to the city soviet During the Civil War he was active in the Makhno movement and in the Nabat (Alarm) Confederation until his arrest by the Cheka in 1920. Locked up in Moscow prison, he was released for a few hours on February 13, 1921, to attend the funeral of Kropotkin, which became a political demonstration against the Bolsheviks. At his mentor's graveside Baron vowed « to cry relentless protests against the new despotism : the butchers at work in their cellars, the dishonor shed upon socialism, the official violence that is trampling the Revolution underfoot. » Later that year Fanny Baron fell victim to the butchers in their cellars. Arrested, beaten, and tortured, she was shot without trial in the Liubianka (that « legendary pit of horror, » Solzhenitsyn calls it in *The First Circle*) together with the Anarchist poet Lev Chorny. Emma Goldman was so outraged by the news that she considered chaining herself to a bench in the hall where the Third Comintern Congress was in session and shouting her protests to the delegates. She was dissuaded by friends, however, and, profoundly disheartedned by the turn the Revolution had taken, decided to leave the country. Aaron Baron, meanwhile, was exiled to Siberia and eventually disappeared in the Great Purge.

So it was that some of the noblest spirits of the Russian revolutionary movement were reviled, arrested, and finally stamped out or driven into exile. The story of their persecution, though previously written and documented by reliable expatriates and scholars — notable examples are *Forced Labor in Soviet Russia* by the well-known Mensheviks David Dallin and Boris Nicolaevsky and *The Guillotine at Work* by Gregory Maximoff, a leading Anarcho-Syndicalist who himself was jailed six times between 1919 and 1921 and finally deported to Germany — was all too often ignored and has long since been forgotten.

It was left to Solzhenitsyn, in *The Gulag Archipelago,* to tell it to a worldwide audience who, aware of his unassailable honesty, will not be inclined to dismiss it as mere anti-Soviet propaganda. With a literary power unmatched in earlier accounts, he has provided a chronicle of arrests, interrogations, and tortures, buttressed with evidence from a wide range of sources (including hundreds of personal interviews) gathered over many years. He cites specific cases, gives dates, times, and

places, names the beaters and killers, and refuses to allow their victims to be expunged from the historical record, to disappear without a trace or care down an Orwellian memory hole.

He shows, above all, that the Gulag Archipelago was not a mere « aberration » caused by Stalin's paranoia. The brutalities of Stalin have often been described as « departures » or « deviations » from the true principles of Leninism. For a time, indeed, Solzhenitsyn himself adhered to this view. In *The Gulag Archipelago* he describes how, as he passed through the prison system, he found himself debating with old Mensheviks, Socialist Revolutionaries, and Anarchists, and defending the policies of Lenin. But during a decade of confinement he revised his picture of the early Soviet regime, indeed of the Revolution itself.

What he had come to understand was that the Archipelago had begun to take shape at the very outset, that since the October Revolution Soviet Russia had been ruled not by justice and morality but by power, brutality, and corruption. He quotes Lenin's demand in 1918 « to purge the Russian land of all harmful insects, » as well as his order in 1922 « to extend the firing squad against all activities of Mensheviks, Socialist Revolutionaries, and others, » who were to be linked in every possible way with « the international bourgeoisie. » That 1974 marks the fiftieth anniversary of Lenin's death goes far to explain the unparalleled attacks on Solzhenitsyn which culminated in his sudden deportation. For to indict Leninism is to question the whole Bolshevik system on which the present regime stands and from which it derives its claim to legitimacy.

When Lenin died in 1924 the active remnants of political opposition had been eliminated or driven underground. He had left behind a centralized and disciplined party which in the name of the noblest ideals of humanity had launched one the greatest tyrannies in history. All the elements existed for the nightmare regime of Stalin, who pushed the system of terror and methods of repression to their ultimate limits. Under Stalin not thousands but tens of millions, like Lara in *Doctor Zhivago,* « died or vanished somewhere, forgotten, as a nameless number on a list which was later lost. » It was a world, wrote Yevgenia Ginzburg, « in which either the spirit was broken and degraded, or true courage born. » As the poet Anna Akhmatova put it, Russia was « writhing, guiltless, under steel-shod boots and the tires of Black Marias. » The victims, of course, included Solzhenitsyn himself. Though twice

decorated for bravery in Second World War, he was seized by the secret police, a number-Shch 262 - was sewn on his cap, chest, thigh, and back, and he spent the next eleven years in prison, labor camps, and exile, from which he emerged an unremitting critic of whole system, both Leninism and Stalinism alike.

We know then what Solzhenitsyn is against. But what is he for? Is there an element of anarchism in his intellectual makeup? Such questions are not easy to answer. Though he has thrown off his earlier Marxism, though he has denounced both Stalinism and Leninism with passionate eloquence, his positive social and political ideas remain unclear. Perhaps, in his new Western environment, he himself is still groping for an answer. Meanwhile, however, some tentative observations can be made.

His outlook, to begin with, does contain a strong libertarian component. Is it mere accident that he was born in the Northern Caucasus, with its population of fiercely independent mountaineers? Or that he was raised in Rostov-on-the-Don. in the heart of Cossack country, where the struggle for autonomy from Moscovite control reaches back to the sixteenth century? Or that his father, though he fought in World War I, was a Tolstoyan whose philosophy made a lasting impression on the son? The Tolstoyan ethical code, based on truth, honesty. and the primacy of individual conscience, echoes through all of Solzhenitsyn's writings. Solzhenitsyn's beard and humble dress, his disdain for material possessions and strongly ascetic style of life, his abiding faith in the Russian people and concern with their suffering are all fundamentally Tolstoyan. In his present surroundings he continues to exhibit a marked ascetic streak and a severe, self-disciplined integrity, without any airs or pretensions, traits that are reflected in his literary work. He has a scorn for gourmets and dandies. He is attached to old clothes and possessions — a battered hat, a threadbare coat, a dilapidated suitcase that he has saved from his days in prison. Even when comparatively well off, after the success of *Ivan Denisovich*, he could not force himself to take a taxi. « He had an aversion to feeling like a lord, » a friend explained.

In his concern for human rights and for the dignity of the individual Solzhenitsyn is profoundly libertarian. As a youth in the early 'thirties he already « sensed the falsity and exaggerated, stifling exaltation of one man, always one man! If he was everything, did it not mean that other men were

nothing ? » How closely this resembles Bakunins' famous lines in *God and the State* : « God being everything, the real world and men are nothing.... God being master, man is the slave. » In later years Solzhenitsyn came to recognize that power and privilege corrupt all who possess them. During the Second World War, he writes, « I ate my officer's butter with pastry, without giving a thought to why I had a right to it, while the rank and file soldiers dit not .... This is what happens when you put epaulettes on people's shoulders ; they begin to feel like little gods. » In his Letter to the Soviet Leaders of September 1973 he condemns the inherent « violence of the state, » and in *The Gulag Archipelago* he calls politicians « boils on the neck of society, preventing it from moving its head and arms. » His own life, indeed, personifies the struggle of the individual against the arbitrary powers of government.

Whom does Solzhenitsyn invoke in his writings as an antithesis to Stalinist repression ? Neither Marx nor Lenin, to be sure. Nor even Bukharin, who, with the publication of a new biography by Stephen Cohen, has been enjoying a revival in the West, but who, for all his attractive qualities, defended the one-party dictatorship and treated his political opponents as unredeemable enemies, devoid of civil or even human rights, to be condemned and crushed at every turn. He invokes, rather, such libertarian thinkers as Tolstoy, and Herzen and Kropotkin, with his concept of mutual aid. Witness the following dialogue in *The Cancer Ward* :

Shulubin : « Young man, don't ever make this mistake. Don't ever blame socialism for the sufferings and cruel years you've lived through. However you think about it, history has rejected capitalism once and for all !... Capitalism was doomed ethically before it was doomed economically, a long time ago.... Nor can you have a socialism that's always drumming on about hatred, because social life cannot be built on hatred. »

Kostoglotov : « You mean Christian socialism, is that right ? »

Shulubin : « It's going too far to call it 'Christian' .... I should say that for Russia in particular, with our repentances, confessions, and revolts, our Dostoevsky, Tolstoy, and Kropotkin, there's only one true socialism, and that's ethical socialism. That is something realistic. »

Shulubin goes on to say that ethics must become the foundation of all social relations, including the rearing of children, scientific research, foreign policy, and economic policy.

« What's that ? » asks Kostoglotov. « Ethics first and economics afterwards ? » « Exactly, » replies Shulubin. Shulubin sees fit to mention Lenin only once, quoting his defense of equal incomes in the *April Theses,* which Lenin proceeded to violate the moment he came to power : « Are you familiar with the *April Theses* ? There's one point I remember. It runs - No official should receive a salary higher than the average pay of a good worker. - That's what they began the Revolution with. »

If these sentiments reflect Solzhenitsyn's own thinking, as they indeed appear to do, then he is an exponent of ethical socialism as opposed the amoral revolutionism of the Bolsheviks. He ranges himself with Herzen and Kropotkin against Lenin, and their like, who, as Kropotkin observed, failed to inspire a true social revolution because they lacked a genuine socialist morality. He sees the Bolsheviks, in effect, as heirs to the tradition of Nechaev, for whom expediency overrode all ethical considerations and for whom decency, honor, and integrity must be cast aside in the name of revolutionary necessity. Solzhenitsyn has no use for Maoist Red Guards or such groups as Black September, which have employed indiscriminate terror and have subordinated means to ends in the name of their particular cause. For Solzhenitsyn, as for Kropotkin, means must be consistent with ends. In his Nobel Lecture of 1970 he denounces the methods of terrorism, blackmail, and torture, of kidnapping and the taking of hostages, as Kropotkin had done fifty years before. « Violence, » he declares, « brazenly and victoriously strides through the world, unconcerned that its futility has been demonstrated and exposed by history many times. It is not simply naked force that triumphs but its trumpeted justification : the whole world overflows with the brazen conviction that force can do everything and justice nothing. Dostoevsky's *Demons,* a provincial nightmare of the last century, one would have thought, are, before our very eyes, crawling over the whole world into countries where they were unimaginable, and by the hijacking of planes, by seizing HOSTAGES, by the bomb explosions, and by the fires of recent years, signal their determination to shake civilization apart and to annihilate it ! To such « violence and lying » Solzhenitsyn opposes « the steadfastness of good » and « the indivisibility of truth. » It is the duty of writers and artists to tell the truth, he declares, for « one word of truth outweighs the world. » One must not try to reconcile « the white rose of truth with the black toad of villainy. » « And they may very well succeed. Young people, being at an age when they have no experience

except sexual, when they have as yet no years of personal suffering and personal wisdom behind them, enthusiastically repeat our discredited Russian lessons of the nineteenth century and think that they are discovering something new. They take as a splendid example the Chinese Red Guards' degradation of people into nonentities. A superficial lack of understanding of the timeless essence of humanity, a naive smugness on the part of their inexperienced hearts — We'll kick out *those* fierce, greedy oppressors, those governors, and the rest (we !), then we'll lay down our grenades and machine guns and become just and compassionate. »

APART from his ethical socialism, Solzhenitsyn is also steeped in the traditions of Slavophilism and Populism, nineteenth-century schools of thought which resemble Tolstoyanism in their idealization of the Russian peasant and their rejection of Western models in favor of native customs and values. Peter the Great, argued the Slavophiles, had diverted Russia from its natural path and set it on an alien course that spelled disaster for the common people. By sheer force and terror Peter had driven the masses forward, harnessed to the needs of the state, which the Slavophiles regarded as an artifical tyranny, extorting taxes, exacting military service, and trampling on popular freedoms and traditions. As Konstantin Aksakov declared, the state was « evil in principle. »

Solzhenitsyn criticizes the Soviet regime in much the same terms. His philosophy, like that of the Slavophiles, reflects a strong nativist resentment against foreign innovations. He echoes their glorification of the Russian village, with its bonds of love and fellowship, their romantic yearning for a pre-industrial past before the corruptions of Westernization and modernization had set in, for a pristine pre-Petrine Russia, with its unity of ruler and people and its indefiled Christianity. Back to nature, back to the soil, back to the simple agrarian life and the virtuous peasants — the Matryonas and Ivan Denisoviches, the Spiridonovs and Blagodaryovs — who inhabit his stories and novels. Like the Slavophiles and Populists, he urges Russia to turn away from the West and to look inward for the solution to its problems. He rejects both capitalism and Marxism, the former as « soulless and mercenary, » the latter as « a dark un-Russian whirlwind that descended on us from the West. » He dreams of a tranquil Russia of handicrafts and farming, with pure air and clean

water, and he calls for a halt to the headlong rush into an urban industrial society which, he predicts, will spell « the joint collapse of our civilization and the West's in the crush and stink of a polluted earth. »

Solzhenitsyn's distrust of parliamentary government is similarly traceable to the Slavophiles and Populists, who saw it as corrupt and alien institution, manipulated by opportunists and hypocrites seeking to safeguard their own interests at the expense of the working people. In his letter to the Soviet leaders of September 1973 he scorns Western democracy as a system that, like Bolshevism, is lacking in moral foundations. He calls instead for a benevolent government « based on genuine concessions and love on the part of the rulers, not only for themselves and those around them, but also for the people. and all neighboring peoples too. »

Solzhenitsyn's Slavophile orientation, his quest for Russia's salvation in its own unique historical traditions sets him sharply apart from many other Soviet dissidents who favor a Western conception of democracy and constitutional freedom. To such men as Andrei Sakharov many of Solzhenitsyn's ideas, religious as well as political, seem outmoded and anachronistic, if not downright reactionary. His exaltation of rural values, his profound religious conviction, and his faith in technical experts, that is, in the very « new class » of whom Bakunin and Machajski had warned, have alienated many wellwishers, both in Russia and in the West, who strongly admire him for his courage and integrity. The same is true of his criticisms of Ramsey Clark and Daniel Ellsberg as traitors to their country, as well as his sympathetic treatment of the Vlasovites, despite their collaboration with Hitler, as the unfortunate victims of Stalinist treachery. At times he has even echoed the Slavophile belief in a « good tsar, » the bearer of justice and mercy as opposed to the Stalinist Antichrist, who will deliver the Russian people from their persecution and suffering. In Nikita Khrushchev, on whose tomb he laid a bouquet of flowers, he saw such a benevolent ruler, a sort of peasant tsar with his earthy popular wit, whose reforms, says Solzhenitsyn, « were undoubtedly governed by genuine emotion, by penitence and open-heartedness. »

MUCH of this is indeed disturbing. Solzhenitsyn's political philosophy, a mixture of Slavophilism, Populism, and ethical socialism with elements of technocracy and benevolent

despotism, is in many ways a throwback to the mineteenth century. Yet to call it reactionary would be misleading. For it is a far cry from xenophobia, anti-Semitism, and philistine obscurantism to which so many Soviet conservative patriots adhere. His disdain for representative democracy, moreover, is part and parcel of a tradition of which Herzen, Bakunin, and Tolstoy were all exponents; and his warnings against unbridled industrial growth and his evocation of the beauty of Russia's ancient villages and towns, now invaded by blocks of ugly apartment houses and the « poisonous internal combustion engine », parallel the arguments of the most enlightened ecologists in the West.

Nor must we forget his uncompromising devotion to moral values or his courageous struggle for the truth. He is not one to lie and deceive, to exploit and oppress, to torture and kill. He is a brave and honorable man at a time when such qualities are rare. « If I had to go to sea again, » a Wobbly sailor told me, « I would want him in my crew. » He has restored the deep humanity and moral fervor that have made Russian literature and the Russian revolutionary tradition so widely admired around the world. A group of Russian dissidents once called him « the mind and conscience of our nation. » His books are not only literary masterpieces but also revolutionary documents. As a living symbol of integrity he is anathema to the ruling establishment.

« For a country to have a great writer, » a character in *The First Circle* remarks, « is like having another government. » Solzhenitsyn has been such a government, « a light within, » to borrow the title of one his own plays, a voice of truth and justice raised against falsehood and repression. « They are afraid of him, » said one of his friends. « His is the voice from *there*. When he speaks they hear the voices of the millions who perished there. And they are afraid. »

Seen in this light, his expulsion from the Soviet Union was not a defeat. It was a victory of freedom over authority, of the individual over the state, of « decency over swinishness, » to use a vivid phrase from *August* 1914. It marks the triumph of the tradition of Kropotkin and Tolstoy over the tradition of Lenin and Stalin. In one of his best stories, *Matryona's House*, Solzhenitsyn describes the main character as that person « without whom no village can stand. Nor any city. Nor all of Russia. Nor the whole world. » Such a man is Solzhenitsyn.

Resumen

El sistema represivo se instala desde los primeros días de existencia del Estado soviético. Este es uno de los temas del Archipiélago Goulag *ya esbozado en el* Primer Circulo. *Soljenitzyn dice que es Lenin quien instauró el régimen autoritario que Stalin iba a perfeccionar más adelante. Toda una generación de revolucionarios y de heréticos de todo tipo, forjada en la lucha contra el régimen zarista fue liquidada. Esto ya se sabía, pero sólo en círculos restringidos. Lo que hace Soljenitzyn es dar a conocer estos hechos a la opinión mundial, no como materia de propaganda anti-soviética, sino como el relato de una serie interminable de testimonios y documentos. El mismo creyó, durante cierto tiempo, que la represión constituía una «desviación», pero su paciente encuesta personal en los campos, cárceles e isoladores le ha convencido que constituye el fruto natural del régimen, y esto desde sus comienzos*

Si está contra el sistema ¿qué defiende? Los derechos humanos y la dignidad del hombre. Desprecia los bienes materiales. Se le puede considerar próximo de Dostoievsky, Tolstoi, Herzen, Kropotkin, pensadores que suele citar. Si es socialista, lo es a partir de una postura moral, opuesta al revolucionarismo amoral de los bolcheviques.

Pertenece a la tradición populista y eslavófila, recelosa para con los modelos occidentales, con cierta nostalgia de la vida y de las virtudes campesinas, con algo de paternalista. Lo que le distingue de muchos otros miembros de la oposición que buscan un modelo democrático en Occidente.

Pero es una voz, un carácter, un hombre. «Porque, se dice en el Primer Círculo, *para un país tener un gran escritor es como tener otro gobierno».*

Résumé

*Le système répressif a commencé à prendre forme dès les premiers jours de l'Etat soviétique. C'est un des thèmes de l'*Archipel du Goulag, *esquissé déjà dans le* Premier Cercle. *C'est Lénine, dit Soljenitzyne, qui inaugura le régime autoritaire que Staline perfectionna par la suite. Toute une génération de révolutionnaires et d'hérétiques de tous genres, qui s'était forgée dans la lutte contre le tsarisme, fut liquidée. Cela se savait, mais dans des milieux restreints. Ce que fait Soljenitzyne, c'est de porter ces faits à la connaissance de l'opinion mondiale, non pas comme matière à propagande antisoviétique, mais comme relation d'une interminable série de témoignages et de documents. Lui-même a cru pendant un temps que la répression était une « déviation », mais sa longue collecte personnelle d'informations dans les camps, prisons et*

isolateurs l'a convaincu qu'elle était fruit naturel du régime, depuis ses débuts.

S'il est contre le système, que défend-il? Les droits humains et la dignité de l'homme. Il méprise les biens matériels. Il est proche de Dostoïevsky, de Tolstoï, de Herzen, de Kropotkine, penseurs qu'il cite. S'il est socialiste, c'est à partir d'une certaine morale, en opposition avec le révolutionnarisme amoral des bolchéviks.

Il appartient à la tradition populiste et slavophile, défiante envers les modèles occidentaux, avec une certaine nostalgie de la vie et des vertus paysannes, et une pointe de paternalisme. ce qui le distingue de nombre d'autres opposants qui cherchent un modèle démocratique à l'Ouest.

Mais c'est une voix, un caractère, un homme, « Car » est-il dit dans le Premier Cercle, *« pour un pays avoir un grand écrivain, c'est comme avoir un autre gouvernement ».*

Riassunto

Il sistema repressivo ha incominciato a prendere forma fin dai primi giorni dello stato sovietico. E uno dei tema del Arcipelago del Gulag, *gia schizzato nel* Primo Circolo. *Fù Lenin, dice Soljenitsyn, che inaugurò il regime autoritario che Stalin perfezionô in seguito. Una generazione intera di rivoluzionari e di eritici di ogni genere, che si era forgiata nella lotta contro il zarismo fù liquidata. Questo si sapeva, ma in ambienti limitati. Soljenitsyn porta questi fatti alla conoscenza dell'opinione mondiale, non nello spirito di una propaganda antisovietica, ma como resoconto di una seria interminabile di testimonianze e di documenti. Lui stesso ha creduto durante un certo tempo che la represione era una «deviazione», ma la sua lunga raccolta personale di informazioni nei campi, prigioni e «isolatori» l'ha convinto que era un prodotto naturale del regime fin dall'inizio.*

Se è contro il sistema, cosa difende allora? I diritti umani e la dignita dell'uomo. Disprezza i beni materiali. Si apparenta a Dostoîevski, Tolstoi, Herzen, Kropotkin, pensatori che cita. Se è socialista, è in funzione di una certa morale, in opposizione al rivoluzionarismo amorale dei bolcevici.

Appartiene alla tradizione populista e slavofila, diffidente verso i modelli occidentali, con una certa nostalgia della vita e delle virtù contadinesche, e una punta di paternalismo. Questo lo differenzia da molti altri opponenti che cercano un modello democratico all'Ovest.

Ma è una voce, un carattere, un uomo. «Poi chè», come è detto nel Primo Circolo, *«per un paese avere un grande scrittore è come avere un altro governo».*

L'emploi du temps

(MARX, BAKOUNINE et ... DUCLOS)

par Marianne Enckell

UN DE MES ESPOIRS, et une des raisons pour lesquelles je me suis faite historienne, c'est que cesse le débat de sourds entre Marx et Bakounine, entre marxistes dogmatiques et bakouninistes frénétiques, et que progressent les questions politiques soulevées il y a plus d'un siècle au sein de l'A.I.T. Trop souvent les disciples font œuvre rétrograde, ânonnant des phrases de leurs maîtres à penser qui ne sont plus que représentation figée. Le débat est trop important pour être laissé aux pattes des bureaucrates et des idéologues officiels : c'est la question de la lutte contre le capitalisme et l'Etat, la question des groupes sociaux sur lesquels se fondera la révolution, la question de la stratégie et de l'organisation historique. Ce n'est pas à coups d'anathèmes entre le divers courants du socialisme que le capitalisme et l'Etat s'effondreront ; ces derniers ont au contraire tout à gagner de la médiocrité des querelles spécieuses de leurs adversaires.

Cela ne veut pas dire que la polémique soit interdite : et quand je lis un ouvrage comme celui de Jacques Duclos, qui en cinq cents pages présente une seule idée et mille contre-vérités, j'ai bien envie de m'y attaquer avec marteau et burin.

Voici, sans plus attendre : l'idée de Duclos, qu'il n'exprime jamais autrement que par allusions et lourds clins d'œil, c'est que Bakounine était un agent du tsar. Comment l'aurait-on laissé en paix autrement, après la Confession délatrice et humiliante qu'il écrivit en prison, et qu'il aurait été si facile à la police tsariste de publier pour mettre fin à la carrière révolutionnaire de Bakounine ?

Argument bien usé, bien léger et bien peu étayé. Avant de le discuter, il faut relever quelques autres points du livre de Duclos, qui répètent des affirmations dont je croyais que l'histoire avait eu raison.

D'abord l'auteur n'est pas historien, et ce serait lui faire mauvaise querelle que de critiquer sa démarche dans les détails. Pourtant, certaines règles auraient pu être observées : l'indication des sources (et non pas de façon folklorique, comme à la p. 143 : « Dans le tome III de ses œuvres, Bakounine... » ou, p. 264, la référence à un article de Marx dans la *Neue Zeit* de 1913-1914), la correction des noms propres (confusion entre le « Catéchisme révolutionnaire » et le « Catéchisme *du* révolutionnaire, Alliance des démocrates socialistes, pour ne pas parler des coquilles), la clarté de la rédaction (p. 64 : « Cette époque fut celle de la formation de la pensée philosophique, politique et économique de Karl Marx, qui, nourrie de la connaissance qu'il avait du socialisme français, de l'économie politique anglaise et de la philosophie allemande, devait créer une situation où, selon Lénine, ' l'on voit passer Marx de l'idéalisme révolutionnaire au communisme '. »).

D'autres notations en disent long sur les méthodes préconisées par Duclos : « Bakounine et ses adeptes... voulaient s'emparer de la direction de la Première Internationale et, s'ils étaient parvenus à leurs fins, une des premières mesures qu'ils auraient prises aurait été d'exclure Karl Marx, Friedrich Engels et les militants qui partageaient leurs conceptions. Comment pourrait-on ne pas comprendre que, dans de telles conditions, le Conseil général de la Première Internationale ait été amené à exclure Bakounine et ses acolytes ? » (p. 312 et, presque dans les mêmes termes, p. 250). Celui qui est gendarme, n'a pas envie d'être pris pour un voleur... Il est bien évident qu'il ne s'agit pas de blanchir Bakounine pour en faire la lumière et de voir en Marx la puissance des ténèbres.

On pourrait s'amuser à compter les points, que nos deux personnages n'en sortiraient pas couverts de gloire : les questions d'argent (Bakounine « emprunte » pour survivre l'argent de la révolution, Marx vit un certain temps sur la plus-value extraite par les ouvriers de l'usine d'Engels), les jugements racistes (Bakounine sur Marx : « Allemand et Juif, c'est un autoritaire de la tête aux pieds » ; Marx sur Bakounine : « Dès qu'un Russe s'infiltre, le diable se déchaîne »), la sexualité (Bakounine est probablement impuissant, Marx fait un enfant à sa bonne), la magouille (tous deux font faire pour les congrès de l'A.I.T. des mandats de délégués d'une authenticité douteuse). Certains sont allés jusqu'à leur imputer les faits et gestes de leurs épigones, les liquidations de traîtres (Netchaiev, et Staline alors), les agents doubles... Travail de flic, d'espion.

Je m'en prends ici aux deux parties : au livre de Duclos, combien d'anars n'ont-ils pas répondu en blanchissant Bakounine, en le sanctifiant, ou en citant des marxistes de pires infâmies ? Et les modestes moyens des périodiques anarchistes, le courage des éditeurs militants malgré leur faible audience, leur refus de la carrière et des bénéfices personnels sont des qualités, certes : pas plus que le nombre d'années de prison, ils ne sont des preuves de la justesse de la cause. Quand un mensuel anarchiste titrait, voici quelques années, « Le vrai visage du marxisme » pour parler des exactions bolchevistes en Hongrie, il ne volait pas plus haut que n'importe quel Duclos.

De ce Duclos-ci, peu de choses dans le gros volume : une centaine de pages sur Bakounine accompagnées de cent cinquante pages de citations, avec en prime la *Confession* en annexe, et suivies de cinquante pages sur l'anarchisme depuis la Deuxième Internationale jusqu'à Cohn-Bendit, l'ennemi dernier. Travail de compilation, en majeure partie fait de textes copiés sans critique (une bonne soixantaine de pages, en outre, sont reprises textuellement d'un ouvrage antérieur du même auteur : *La Première Internationale,* paru aux Editions sociales en 1964 !). Cela a pour résultat que l'exposé historique, les commentaires personnels et les sous-titres mis à part, est conforme à la vérité proposée par l'organe directeur de l'A.I.T. : comme si depuis cent ans les historiens n'avaient pas fait de recherches, comme si rien n'avait été complété, réévalué, réfuté.

Si je songe à la vie de Bakounine, j'y vois deux temps forts : 1848 et l'A.I.T. Dans l'intervalle il est en prison, en exil ; il écrit, par l'infime espoir de pouvoir sortir de la forteresse où il perd ses dents et ses cheveux, la *Confession* au tsar, où les Duclos voient le parangon de l'avilissement et de la trahison.

Comment peut-on se laisser prendre au piège ? Je propose une autre lecture. L'humilité de Bakounine n'est pas contrefaite : il a été formé à l'école des pages, il sait comment on parle au tsar, et qu'il ne sert à rien de se moquer de l'adversaire. Ne rien dire, ou tout dire en sachant que la lutte ouverte est pour plus tard, et par d'autres moyens. Tout dire, sans trahir personne. Les vertus du soldat ne s'oublient pas si aisément.

Alors, qu'un Duclos vous insulte, quelle importance.

Et puis, n'est-ce pas l'occasion d'écrire enfin : les lettres à la famille passent par la censure, ce n'est pas là qu'on pourra faire le point, se remémorer, tâcher d'expliquer le cheminement

de la pensée et de l'action. Bakounine écrit au tsar, mais il se laisse bientôt emporter comme toujours par sa plume, et c'est pour lui-même qu'il écrit ; les courbettes, la coulpe battue à intervalles réguliers servant de contrôle, pour ne pas oublier que c'est l'ennemi qui sera le lecteur.

Et qu'il ne se trompera pas sur la nature de ce long texte. S'adresser au tsar en l'appelant « très gracieuse Majesté », « très miséricordieux souverain » ne dit rien sur la sincérité du parleur (je ne sais jamais comment parler à un prêtre, à un militaire. On dit « Votre Majesté » mais « mon colonel », « mon père ». Les altesses, les éminences sont bien loin de celui qui leur adresse la parole.). La confession qu'eût espérée le tsar, c'eût été une déclaration d'allégeance, un vrai reniement des fautes passées. Tout ce que son prisonnier lui dit, c'est ceci : rendez-vous compte, j'ai poussé l'impudence jusqu'à comploter contre vous, mais vous ne saurez pas avec qui ; j'ai voulu la révolution, j'ai vécu pour elle. et me voici en train de crever ; c'est une fin trop bête après cette exaltation, ces enthousiasmes : relâchez-moi, je vous laisserai en paix (après tout, vous n'êtes pas la meilleure cible), j'irai me battre ailleurs.

C'est Bakounine tout entier que l'on peut lire ainsi. Nettlau, au sujet d'*Etatisme et anarchie* (1873), constate que ce livre, écrit dans la haine, contient « des opinions éminemment subjectives », « mille vérités flanquées de mille semi-vérités, mille erreurs sur le passé, sur sa propre époque et sur l'avenir, pour ce que nous en savons depuis plus de cinquante ans [que le livre a été écrit], années de recherche et d'expériences qui modifient nécessairement la valeur de presque toutes les opinions émises en 1873 » (préface aux *Obras completas* de Bakounine, t. V. Barcelona 1925). Il ajoute qu'il est plus utile à lire pour l'étude de la mentalité de l'auteur que pour les analyses politiques qu'il contient ; à lire comme une conversation, sans vouloir en tirer de ligne à suivre. Bakounine ni dieu ni maître.

Dans ces conditions, il est pour le moins étrange que la première partie de la vie de Bakounine (la jeunesse dans l'aristocratie russe, l'apprentissage de la philosophie et de la politique, les mouvements slaves et les révolutions de quarante-huit) soit reconstituée par Duclos sur la seule base de la Confession. Un document qui pour lui est si vil, si immoral, comment peut-il être de bonne foi ? Le texte en est résumé, cité, puis retraduit dans son entier, bien qu'il ait été connu depuis cinquante ans en russe et édité en français (difficile à

trouver, peut-être, mais les bibliothèques ne sont-elles pas le lieu de l'historien ?) en 1932. Par des hérétiques, Fritz et Paulette Brupbacher. Duclos annonce triomphalement à ses lecteurs, dont il imagine qu'ils dépendent tous du P.C. pour leurs informations, qu'il a « pu [se la] procurer grâce à la gentillesse d'amis soviétiques » (p. 41). La nouvelle traduction semble honnête, diffère peu de la première sauf sur des détails et une certaine modernisatian de la langue. Les annotations font bien défaut : l'édition française avait un appareil de notes de Nettlau, et la récente réédition allemande reprend les notes documentées de Kurt Kersten de 1925.

Quant à la deuxième partie de la vie de Bakounine, elle est vue sous l'éclairage inverse, puisqu'elle se fonde dans son entier sur les documents du Conseil général et des Congrès de la Première Internationale, avec à peine quelques citations de lettres connues et de textes de Bakounine. En revanche, Duclos n'a rien lu des études bakouniniennes, hormis Brupbacher qu'il calomnie un peu au passage, ni des études internationalistes non conformes à la tradition léniniste.

Les révélations du Conseil général, parlons-en. L'Alliance de la démocratie socialiste, création de Bakounine et source prétendue de tous les maux de l'A.I.T., aurait fabriqué de faux mandats (pour James Guillaume au congrès de Bâle !), aurait « accaparé le titre de Fédération italienne et convoqué pour le 5 août (1872) une conférence à Rimini » (p. 174), aurait couvert les activités de Netchaiev en Russie. Bakounine se serait appuyé sur les « déclassés sans carrière, sans issue, conspirant au sein de l'Internationale pour l'asservir à une dictature cachée et pour lui imposer le programme de M. Bakounine » (p. 226), les « gauchistes bakouniniens » recevant dans cette entreprise le soutien des « droitiers des Trade's Unions de Grande-Bretagne » (p. 251). Ces « droitiers » étaient, par exemple, Jung et Eccarius, anciens membres du Conseil général qui prirent leurs distances après avoir vu dans de nombreux congrès et conférences comment agissaient les imitateurs faiblards des gloires paternelles — sans jamais toutefois quérir un autre père en Bakounine.

« Le marxisme-léninisme est devenu l'idéologie dominante de notre époque », écrit calmement Duclos p. (282), l'emploi qu'il en fait le confirme : il utilise le marxisme-léninisme comme représentation séparée de la réalité sociale, ensemble de préceptes hors du temps, système clos et anhistorique. Si je

ne me trompe, Marx lui-même faisait la critique de l'idéologie : c'est même ainsi qu'il avait lu Hegel. Cent ans plus tard, n'est-il pas temps d'avoir compris ? Les Partis communistes n'offrent pas de lieu à cette critique, figés qu'ils sont dans un programme réifié, une tactique réactionnelle et un électoralisme prêt à toutes les mésalliances. La seule histoire qu'ils peuvent produire, elle est justification, amalgame et magico-phénoménisme.

L'histoire que font les anarchistes, hélas, elle est généralement flatterie, auto-glorification, célébration des grands hommes : ce qui est aussi de l'idéologie. Ils savent parfois raconter bien leur propre histoire ; il est rare qu'ils fassent l'histoire des courants et des conflits sociaux, des forces en présence. L'historiographie anarchiste semble hésiter entre le statisme (l'histoire n'a pas de sens), le naturalisme (les sociétés humaines doivent se conformer à l'équilibre des sociétés animales), le scientisme (l'évolution des sciences et techniques résoudra les problèmes sociaux), l'idéalisme (ce sont les idées, non les faits sociaux, qui mènent le monde et font les révolutions), et l'éclectisme pur et simple. Les instruments d'analyse, la méthode sociologique et économique qui sont des soucis actuels, c'est chez Marx que nous en trouvons des éléments, c'est avec lui ou contre lui que nous pouvons exercer notre critique, quitte à laisser de côté ses propositions tactiques et ses comportements autoritaires. Chez Bakounine, chez les anars, on trouve autre chose : le diable au corps, et un foisonnement d'idées subversives. Le débat placé à un autre niveau. Si Marx reconnaissait que Bakounine était un des rares à avoir compris Hegel (lettre du 4 novembre 1864), celui-ci disait que Marx comme penseur et économiste était insurpassable.

La production de Duclos s'en prend délibérément au renouveau actuel de l'anarchisme. Que Bakounine ait été ou non un agent conscient du tsarisme, il sert aujourd'hui à la bourgeoisie pour détourner les masses populaires de la lutte réelle pour le socialisme, paraît-il... Tout ce qu'il faudrait dire de ce livre, au fond — et je m'en débarrasse un peu comme d'un pensum — c'est qu'il laisse dans l'ombre le débat entre Marx et Bakounine et jette une lumière de plus sur les bornes de l'esprit d'orthodoxie.

Jacques Duclos : **Bakounine et Marx, ombre et lumière** ; en annexe, **La Confession de Bakounine à Nicolas Ier** (traduite du russe par Andrée Robel) ; [Paris], Librairie Plon 1974, 479 p., ill.h.t.

Sans commentaire - Sin comentario
No commentary - Senza commento

Le discours du capitalisme

Extraits d'une interview de Pierre Liotard-Vogt, président-directeur général de Nestlé, donnée à la télévision suisse-romande, le 14 mai 74.

« Il n'y a pas de problèmes de multinationales : il y a le problème de la grande entreprise. Et toute entreprise quand elle grandit devient multinationale. Le fait, par exemple, de commencer un jour à fabriquer en Allemagne, en Italie, en France — pour commencer par les pays voisins — et plus tard dans les autres pays européens, et puis ensuite dans le reste du monde, les mêmes produits qui sont fabriqués et vendus en Suisse, ça ne nous donne aucune caractéristique particulière. Etre multinational : ce qu'on fait dans un pays, on le fait dans les mêmes conditions dans un autre pays. C'est plutôt une question de taille. Mais le mot « multinational » a été inventé il y a moins de dix ans, il y a cinq ans on l'employait à peine, alors brusquement on s'est imaginé qu'il y avait un nouveau type de sociétés qui était apparu, comme quelquefois on découvre un virus qui n'existait pas, alors que de tous temps, ou du moins on peut remonter très loin, il y avait des sociétés, qu'on appelait autrefois internationales, qui, quand elles faisaient de bons produits dans un pays, cherchaient à les vendre dans les autres pays. »

« Nous sommes probablement à une époque où tout le monde parle, et quelquefois à tort et à travers, de sociétés multinationales. Il y a probablement une seule vraie multinationale qui existe dans le monde, et c'est nous. Parce que nous avons 96 % de nos affaires qui sont faites en dehors du pays d'origine, pour la simple raison que, les consommateurs suisses étant de très bons consommateurs de produits Nestlé, ils ne sont pas assez nombreux pour absorber une part importante de notre production. Donc, nous avons toujours été orientés vers l'étranger, et nous avons dû embaucher beaucoup d'étrangers. Mais, peut-être du fait même que nos intérêts sont très diversifiés, que nos attaches avec l'étranger sont très nombreuses, que nous voyageons beaucoup, que nous employons beaucoup d'étrangers, nous sommes restés d'autant plus attachés à nos origines suisses auxquelles nous tenons par dessus tout. »

« Au fond, la grande entreprise n'est qu'une association de petites entreprises. Et pourquoi c'est un mouvement qui est presque physique, c'est parce que cette union, cette association, elle donne

plus d'efficacité, elle permet de produire davantage de produits moins chers. Est-ce que vous n'avez jamais entendu parler de certaines régions — je ne parle pas des pays de l'Est, mais des pays occidentaux — où les cultivateurs se groupent et ont des coopératives, qui ont du matériel qui sert à l'ensemble des coopérateurs ? alors que, individuellement, ils sont trop petits pour se payer ce matériel. »

Journaliste : Mais il n'en demeure pas moins que ces sociétés-là acquièrent une puissance qui pose un problème par rapport au pouvoir politique...

« Alors ! (...) Montrez-moi où est cette puissance ! N'est-ce pas, quand on entend dire des choses aussi bêtes — je m'excuse d'employer le terme fort — qu'on vous dit : Ah ! oui, mais le chiffre d'affaires de Nestlé est aussi important, ou plus, je n'en sais rien, que le budget de la Confédération (helvétique)... mais qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'est-ce que ça signifie ? Est-ce que cet argent, ce chiffre d'affaires, c'est de l'argent qui est là dans un coffre, avec lequel on peut s'amuser, avec lequel on jongle ? Mais cet argent, cet argent, c'est exactement comme l'argent d'un caissier, d'un caissier d'une banque, entre les mains duquel il passe un nombre considérable de billets de banque dans la journée. Mais il ne peut en disposer, de cet argent ! Nous ne disposons pas de cet argent. Sur les seize milliards et demi de chiffre d'affaires que nous avons — mais cet argent, où est-ce qu'il va ? Il va tout de suite à payer les matières premières, il paie nos ouvriers, il paie nos impôts, il paie nos transports, il paie nos fais généraux, il paie nos services, et en fin de compte qu'est-ce qu'il en reste, nous avons fait en fin de compte un profit de 600 et quelques millions. Sur ces 600 et quelques millions, il y a les deux tiers qui restent dans l'affaire, que nous réinvestissons pour acheter des machines et pour continuer à maintenir notre outil industriel, et il n'y a qu'un seul tiers qui est distribué entre les actionnaires. Et ces deux cents millions, ils sont distribués entre cent mille actionnaires ! Et là-dessus le fisc prend tout de suite 30 %. Mais il n'y a pas une personne qui puisse disposer de cet argent, et nous moins que n'importe qui. Nous utilisons cet argent, je vous dis, pour payer les matières premières, pour payer les frais d'exploitation, pour payer notre personnel et les impôts, et ce qui reste, le solde net, quand il y en a ! — nous avons eu la chance d'avoir une gestion qui nous a permis d'avoir un profit — nous le distribuons à nos actionnaires. Il ne nous reste pas un centime. »

Journaliste : A propos de la participation financière en Suisse, les syndicats internationaux vous reprochent de faire du parternalisme, car vous avez introduit cela sans même consulter au préalable les...

« Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai. Nous l'avons introduit à notre siège principal à Vevey où nous avons les effectifs les plus importants, nous avons réuni l'association du personnel, nous avons

expliqué nos intentions, et, je crois que c'est facile à imaginer, ils en étaient extrêmement contents, et nous avons même discuté avec eux la forme pratique que nous donnerions à cette participation, puisqu'on leur a même proposé, on leur a donné une partie sous forme d'actions Nestlé, ou de certificats d'actions Nestlé, et eux-même ont demandé qu'une fraction de ce qui leur était dû leur soit donné sous forme d'actions, ce qui a été fait. Ils ont demandé que pour les années suivantes on continue à leur distribuer des actions Nestlé. Tout ce qui a été fait dans nos usines, les syndicats en ont été informés. »

Journaliste : Mais il n'y a pas de consultation préalable avec les syndicats ?

« Ecoutez, on leur dit : on vous donne quelque chose, c'était vraiment assez peu probable qu'ils le refusent ! Surtout que c'était quelque chose de purement bénévole, qui n'était assorti d'aucune espèce de condition, on ne demandait rien en contrepartie. »

Journaliste : Dans la mesure où Nestlé n'est quand même pas une société philanthropique, quelle est sa motivation quand elle investit, quand elle ouvre une usine dans un pays en voie de développement où elle ne compte pas faire du bénéfice immédiatement ?

« Nous espérons bien en faire à terme. Je dirai effectivement que, plus une entreprise est grande, plus nous développpons un état d'esprit de service public. Par la force des choses. D'abord, les gens qui sont à la tête de l'entreprise, du haut en bas, ne sont pas propriétaires de l'entreprise. Après tout, moi qui vous parle et qui suis à la tête de cette entreprise, je suis le plus important des cadres, et les bénéfices que je fais, je ne les fais pas pour moi. Je considère que j'ai un devoir de faire fructifier normalement les capitaux qui nous été confiés par nos actionnaires, mais je considère au moins autant comme un devoir de faire en sorte que les produits soient de bonne qualité et soient à la disposition des consommateurs. Combien de fois il nous est arrivé de continuer à vendre à perte, en raison de contrôles des prix, certains produits dont il aurait été impensable de dire : on perd de l'argent, il faut arrêter. Parce que cela aurait créé des complications et ça aurait fait une grande gêne pour les consommateurs. Nous estimons avoir des devoirs vis-à-vis de notre personnel, à qui nous devons procurer des conditions de travail, de rémunération et de pension qui sont convenables, et je dirai en plus de ça que nous avons des devoirs envers des pays hôtes où nous sommes. Il faut partout que nous justifions notre existence. »

Journaliste : Vous êtes vous-même allé rencontrer M. Allende : était-ce pour éviter que Nestlé au Chili ne soit nationalisé ?

« Non, je suis allé voir M. Allende pour la raison qui suit : à l'époque, on ne savait pas très bien ce qui allait se passer au Chili.

J'ai dit au président Allende, je suis allé le trouver en lui disant : « Voilà, nous sommes installés au Chili, nous avons sept usines, nous fabriquons un volume important de produits de première nécessité, nous avons une ambition : c'est de continuer à faire en sorte que nos consommateurs qui sont habitués à consommer nos produits puissent les avoir à leur disposition, que nos usines tournent, que nos ouvriers et nos employés gardent leur travail. Nous appartenons à un pays qui est traditionnellement neutre, nous en tant qu'entreprise avons toujours eu à cœur de respecter une neutralité politique absolue, en tant qu'hommes libres nous pouvons avoir les opinions que nous voulons, nous pouvons penser que tel régime conviendrait ou ne conviendrait pas ; quand nous nous trouvons dans un pays étranger, nous nous interdisons d'exprimer une opinion, nous estimons que chaque pays est libre de se donner le régime qu'il a choisi, même si nous n'en voudrions pas pour nous-mêmes, et nous le respectons. Nous n'avons pas à demander aux pays hôtes dans lesquels nous sommes de s'adapter à notre forme d'exploitation, c'est à nous, entreprise étrangère, à nous adapter aux conditions politiques, sociales et économiques du pays où nous sommes. Donc, M. Allende, je tiens à vous donner l'assurance que nous n'avons pas d'autre ambition que de continuer à travailler comme on le fait maintenant. » Moyennant quoi M. Allende nous a crus, je crois qu'il n'a pas eu tort, je crois d'ailleurs qu'il l'a constaté par la suite. Le jour où ce pauvre M. Allende a été tué, nos usines continuaient à fonctionner comme au premier jour. »

Ultra-Left in China

The goal of the Ultra-Left was clearly stated : « to overthrow the new bourgeoisie and built a new society without bureaucrats, similar to the Paris Commune — the Peoples Commune of China ». To the official view of the CCP under Mao that « 95 % of the cadres are good », the Ultra-Left posited the view that « 90 % of the cadres must step aside ». This view was clarified by Sheng Wu-lien, an Ultra-Left organization in Hunan province, to mean that 90 % of the cadres are part of a useless bureaucracy which should be eliminated. The question of whether the cadres have correct or incorrect consciousness is irrelevant — the point is that they are bureaucrats. Sheng Wu-lien concludes that they are indeed unnecessary because during the brief period of January 1967, when their power was reduced to nothing the situation was vastly improved.

The 70's biweekly
N° 29 — Hong Kong

Estilo militar

Los comentarios de Jaime Castillo y Maria Caro en Radio Balmaceda —propiedad del Partido Democrata Cristiano — mantenian cierto espiritu critico en Chile. Por disposición de la Secretaría general de Gobierno, las transmisiones fueron censuradas y los comentarios criticos eliminados. El Presidente nacional del P.D.C. (en receso) Patricio Aylwin se permitio protestar, He aqui la contestación del Ministro del Interior, General de Division Oscar Bonilla Bradanovic:

«Rechazo categóricamente por inaceptables tanto los términos como el fondo de su carta del 12 del presente, en que Ud. supone discriminación y arbitrariedad a un alto funcionario de Gobierno, papel que le esta expresamente vedado en las actuales circunstancias y en su calidad de un partido en receso.

«En tal calidad es indispensable que Ud. recuerde que:

1—. En el país existe un Gobierno militar, en un estado de sitio y de guerra interior.

2—. El decreto ley Nº 78 sólo le otorga facultades de administración de los bienes de su partido y le prohibe usar Radio Balmaceda para labores de propaganda de principios políticos o arrogarse la representación de sectores ciudadanos.

3—. En el momento que se vive, le fundamental para el Gobierno es la seguridad de la nación, y no puede permitir que se haga el juego a los que atentan contra ella.

4—. Los derechos de las personas están sujetos a las limitaciones que exige el mantenimiento del orden público y el interés de la sociedad, como lo establece la propia declaración de «Los derechos humanos».

Su carta tiene una redacción y un tono politico muy diferente a lo que Ud. ha usado en sus conversaciones con el Ministro del Interior, dualidad que me parece intolerable dentro del plano franco y abierto en que se desenvuelve un Gobierno que no entiende otro lenguaje.

Sírvase no volver a escribirme en otros términos que nos sean los de una autoridad administrativo de un partido, en receso, que se dirige respetuosamente al Gobierno de la nación».

Les dignitaires du Parti polonais avantagés par décret (1)

Pour le deuxième anniversaire du gouvernement d'Edouard Gierek, nous voulons attirer l'attention sur deux séries de décrets-lois dus à une équipe mise en place en décembre 1970, et sans lesquels la restauration de la République offrirait une image injuste et incomplète. La discrétion de la presse du pays à cet égard est d'autant plus incompréhensible qu'il s'agit là de décisions sans précédent dans l'histoire, non seulement de la Pologne d'après-guerre, mais encore de l'ensemble du camp communiste.

La première série de ces décrets se rapporte à un problème fondamental concernant l'existence même d'une catégorie de personnes qui se trouvent les plus menacées, les plus dignes d'intérêt, et dont le sort est le plus incertain. Les décrets du Conseil d'Etat en date du 5 octobre 1972 (*Journal des Lois* du 7 octobre 1972), en réglant le problème du « traitement » des personnes qui occupent un poste gouvernemental ou une importante position dans les affaires de la politique et de l'Etat, en réglant également les conditions « d'attribution de la retraite » à ces mêmes personnes ainsi qu'aux membres de leurs familles, ont heureusement et définitivement comblé une préjudiciable lacune.

De l'analyse des décrets précités, il ressort que le groupe des personnes qui sont responsables du sort de 33 millions de Polonais est divisé en 5 catégories allant de « A » à « E ». Cette mesure permet enfin de déterminer scientifiquement le rang des élites au pouvoir, en éliminant tous les doutes à ce sujet et en écartant toutes possibilités d'erreurs lors de la rédaction des communiqués de presse, ou encore lorsqu'il s'agit de régler l'intensité des applaudissements de bienvenue, des acclamations, des « hourras », et de fixer le nombre des strophes de l'hymne « Cent Années ... »

La catégorie « A » est bien sûr peu nombreuse, mais elle est bien dosée : elle se compose du premier secrétaire du KC PZPR (Comité central du Parti ouvrier unifié polonais), du président du Conseil d'Etat et du président du Conseil des ministres. Le maréchal de la Diète lui-même, qui est pourtant — à ce qu'il paraît — président de l'organe le plus important du pouvoir populaire, est relégué en catégorie « B ». Il s'y trouve en compagnie des membres du Bureau politique du KC PZPR, des suppléants du président du Conseil d'Etat, des vice-présidents du Conseil des ministres, des suppléants des membres du Bureau politique, des secrétaires du KC (Comité central) et des membres du secrétariat du KC. La

(1) Traduit de *Kultura* (n° 304/305, Paris 1973) avec la gracieuse autorisation de la rédaction.

catégorie « C » est très nombreuse, mais composée de façon très hétérogène. On y trouve pêle-mêle les membres du Conseil de l'Etat, les ministres, les présidents de la Chambre supérieure de contrôle et de l'Académie des sciences polonaise, les juges supérieurs, les procureurs généraux et les chefs des différentes sections du KC PZPR. Tout le reste est obligé de se caser dans les catégories « D » et « E ». Il est même inutile de citer tout le monde, car on rencontre, de la catégorie « à Mercédès » à la catégorie « à Warszawa », des chefs de la Chancellerie, du Conseil d'Etat ou de la Diète, l'énorme foule des vice-ministres et des chefs d'administration du territoire, et jusqu'aux directeurs généraux de ministères ou autres loqueteux. Il faut peut-être souligner que c'est dans cette compromettante et basse catégorie qu'on trouve les secrétaires des voïvodies et des comités du Parti, obscurs propriétaires de provinces polonaises.

Bien sûr, les décrets du Conseil d'Etat, c'est de la littérature théorique. Il serait donc vain de chercher là-dedans les taux de traitement et les conditions de mise à la retraite. Nous sommes, quant à nous, ébranlés par le doute : comment les gens de « A » à « E » pourront atteindre les fins de mois ? Nous voudrions cependant soulever quelques questions qui résultent d'un examen attentif et prudent du sujet.

Primo, nous constatons que le traitement et les indemnités de fonction sont fixés par le Conseil des ministres après obtention de l'accord du Conseil d'Etat, c'est-à-dire, en fin de compte, par les intéressés eux-mêmes. A juste titre d'ailleurs, car, qui pourrait, mieux qu'eux-mêmes, connaître leurs propres besoins ? A personne, naturellement, n'est venue l'idée de demander l'avis de la Diète de la République populaire polonaise, organe d'Etat supérieur et souverain, ou encore à l'un des comités de cette Diète. Mais peut-être que les représentants de la paysannerie polonaise ou de l'industrie socialiste ont un autre avis sur la façon de décider, soit de l'importance du train de vie ou de la retraite, soit, Dieu merci, de la mise en disponibilité des invalides de ces singulières catégories de « A » à « E ».

Secundo, le législateur, il faut le souligner, rompt avec la traditionnelle hypocrisie qui règne dans ce domaine. Même un enfant savait que le Polonais le plus important était le premier secrétaire. Maintenant, on sait aussi que non seulement les premiers secrétaires sont les plus importants, mais aussi les membres du secrétariat eux-mêmes, c'est-à-dire les employés en titre du Parti, qui figurent en tête sur les listes d'émargement et de retraite. Et il en résulte que, dans la dignité comme dans l'exercice du pouvoir, ils arrivent bien avant les ministres, les membres du Conseil d'Etat et du tribunal supérieur, et autres personnages de peu d'importance. Mais pourquoi, je vous le demande, le camarade-membre Werblan a-t-il droit à un taux d'indemnité de décès plus élevé que le camarade-président Moczar ? Et pourquoi les membres titulaires du Parti, par exemple

les chefs des sections du KC PZPR, l'un des différents partis (comme nous l'affirme à la TV le camarade Marchais) du régime de la République populaire polonaise, détiennent des places mieux rémunérées que n'importe quelle fonction de vice-ministre ou de secrétaire d'Etat, qui sont cependant des personnages choisis par la volonté souveraine des camarades de la base ?

Pourquoi le problème de la retraite des fonctionnaires d'un des partis politiques de la République Populaire polonaise, est un sujet d'intérêt pour le *Journal des Lois* de ladite république populaire ? Sont-ils, ces fonctionnaires, payés directement par la Trésorerie d'Etat, et non par les cotisations ou par les autres revenus du Parti ? Et que fait-on avec les autres associations ? Pourquoi le *Journal des Lois* n'en parle-t-il que du bout des lèvres, comme s'il s'agissait de maladies que l'on dit honteuses ? Pourquoi ne se souvient-on que d'une manière évasive qu'ils ont « aussi des droits », et, en outre, seulement si le président du Conseil des ministres le permet ? Est-ce que, dans la République populaire polonaise, il n'y a vraiment que PAX (association chrétienne) et Piasecki (Cat. C) qui soient payés, ainsi que leurs employés, par leur propre caisse INCO ?

Tertio, nous notons avec soulagement, qu'après ces événements, les auteurs des décrets, constatant que les « Orphelins de décembre » se trouvaient dans la misère, ont pensé, eux, à leur propre avenir : les membres de la catégorie « A » ont droit au salaire complet de deux années lorsqu'ils quittent leur poste, quelles que soient (hum ...) les raisons de la cessation de fonctions. Les membres des autres catégories n'ont droit qu'à une année seulement de salaire, mais avec une possibilité de prolongation ... si le président du Conseil des ministres le juge bon. Les citoyens de « A » à « E » ayant bien mérité de la patrie ont naturellement droit à une vieillesse tranquille. Un taux de retraite de 95 % du traitement leur assurera une existence modeste dans la chaude atmosphère où les entoureront, jusqu'à la fin de leur vie, les compatriotes reconnaissants. Ajoutons seulement ici que les décrets ne sont pas rétroactifs — en principe Les camarades responsables des événements de décembre, et les autres, ne peuvent donc pas — de nouveau en principe — profiter des bienfaits de A à D. A moins de le demander bien gentiment, car, en principe, le président du Conseil des ministre peut ... etc.

En somme, on ne peut pas ne pas exprimer la satisfaction du peuple polonais, délivré d'un problème dont la solution ne souffrait aucun retard, et qui était de classer équitablement le cortège des propriétaires de la République populaire polonaise, et de leur assurer des conditions convenables pendant leur vie et après. Ces faits ont été portés à la connaissance du peuple polonais à l'occasion du deuxième anniversaire de décembre, ce qui n'est pas dénué de profonde signification, car ils rappellent au devoir de vigilance, ainsi qu'à l'obligation d'assurer la vie la plus longue possible aux deux décrets et à leurs bénéficiaires.

Le pouvoir était conscient de ce devoir : en s'appuyant sur trois dispositions prises au mois d'août 1972, le Conseil des ministres s'efforçait de garantir la stabilité des décrets susmentionnés. Le Conseil des ministres a créé notamment deux écoles d'officiers supérieurs qui ressortissent aux Affaires intérieures. Ce Bureau des Affaires intérieures est très méritant, mais il souffrait depuis longtemps du manque de formation scientifique de ses cadres. Le Conseil des ministres (catégories A et B) a donc éliminé pour toujours ces regrettables lacunes. Les écoles d'officiers Feliks Dzierzynski (et comment !) et général Jozwiak Witold exerceront une « activité didaco-pédagogique en droit administratif, et dans la protection de la sécurité et de l'ordre public, en instruisant et en éduquant ces cadres pour les besoins des Affaires intérieures ... » Les bacheliers obtiennent des diplômes de fin d'études supérieures ... professionnelles avec la spécialité correspondante et ils seront autorisés à préparer leur entrée à l'académie ... des Affaires intérieures.

Mais oui, mesdames et messieurs, ce n'est pas une erreur ! Car le système de formation des cadres spécialisés pour les nécessités des Affaires intérieures possède deux degrés. Par une 3[e] disposition, on a créé notamment l'Académie des Affaires intérieures qui décerne le titre de licencié dans la spécialité définie dans la sphère d'intérêt scientifique du ressort en question. Quoiqu'il n'y ait aucun doute sur l'opportunité de créer ces trois postes de sciences pures dans les conditions de satisfaction et d'assouvissement absolue de tous les autres besoins scientifiques, comme il est bien connu en République populaire polonaise, on peut cependant se livrer à quelques remarques d'une nature plus générale.

Primo, il faut approuver courageusement et sans réserve la séparation des jeunes intellectuels de la police, de tout le reste de la société. C'est, de toute manière, un acte justifié. Dans le passé, précisément, l'appareil du ministère des Affaires intérieures était en péril face à l'action corrosive de l'entourage non policier. Il y avait un risque de dégradation, de corruption, de trafic de devises, et, en fin de compte, d'éclatement du groupe à la première confrontation avec les événements, par exemple, à Poznan en 1956, ou à Gdansk quatorze années plus tard. De cette manière, on a ainsi réalisé le postulat du « docent d'après mars » M. Moczar : « mobilisation des intelligences avec la tripe républicaine (colonne vertébrale populaire) ... »

Secundo, en montant en première ligne après avoir glorieusement vaincu et franchi les deux degrés scientifiques, les cadres intellectuels du ministère des Affaires intérieures ne ressentiront aucun préjugé bourgeois ni aucun scrupule de déclassés. Le ghetto du ministère des Affaires intérieures sera composé d'êtres cyniques et de larbins — diplômés — pour lesquels la carrière et les privilèges résulteront de la grâce des chefs et du Parti et auront en outre des motivations théorico-idéologiques. Il est bien évident qu'après avoir terminé leurs études, successivement dans deux

facultés, ces diplômés pourront « casser les os » d'une manière scientifique et sans rencontrer d'obstacles théoriques.

Tertio, de cette façon, on prévient les désagréables effets du ramollissement du système. Après 27 années de recherche, on a trouvé enfin la résolution du problème de l'incertitude des cadres du ministère des Affaires intérieures. On ne savait comment faire pour prévenir les effets de ce ramollissement dans tous les précédents systèmes d'éducation à partir des écoles du ministère des Affaires intérieures et du Service de sécurité, jusqu'aux études administratives, sections supérieures d'écoles de sciences sociologiques pour les cadres du ministère des Affaires intérieures et du Service de sécurité, et bien que toutes ces écoles donnaient à l'Etat d'éminents savants, comme le Dr général Pietrzak ou encore le Dr colonel Walichnowski. Quand même, le mois de décembre 1970 a bien rendu service !

Nous sommes donc sur la bonne voie et nous n'aurons plus maintenant qu'à regarder comment notre système va se remplir de licenciés, de docteurs, de diplômés, pour les spécialités intérieures. A la lumière de tout cela, il n'est plus possible de se retenir de soupirer : « Mais à quand la section des Affaires intérieures de l'académie des sciences polonaises ? A quand l'Institut des Affaires intérieures de l'académie des sciences polonaises ? A quand, tout simplement, l'Académie intérieure polonaise ? Et à quand la République polonaise intérieure ?

Nous pouvons dormir tranquille : aujourd'hui, les Polonais des catégories A, B, C, D, E peuvent museler la gueule des Polonais des catégories F à Z. Le cens ordinaire ne suffit plus.

Nous aurons des diplômés ... d'après décembre.

Prof. Dr X.

Solidarité antifasciste ?

Le Chili et la Roumanie ont signé récemment des accords portant sur la coopération technique et économique entre les deux pays dans le domaine minier, métallurgique, de la manufacture du cuivre, de la pétrochimie et de la chimie organique. Ces conventions signifient l'installation à bref délai d'usines de produits dérivés du cuivre, tant au Chili qu'en Roumanie, avec des capitaux mixtes. D'autre part une fabrique de fertilisants et d'acide sulfurique sera installée au Chili avec des capitaux roumains.

in *Informativo Chileno*
publié par l'Ambassade du Chili à Paris
24 septembre 1974

El poder popular en Cuba

¿Es la constitución de los órganos de poder popular parte del proceso de fortalecimiento de las organizaciones e instituciones que conforman la dictatura del proletariado en nuestro país?

Efectivamente, la constitución de los órganos de Poder Popular, que se efectuará de manera experimental en la provincia de Matanzas, forma parte de ese proceso.

....

Como parte de este proceso de fortalecimiento institucional de la Revolución, el comandante de división (teniente general) Raul Castro, segundo secretario de nuestro partido, el pasado 2 de enero, en el discurso que pronunció en ocasión de la revista militar conmemorativa del XV aniversario del triunfo de la Revolución, anunció la constitución con carácter experimental de los órganos de Poder Popular en la provincia de Matanzas, a partir del segundo semestre de este año.

....

¿Sobre qué principios se organizarán los órganos de poder popular?

....

10) El Partido Comunista es el máximo organismo rector de todo nuestro proceso de construcción del socialismo, y como tal dirige, a través de las vías y métodos que le son propios, todas las demás organizaciones y organismos que conforman el sistema de la dictadura del proletariado, y entre estos se cuentan, naturalmente, los órganos de Poder Popular.

Granma — La Habana — 28.V.74

Force d'ordre au Portugal

Si l'armée n'est plus tout à fait une grande muette, elle est encore moins une grande sourde et une grande aveugle, comme elle l'a été trop longtemps. Ses cadres peuvent ainsi mieux apprécier la signification de la démocratie et du socialisme, la fonction véritable des communistes en Occident et la force d'ordre qu'ils représentent en face du gauchisme. Cette ouverture au réel porte également à se demander s'ils ne sont pas utiles à l'indépendance nationale dans les pays placés sous la zone d'influence des Etats-Unis.

Maurice Duverger, in *Le Monde*, 3 octobre 1974

Centre international de recherches sur l'anarchisme

C.I.R.A.

A partir du 15 janvier 1975
la bibliothèque sera ouverte
à l'adresse suivante : 15, rue Necker, 1201 **Genève** - Suisse

International Center for Research on anarchism

C.I.R.A.

After January 15, 1975,
the library will be located
at : 15, rue Necker, 1201 **Geneva** - Switzerland

Livres à lire /	**Books to read**
Libri da leggere /	**Libros aconsejados**

La Société contre l'Etat — Pierre Clastres
(Les Editions de Minuit Paris 1974)

Cafiero — Pier Carlo Masini
(Rizzoli Milano 1974)

Révolution et contre-révolution en Catalogne — Carlos Semprun Maura
(Mame Tours 1974)

Autopsie de Peron — Louis Mercier Vega
(Duculot Gembloux - Belgique 1974)

Trotsky et la Révolution espagnole — Ignacio Iglesias
(L'Age d'Homme Lausanne 1974)

El liberalismo de avanzada — Jorge N. Solomonoff — con textos de William Godwin, Max Nettlau, Benjamin R. Tucker, Rudolf Rocker, Herbert Read
(Proyección Buenos Aires 1973)

El movimiento libertario español — Pasado, presente y futuro. — Autores varios — Ensayos, notas, encuesta et documentos
(Ruedo Iberico Paris 1974)

Imprimé en France
Imp. La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

Prix : 10 francs

Directeur - Gérant : Fernand Gomez